

# cahiers

## LEON TROTSKY



**Loukas Karliaftis**  Le calvaire des trotskystes grecs

**M.V. Lobanova**  Khristian Rakovsky et le congrès panslaviste de 1910

**Document**  A propos du « groupe Smirnov »

**Document**  A propos du « centre Rakovsky-Wolfson »

**76**

*décembre 2001*

**Revue trimestrielle**  **Institut Léon Trotsky**

# CAHIERS LÉON TROTSKY

Revue éditée par l'Institut Léon Trotsky

---

L'Institut Léon Trotsky a pour but de promouvoir l'oeuvre de Léon Trotsky sous ses divers aspects [...], préparer la publication en langue française des *OEuvres* de Léon Trotsky [...] éditer les *Cahiers Léon Trotsky* destinés à établir un lien entre toutes les personnes intéressées par les travaux de l'Institut [...] et à permettre la publication de textes et documents concernant l'auteur et le mouvement ouvrier mis au jour au cours de recherches, regrouper ou recenser toute information, documentation ou archives concernant Trotsky et son Oeuvre. (Extraits des statuts de l'Institut, association selon la loi de 1901).

---

## BUREAU DE L'INSTITUT LÉON TROTSKY

Pierre Broué, président et directeur scientifique, Gilles Vergnon, secrétaire,  
Rédaction des *Cahiers* : Pierre Broué, BP 276, 38407 Saint Martin d'Hères Cedex

### Administration des Cahiers :

Luc Aujame, 477 chemin du Puits, 69210 Fleurieux sur l'Arbresle

---

## ABONNEMENT

Abonnement de soutien : 45 €, 53 € et plus

### Etudiants :

demi tarif pour les moins de 25 ans, sur présentation de la carte d'étudiant

• France : 4 Nos (1an) 23 €

### Particuliers :

• France : 4 Nos (1an) 45 €

• France : 8 Nos (2ans) 90 €

• Etranger : 4 Nos (1an) 53 €

• Etranger : 8 Nos (2ans) 106 €

### Institutions :

• France : 4 Nos (1an) 60 €

• France : 8 Nos (2 ans) 120 €

• Etranger : 4 Nos (1an) 68 €

• Etranger : 8 Nos (2 ans) 132 €

Tous les anciens numéros des *Cahiers* sont actuellement disponibles au prix unitaire de 7€ pour les abonnés (prix public de 12 €) + frais de port.

Petite collection du N° 1 à 20 : 90 € (+ 7 € de frais de port)

Moyenne collection du N° 1 au 40 : 230 € (+ 12 € de frais de port)

Grande collection du N° 1 au 75 : 380 € (+ 16 € de frais de port)

**Pour l'étranger** les prix indiqués ne sont valables que pour des paiements en euros sur une banque française (ou correspondante) ou par mandat postal international,

sinon les frais bancaires s'élèvent à 15 €.

Ainsi tout paiement en monnaie étrangère doit être majoré de 7 € (frais de change) et tout paiement sur une banque étrangère de 7 € (commission pour la banque)

**Règlement** à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky*

par chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de ILT

à adresser à Luc Aujame - 477 chemin du Puits, 69210 Fleurieux sur l'Arbresle, France

---

# cahiers LEON TROTSKY

---

n° 76

Décembre 2001

---

Présentation ..... 3

## ARTICLES ET ÉTUDES

**Loukas Karliaftis**

— Le calvaire des trotskystes grecs d'Acronauplie à Nezero ..... 5

**M.V. Lobanova**

— Khristian Rakovsky et le congrès panslaviste de 1910 ..... 43

## DOCUMENTS

**Commission du Politburo du Comité Central du PCUS**

— A propos du « groupe contre-révolutionnaire trotskyste d'I.N.  
Smirnov, V.A. Ter-Vaganian, E.A. Preobrajensky et autres » ..... 63

— A propos du « centre trotskyste de l'Union » ..... 97

**Pierre Broué**

— Nous avons eu Prague au cœur ..... 117

— Petites trouvailles de l'Histoire de la Comintern et de la Révolution  
russe ..... 123

## **LES DÉPARTS**

— Charlie van Gelderen ..... 125

Photo de couverture : Pantelis Pouliopoulos  
Voir l'article de L Karliaftis, page 5

## ***Présentation***

Nous présentons dans ce numéro un article émouvant de **Loukas Karliaftis** sur les trotskystes grecs pendant la guerre se terminant par un récit de la mort de **Pantelis Pouliopoulos**, ancien secrétaire du PC grec et dirigeant trotskyste.

Nous poursuivons nos travaux sur **Khristian Rakovsky** avec une étude de **Macha Lobanova** sur son attitude à l'égard de la conférence panslaviste de Sofia en 1910.

Nous publions deux documents émanant de la commission de réhabilitation du temps de la *perestroïka*, l'un sur le groupe d'**Ivan Nikitich Smirnov**, l'autre sur celui que le GPU appelait le « *centre Rakovsky-Wolfson* », intégralement, après les extraits du n° 52.

On trouvera aussi un hommage à **Charlie van Gelderen**, ainsi que des notes sur de petites découvertes dans les archives et les livres.

Nous prions nos abonnés de vouloir bien excuser notre retard, notre metteur en page, comme le champion cycliste Jalabert, est tombé d'une échelle et s'est trouvé trop longtemps hors d'état de travailler.

CLT



## *Articles et études*

### **D'Acronauplie à Nezero Les trotskystes grecs dans les prisons et les camps**

Nous publions ici un classique de l'histoire des trotskystes grecs, dont le lecteur français ne connaît les grandes lignes que par les passionnants **Mémoires** de Stinas, mais qui va probablement être renouvelée par la thèse de notre ami Emmanoulidis. Il s'agit du calvaire qu'ont vécu entre 1937 à 1944 les trotskystes grecs, et notamment de l'exécution de Pantelis Pouliopoulos.

Jusqu'en 1927, l'Opposition de gauche grecque était l'Organisation Communiste des Bolcheviks-léninistes (Archiomarxistes), la KOMLEA, fondée en 1923. Les trotskystes proprement dits étaient apparus à la fin des années vingt, sortant de l'organisation archiomarxiste ou du PC grec (le KKE), divisés en groupes rivaux :

- le groupe aux noms successifs divers, connu comme Spartakos, fondé en 1927, était dirigé par l'ancien secrétaire général du PC, **Pantelis Pouliopoulos**.
- en 1930, le groupe dit des « fractionnistes », ancien noyau militant des étudiants archiomarxistes, était dirigé par **Mikhalis Raptis** et **Christos Soulas**, avait rompu avec les archiomarxistes et fondé le « Groupe communiste unifié » (KEO).
- en 1932, exclu du KKE, un groupe dirigé par **Agis Stinas**, avait fusionné avec le KEO pour former le « *Bolchevik-Cours nouveau* » de **Giorgos Vitsoris**, avait rompu avec le groupe archiomarxiste qui avait quitté l'Opposition de gauche internationale pour rejoindre le Bureau de Londres.

Ce fut le signal de deux regroupements :

- KEO (Raptis) et Spartakos (Pouliopoulos) constituèrent l'Organisation communiste internationale de Grèce (OKDE)

- La minorité Stinas de l'Opposition léniniste du KKE (LAKKE) fusionna avec le *Bolchevik - Cours nouveau*, constituant l'Union communiste internationale (KDEE) en contact avec le secrétariat international, donc « section officielle ».

En 1937, les trois groupes, dirigés par G. Vitsoris, P. Pouliopoulos et M. Raptis fusionnent et constituent l'Organisation unifiée des communistes internationalistes de Grèce (EOKDE),

Une organisation autour de Stinas, reste de l'OKDE, à l'extérieur. Nous arrivons ici au début de notre sujet.

L'étude qui suit est de **Loukas Karliaftis** *alias* **Kostas Kastritis** qui fonda l'EOKDE en 1934, après sa rupture avec les archiomarxistes et son alliance avec Raptis et Pouliopoulos. En 1942, il dirigeait le Parti ouvrier internationaliste de Grèce, l'EDKE. Rescapé des prisons et des camps, il est le leader de la première tendance au congrès de réunification de 1946, mais fut mis en minorité par un bloc et rejoignit le Comité international de **Healy** et **Lambert**. Il est l'auteur de travaux historiques sur le trotskysme en Grèce très peu connus en Occident mais sortis de l'obscurité par *Revolutionary History*, où cet article est paru au printemps 1991 (III, 3, pp. 24-37). Nous avons préféré refaire une traduction qu'utiliser la première mise en circulation.

Nous nous sommes permis de l'abrégé légèrement, en mettant en note ou en supprimant des passages, notamment sur des questions qui ont été largement traitées depuis la première parution. Nous nous sommes permis, sur des questions personnelles délicates, d'apporter en note des précisions, parfois des rectifications sur la base des matériaux récemment accessibles.

**Loukas Karliaftis**

## **Le calvaire des trotskystes grecs d'Acronauplie à Nezero**

### **Conférence de fondation de l'OKDE**

Malgré une intense répression, les arrestations et une terreur sans précédent, outre le fait que les membres les plus capables du mouvement trotskyste étaient déjà emprisonnés dans les camps de concentration de la dictature du général Metaxas, les trotskystes organisèrent la conférence de fondation de l'Organisation des communistes internationalistes de Grèce, l'EOKDE, en février 1937. L'OKDE et les groupes de Cours Nouveau, qui avaient tous deux leurs racines dans la révolution russe et la naissance du bolchevisme et du trotskysme en Grèce, s'unifièrent à cette conférence.

La mise sur pied de l'OKDE fut le résultat d'une coopération étroite et d'une discussion d'idées entre les deux tendances pendant toute l'année 1936. Nous avons joué un rôle révolutionnaire authentique pendant cette période et à travers la magnifique révolte de Thessalonique. Ainsi fut forgée une unité imbrisable et, en février 1937, fut fondée une organisation trotskyste qui voulait travailler dans le cadre de l'orientation de Trotsky pour la construction de la IVe Internationale. Les circonstances, dans lesquelles cette unification nécessaire et

chargée d'espoir prit place, furent extrêmement dures. On peut donc aller jusqu'à l'appeler **un événement historique**.

La conférence d'unification se tint en février 1937 dans un canyon des montagnes du Pentélique en Attique. Elle dura une journée et fut suivie par environ quinze camarades, tous bien connus et ayant joué un rôle important dans l'histoire du mouvement ouvrier. Les prisonniers d'Acronauplie et des autres camps de concentration n'étaient bien entendu pas représentés. Dans son discours de clôture, L. Vourzoukis a relevé qu'il y avait plus de participants de *Cours nouveau*. Le nouveau Comité central comprenait **Pantelis Pouliopoulos**, dirigeant de l'organisation unifiée, Mikhalis Raptis et **G. Vrychopoulos** de l'OKDE ainsi que **L. Vourzoukis**, **Khristos Anastasiades** et **Giannis Tamtakos** de *Cours nouveau*. D'autres participants – j'ai oublié ou n'ai jamais su les noms de certains. Les camarades qui étaient encore en prison avec des peines inférieures à douze mois, qui pouvaient être renouvelées indéfiniment, n'étaient pas éligibles au nouveau CC.

La résolution de la conférence souligna que la dictature en Grèce montrait que la bourgeoisie était obligée de construire un appareil d'Etat fort, pouvant venir à bout des divisions nationales qui avaient explosé dans la rébellion de Thessalonique en mai 1936, du mouvement ouvrier et de tous les problèmes posés pour les gros besoins en ressources en vue de la guerre mondiale qui venait :

« La dictature était devenue inévitable, en résultat de la colère grandissante des masses qui se manifesta dans plusieurs longues luttes révolutionnaires qui, dans tout le pays et devant l'aggravation de la crise économique mondiale, combinée au soulèvement révolutionnaire de la Guerre civile espagnole et à la menace imminente d'une nouvelle guerre impérialiste, pouvait être transformée en tempête révolutionnaire généralisée ».

La conférence assura que l'obstacle principal aux progrès du mouvement ouvrier était le parti communiste (KKE) qui avait mené au désastre les luttes ouvrières, aidant ainsi **Metaxas** à imposer sa dictature. Ce parti et sa politique de Front populaire portaient l'essentiel de la responsabilité pour la facilité avec laquelle la bourgeoisie avait imposé sa dictature. Il avait dissimulé les objectifs des partis bourgeois au lieu de les dénoncer et les avait aidés à laisser au roi le contrôle intégral de l'armée, aidant ainsi Metaxas à prendre le pouvoir. Même alors, il ne mettait pas sous les yeux des masses une perspective révolutionnaire,

mais appelait seulement à remplacer la dictature par un gouvernement bourgeois parlementaire. Il fallait déclencher une lutte acharnée, jusqu'au bout, contre ce parti, avec la perspective d'unifier les forces révolutionnaires dans un nouveau parti internationaliste, sous le drapeau de la IV<sup>e</sup> Internationale.

L'unité fut réalisée entre l'OKDE et le *Cours nouveau* bien que les discussions d'avant conférence n'avaient pas complètement conclu et que certaines divergences n'avaient pas été éclaircies. Néanmoins, l'unité était aussi nécessaire que constructive. Oui, on peut dire **historique**. Parce que les trotskystes étaient unis et armés, tant politiquement que théoriquement, et se battaient pour la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale, nous étions donc la seule tendance prête à faire face de manière léniniste à la guerre qui approchait à grande vitesse, et nous étions capables de construire le nouveau parti bolchevik-léniniste dans notre pays.

L'orientation politique de la conférence fut confirmée dans une résolution de juin 1937 qui appelait

« à une lutte révolutionnaire indépendante pour l'établissement d'un gouvernement ouvrier et paysan. C'est vers quoi se dirigent les luttes de cette période. Ce n'est qu'ainsi que les ouvriers échapperont à la destruction et à l'horreur de la guerre ».

Elle poursuivait en exigeant :

« Un Front unique pour renverser la dictature royale en Grèce, soutenir les revendications politiques et économiques immédiate des ouvriers, et préparer très vite la domination des ouvriers et des paysans ».

Pour nous, la guerre qui approchait était impérialiste en ce qui concernait les grandes puissances, à l'exception de l'Union soviétique :

« La guerre ne cessera pas d'être une guerre impérialiste du fait des escroqueries et accords entre des philistins bourgeois sur des mots d'ordre sucrés. Comme le disait Lénine, la guerre est impérialiste tant qu'elle est menée par la bourgeoisie pour voler et piller. Il n'y a pas de pire escroquerie que la propagande stalinienne et social-démocrate la présentant comme une guerre antifasciste ».

Nous continuions à affirmer que la participation de l'Union soviétique, que ce soit du côté de l'Axe ou des Alliés, ne changerait pas le caractère de la guerre en ce qui concernait les alliés impérialistes, et que le devoir des révolutionnaires était de défendre l'Union soviétique par tous les moyens de la lutte de classe et

de la révolution socialiste, indépendamment de notre opposition à la bureaucratie, laquelle doit être chassée par une révolution politique.

Nous devons aussi admettre que l'unification, avec l'apparition de l'EOKDE résultait de la nécessité d'être capables de résister à la dictature ainsi que du besoin de l'unité dans la lutte pour construire la IVe Internationale. La conférence d'unification s'est déroulée dans des conditions d'une extrême terreur d'Etat.

En Grèce, les origines archiomarxistes avaient eu une influence en ce que, même après 1930, sous la direction de l'Opposition de gauche internationale, nous avons travaillé à une unification sur une base trotskyste. Il nous fallait surmonter la résistance à l'unité de Pouliopoulos qui s'était aligné sur la tendance **Landau-Nin** vers le POUM. Pouliopoulos devint un ferme partisan de l'unité. C'est en vain que Giannakos entra en relations avec lui pour bâtir un pont entre leurs deux tendances. Il faut ajouter que le soutien de [**Nontas**] **Giannakos** fut très utile dans toute la période de discussion entre les deux tendances.

En dépit de la répression de la dictature, le premier numéro de *Proletarios* a été publié en février 1937. 80 % en avait été écrit par Pouliopoulos qui se cacha tout ce temps dans la maison du père du camarade **Menelaos Megariotis**. Nous, au camp de concentration d'Acronauplie où se trouvaient la majorité des camarades de base de *Cours nouveau* et où des Spartacistes de Pouliopolos étaient emprisonnés, nous fûmes fous de joie quand nous apprîmes sa publication mais ne réussîmes pas à nous procurer des exemplaires.

*Proletarios* fut l'unique publication oppositionnelle trotskyste qui réussit à circuler pendant les deux premières années de la dictature ; il était polycopié et circulait de la main à la main. La responsabilité de sa publication revenait au camarade Megariotis, un des nouveaux, et l'équipement était gardé en secret dans un local séparé. **Demosthénès Vourzoukis**, bien qu'intellectuel, n'était pas de ses contributeurs habituels, car toujours en déplacement pendant la dictature afin d'éviter d'être pris par la police. **Kostas Anastasiadis** et Vrychoropoulos, bien qu'ils eussent aussi la capacité d'écrire, n'y participèrent pas non plus.

*Proletarios* fut publié de façon continue jusqu'au 21 juin 1943, 21 numéros. Cela ne s'arrêta qu'avec l'arrestation de tout le Comité central. L'EOKDE continua presque un an, avec le soutien d'une poignée de militants

encore en liberté, surtout les camarades Megariotis et **Kondilikis**<sup>1</sup>. Notre organisation continua ses activités pendant toute la période d'illégalité. Notre noyau réalisa son travail illégal dans un esprit bolchevique. Nos sections d'Athènes, du Pirée, de Thessalonique, travaillaient comme d'habitude ; *Proletarios* était publié régulièrement et diffusé de la main à la main, comme les déclarations ronéotées. Les ouvriers n'hésitaient pas un instant à faire parvenir aux prisonniers et aux exilés du matériel et des paquets de ravitaillement. On envoyait aussi, souvent, des articles illégaux dans des valises à double fond. Des documents étaient cachés dans les semelles des souliers et d'autres endroits astucieusement choisis dans les vêtements.

Nos activités étaient plus faciles dans les faubourgs et les usines. Le recrutement de ceux qui se rapprochaient de nous était rendu momentanément difficile pendant cette période, mais il ne s'arrêta tout de même pas. Les syndicats étaient méchamment attaqués. Tous les syndicats de gauche étaient dissous. Certains étaient placés sous l'autorité d'administrateurs nommés et n'étaient plus des organisations que sur le **papier**, tout juste capables de brandir des drapeaux dans des manifs. Le premier coup fut porté au syndicat des boulangers, bastion du mouvement syndical. Le gouvernement Metaxas et sa Police de Sécurité n'avaient pas oublié leur humiliation dans la grève générale d'avril 1936, dirigée par **M. Soulas** (OKDE) et **A. Sakkos** (Cours nouveau) et dans laquelle les ouvriers l'avaient emporté.

Quelques camarades, travaillant clandestinement, occupaient à Athènes des positions, particulièrement dans les organisations pour l'emploi. En tant que parti ou individus, nous étions tous unis contre les syndicats de droite. C'est en gros ce qui arriva à Thessalonique. Plus tard, quand l'appareil de la dictature et leurs quislings eurent été méchamment secoués, il y eut les grèves des ouvriers

---

1. Liste des articles publiés : février 1937, « Développements internationaux et situation politique en Grèce » (résolution) ; mars 1937, « Révolution et contre-révolution en Espagne » ; juin 37, « L'agonie de la bureaucratie soviétique » ; juillet 37, « A bas la dictature de Metaxas » ; 26 août 37, « La mascarade de la dictature Metaxas » ; septembre 1937, « La campagne internationale pour le contre procès et la défense de Léon Trotsky » ; 28 octobre 37, « A la veille d'une nouvelle guerre impérialiste » ; 25 novembre 37, « La situation actuelle et sa signification » ; 25 décembre 37, « Et maintenant, dangereux traîtres » ; 5 mars 38, « Pour abattre la dictature », « Le procès Boukharine Rakovsky, Rykov » ; 25 mai 38, « Le roi a encore du bon temps – pour longtemps ? » ; 28 juin 39, « A bas les organisateurs impérialistes de la guerre ».

des minoteries du Pirée sous la direction du camarade **Smirlis**, et sur les navires allemands, conduite par **Kleanthis**.

Au Pirée, le camarade **Haritonidis** dirigeait l'organisation des travailleurs de la construction et le centre ouvrier de Kokkima, qu'il avait fondé en 1928, et bien qu'il fût chaque jour conduit au QG de la Sécurité où l'on essayait de l'intimider et de l'obliger à faire une déclaration. Il arrivait les mêmes choses aux ouvriers non qualifiés comme **V. Nikolinakos** et à ceux du bâtiment comme **K. Raptis**.

Le cercle étudiant dirigé par Démosthénès Vourzoukis était engagé dans la même lutte. Il y avait entre autres dans ce cercle, **Andreas Papandreou**, **Cornelius Castoriadis**, **T. Kirkos**, **Christos Karabelos** et **E. Hierotheos**.

Papandreou avait subi l'influence trotskyste depuis 1933. C'était le temps où Trotsky développait son analyse du fascisme de **Hitler** et sa critique du stalinisme et on pouvait trouver ses livres dans la bibliothèque de **George Papandreou**, père d'Andreas. Ce dernier publia deux articles dans un périodique intitulé *Nouveau Commencement*, le même titre qu'un pamphlet de Pouliopoulos qui avait été secrétaire du KKE et avait démissionné de ce parti en 1927. Papandreou était impliqué dans le tirage du *Proletarios* pendant la dictature et sa chambre servit de quartier général jusqu'à son arrestation avec douze autres camarades qui furent obligés de signer des déclarations de repentir. Castoriadis, qui n'était bon à rien signa dès qu'il fut arrêté, devint anti-socialiste et plus tard ouvertement anticommuniste<sup>1</sup>. Deux autres cercles étudiants étaient constitués de **C. Prikades**, **Nikolopoulos**, les frères **Oikonomou**, une étudiante dont je ne sais pas le nom, **S. et G Christopoulos**, **A. Charalampopoulos**, **T. Vourzoukis**, **T. Klampopoulos** et le fameux **Stratos Spaneas** qui fut assassiné plus tard par les staliniens. Tous furent arrêtés à une réunion qui préparait une levée d'argent pour nos prisonniers.

En avril 1937, pendant une visite officielle de **Jean Zay**, ministre français de l'Education, l'EODKE encouragea les étudiants à ne pas accueillir bien un ministre de la France impérialiste, comme le faisaient les staliniens, mais à

---

1. Castoriadis a toujours nié l'accusation portée ici par Karliaftis. Relevons qu'il fut admis dans le PCI français après-guerre et qu'il le quitta de lui-même lors de la scission du groupe qui allait publier *Socialisme ou Barbarie* (SouB). En revanche le texte signé Papandreou est connu.

manifestent au contraire leur désapprobation du Front populaire et saisissent cette occasion pour s'opposer à la dictature abhorrée. C'était le centenaire de l'Université et Jean Zay déposa une couronne de fleurs sur la tombe du Soldat Inconnu. Notre manifeste circulait ce jour-là en même temps que celui des staliniens et des affiches soutenant la dictature furent déchirées et arrachées par les étudiants. Il y eut ensuite des manifestations contre la dictature au Parnasse. **K. Kotzias**, le ministre de la dictature, fut hué au stade. Ces manifestations se terminèrent dans la violence sauvage [des policiers] et les arrestations en masse.

### Arrestation et interrogatoires

Je fus un des premiers à être pris. Je tombai aux mains de **Kompoholis**, un capitaine de la police qui devint plus tard le commandant de la Police de sécurité. C'était un anticommuniste invétéré, persécuteur passionné du mouvement ouvrier et révolutionnaire. C'était le bras droit de **Konstantinos Manadakis**, le Ministre de la Sécurité publique.

Il me reconnut et m'arrêta. J'avais eu des ennuis avec lui auparavant. J'avais eu l'honneur d'attirer sa haine anticommuniste quand il commandait la police à Drama en 29-30. Il ne m'avait pas oublié et je ne l'avais pas oublié non plus ! [*Loukas Karliaftis fait ici le récit de sa première arrestation, des coups et mauvais traitements, puis de la torture qu'il a subis sous la férule de Kompoholis, sa condamnation à un mois de prison, suivie d'une nouvelle arrestation et de son évasion qui lui valut ensuite, sous la dictature Metaxas, d'être condamné à sept ans de camp.*]

La façon dont ont été arrêtés **Pantelis Pouliopoulos**, **Nontas Giannakos**, **Giannis. Xipolitos** et **Giannis Makris**, les héros tombés sous les balles fascistes à Nezero est une histoire à elle seule. C'était l'époque où tout le monde avait été arrêté. Les arrestations dépassaient de beaucoup le chiffre de 50 000 donné dans les statistiques officielles comme ayant fait des déclarations de repentir, en-dehors de ceux, 580 environ, qui restaient dans une tour d'Acronauplie affrontant la torture et la mort, et un autre millier d'exilés dans les îles. Personne en Grèce ne pouvait échapper aux nombreux policiers de Maniadakis et ceux qui prenaient peur faisaient des déclarations de repentir, désertaient et abandonnaient le combat.

Il n'y eut que peu de résistance de la classe ouvrière à l'établissement de la dictature. Le mouvement révolutionnaire, après la trahison et la défaite de 1936 à Thessalonique, connaissait une retraite désordonnée s'ajoutant aux effets de l'accession de Hitler au pouvoir en 1933, qui semait la confusion dans le mouvement ouvrier international, surtout dans le mouvement communiste. Le coup de Metaxas du 4 août n'était bien entendu pas du « *fascisme* » comme les staliniens l'assuraient avec leur théorie du « *fascisme partout* », qui caractérisait ainsi tous les gouvernements, comme le faisaient aussi les défaitistes comme **Agis Stinas** qui parlait de « *fascisme rouge* » en Union soviétique ! C'était une dictature bonapartiste, ce qui ne veut pas dire que ses méthodes étaient bien différentes !

Comme je l'ai dit, j'ai été l'un des premiers à être pris par la dictature. Kompoholis avait découvert où je travaillais. Il m'avait déjà rencontré à Kavala en 1930 en prison et avait fini [...] par se procurer l'information nécessaire sur mes états de service révolutionnaires. [...] Il envoya une bête féroce du nom de Ioannides qui me traîna au QG de la Police de Sécurité. Je me suis conduit comme il convenait à un dirigeant des trotskystes de *Cours nouveau*, en bolchevik. On nous tortura mais on ne nous obligea pas à boire de l'huile de ricin. Seule la Police spéciale l'administrait. On nous exila à St Stratos. Après l'enfer de la prison de la Sécurité, cet exil était le paradis. C'était la deuxième fois que j'étais exilé à St Stratos depuis 1935 où **Kondylis** y avait envoyé entre 40 et 50 dirigeants du parti sur un seul bateau – dont **Varnalis et Glinos**. Il nous exila pour pouvoir ramener le roi sans résistance – ce qu'il fit.

Pendant que les arrestations continuaient et que la dictature réussissait à désorganiser toutes les organisations ouvrières, les trotskystes réussirent à tenir leur conférence d'unification. Ce n'était pas un mince exploit. Nous fûmes le seul parti à tenir une conférence nationale dans ces conditions sans précédent.

Bientôt les coups de Maniadakis tombèrent drus sur l'EODKE. Sous l'étroite surveillance, nous commençons à nous user. Comment l'éviter ? Jour et nuit nous prenions part à des réunions, distribuions notre propagande et nous engageons dans tous les types d'action. L'exécutif du syndicat des boulangers nous demanda de prendre contact avec ses membres et, à Tsakos, par exemple, nous fûmes trahis par des réactionnaires, comme dans le cas de **Christos Soulas**.

C'était une nécessité vitale de lancer dans l'activité nos membres nouveaux et de garder le contact avec les autres.

**Nontas Giannakos** fut pris à Thèbes où il était allé pour fuir la répression à Athènes. Il se cachait dans la maison de parents et fut trahi par l'un d'eux. Il refusa de plier sous la torture et fut envoyé à Acronauplie. Nous ne pouvons nous souvenir de la façon dont **Xipolitos** et **Makris** tombèrent et leur histoire fut sans doute seulement une de la masse de ces histoires de vie ou de mort qui circulaient à Acronauplie. Raptis fut pris tout de suite après la conférence, de même que Vitsoris qui, avec Stinas, avait été dans la minorité qui défendait une ligne politique erronée et avait quitté le *Cours nouveau*. Raptis et Vitsoris furent libérés mais Vitsoris avait été très maltraité.

**Tamtakos** fut pris fin septembre en se rendant à une réunion du CC et envoyé à Acronauplie où il resta six mois. **I. Vourzoukis** fut pris avec deux autres camarades dont **Nikos Aravantinos** et **Katina Megariotis**. Ainsi, avec l'arrestation de Pouliopoulos qui suivit, le CC de l'EOKDE cessa d'exister et d'autres camarades prirent la responsabilité de l'existence et des activités de l'organisation illégale, qui continuaient.

**Pouliopoulos** fut pris au début de 1938. Il avait été recherché partout. La Police de Sécurité avait promis une récompense de 20 000 drachmes pour son arrestation. Autrefois condamné à mort pendant la guerre en Asie Mineure, ayant échappé de peu à la condamnation à mort par un tribunal militaire de la « démocratie » quand il était secrétaire du KKE en 1925, [...] écrasé en 1927, il était maintenant le dirigeant de l'EOKDE avec un prix énorme sur sa tête, ce qui ne fut publié que dans le bulletin de la police et, ironiquement, ne parut que dix jours après son arrestation.

Au début, il se cachait dans la maison de Megariotis et avait pris le nom de **Petros**. C'était en juin 37. Le vieux Megariotis veillait sur lui comme sur son propre fils et organisa même une fête d'anniversaire pour lui le jour de la St-Pierre-et-Paul. Il resta longtemps mais sa cachette fut finalement découverte. Il y eut une descente sur la maison, mais il échappa. On savait qu'il était recherché, mais il fut accueilli dans la maison d'un intellectuel, **Karagiannis**, un vieux fidèle, à qui il donna des exemplaires de *Bolchevik* et *Cours Nouveau*. Un homme de tempérament agréable, il n'était pas dans le parti et ainsi était un inconnu pour la Police de Sécurité. Pouliopoulos resta chez lui un mois, puis

s'en alla. Délicat, Pantelis ne voulait pas charger encore plus de travail la femme de Karagiannis qui était enceinte.

Il alla chez le camarade M. mais celui-ci était recherché aussi et le dirigea vers la maison de **Sidoropoulos** à Marousi. C'était un ouvrier du tabac avec des années de militantisme dans le mouvement ouvrier, un partisan de Pouliopoulos. Il y avait dans son coin d'autres ouvriers du tabac que j'avais connus par mes activités d'archiomarxiste au Pirée entre 27 et 29, mais seul le splendide **Kotsias** connaissait la cachette de Pouliopoulos. Il s'installa dans cette maison mais était obligé de sortir pour l'activité du parti. Dans l'intervalle, **Mikhalis Lilis** arriva, le souffle court, poursuivi. Pouliopoulos le jugea trop excité et pensa que cela les trahirait. Mais il ne savait où aller et on lui dit de rester. **Kondilidis** arriva quelques jours après ; ils ne pouvaient plus rester là. Kondilidis partit mais Lilis et Pouliopoulos restèrent. Pouliopoulos utilisait le pseudonyme de **Périclès**.

Ils acceptèrent la proposition de Sidoropoulos d'aller chez un de ses camarades, le marchand de légumes **Sarifoglou**. Megariotis arriva dans cette nouvelle cachette. On l'opérait à l'hôpital quand la police entra chez lui à la recherche de Pouliopoulos. Ils le retrouvèrent, lui, à l'hôpital et ne l'emmenèrent pas à la Sécurité : il s'enfuit aussitôt à Thessalonique et s'y cacha dans la maison de **D. Papadopoulos**, un vieux dirigeant syndicaliste, un fidèle de Pouliopoulos.

Peu après, les journaux annoncèrent l'arrestation de plusieurs membres du CC de l'EOKDE dont **Demosthénès Vourzoukis**, qui avait été l'un des premiers. Megariotis ne perdit pas de temps, le devoir l'appela à Athènes ; il obtint le numéro de téléphone de Pouliopoulos par Stavros et l'appela. Ils réussirent à se rencontrer. Stavros était un vieil archiomarxiste, maintenant partisan de *Cours nouveau*, jouissant de la confiance totale de Pouliopoulos Il était lui aussi recherché et en fuite. Ainsi, il y avait maintenant, se cachant dans la maison de Sarifoglou, Pouliopoulos, Megariotis et Lilis.

Mais Sidiropoulos avait trahi. La cachette était devenue un piège. Le filet se resserrait autour de Pouliopoulos. La police était avide de l'arrêter, pas seulement pour des raisons « *patriotiques* » mais pour l'argent. Un jour au début août, une voiture noire remplie de policiers s'arrêta devant la maison. Ils frappèrent et demandèrent Périclès. Calme, Pouliopoulos sortit : « *Quel Périclès cherchez-vous ? Je suis Périclès-Pouliopoulos* » leur dit-il dans le fier style d'un

Rouméliote. Ainsi fut pris Pouliopoulos et Lilis avec lui. Megariotis, qui était allé à Koptis, vit l'auto noire à son retour et évita l'arrestation.

Au QG de la police, Pouliopoulos demanda aux policiers qui l'avaient arrêté s'ils avaient reçu la récompense. « *C'est compliqué* » dirent-ils. Qui l'avait trahi ? Karagiannis, Megariotis et M. lui ont rendu visite séparément au QG. Il leur dit que les traîtres étaient Sidiropoulos et Sarifoglou. Il donna à Megariotis une note avec les noms des traîtres pour l'organisation. M., qui avait milité avec moi au Pirée, était insoupçonnable, de même, en ce qui me concerne, que Kondilidis. Vourzoukis pensait que les appels téléphoniques de Lilis à l'organisation à partir de la taverne Palataki au Pirée pouvaient avoir conduit aux arrestations, mais je n'étais pas d'accord.

Megariotis et Kondilidis étaient deux jeunes gens qui avaient une confiance inébranlable dans le trotskysme. C'est sur eux que reposa la charge entière de diriger l'EOKDE après l'arrestation de Pouliopoulos. Ils ont continué à faire fonctionner l'organisation et à publier *Proletarios*, le journal illégal de la IVe International en Grèce.

La campagne acharnée de la Police de Sécurité contre les trotskystes s'aggrava quand éclata une grève à l'usine de cigarettes Papastratos, dirigée et organisée par **Khristos Antoniou**, ancien archiomarxiste devenu trotskyste. C'était plus que le régime de Metaxas en pouvait tolérer. Antoniou fut arrêté et torturé. Les coups à la tête le rendirent sourd et il fut envoyé en prison et en exil.

La police de Sécurité voulait rendre compte d'un succès total dans chaque affaire. L'équipe de Megariotis, Kondilidis et les étudiants de l'EOKDE, furent arrêtés. A l'origine, créé par les redoutables Vourzoukis, ce groupe était aimé de tous. Megariotis le reconstruisit avec, dans ce groupe, **Andreas Papandreou**. Il y avait un duplicateur dans la pièce où il produisait *Proletarios* et Papandreou coupait les stencils. Seul Kondilidis connaissait cette pièce et seul Papandreou savait où il travaillait. Megariotis fut pris au travail. Qui l'a trahi ? Un communiqué de la Police de Sécurité assure :

« Après une recherche approfondie, la Police Spéciale de Sécurité a arrêté les étudiants suivants qui avaient formé une association de partisans de la Quatrième Internationale, disciples de l'exilé Trotsky, conduite par le communiste Menelaos Megariotis, étudiant en chimie qui apparaît avoir été secrétaire du Comité central de cette organisation. On a découvert dans la maison d'Andreas Papandreou une machine à écrire et un duplicateur qui servait à imprimer le journal illégal

*Proletarios*, avec divers papiers et tracts communistes. Ceux qui ont été arrêtés ont avoué leurs activités et, à l'exception de Megariotis, ont soumis des déclarations de regret et de renonciation à leurs idées communistes :

1. Andreas Papandreou, 2. Cornelius Castoriadis, 3. Kirkos Kirkou, 4. Eleutherios Kirjkou, 5. Christos Karabelas, 6. Helias Kolovos, 7. Ioannis Kontogiannis, 8. Stefanos Gastratos, tous étudiants en droit, 9. Christos Valias, élève de 6<sup>e</sup> d'Ecole supérieure, 10. Nikos Kondilis, étudiant et électricien, 11. Menelaos Megariotis, étudiant en droit, et un ou deux autres. »<sup>1</sup>.

## **Le camp de concentration d'Acronauplie**

Acronauplie n'était pas, bien sûr, aussi terrible qu'Auschwitz ou Dachau mais avait été conçu sur le modèle des camps de concentration fascistes. C'était un château vénitien, un fort médiéval. Une extension adjacente fut d'abord utilisée comme baraquement, puis comme centre de conférence. Une prison pour ceux qui purgeaient des peines de travaux forcés fut construite sur la colline d'en face et y être envoyé équivalait à une condamnation à mort [...] Acronauplie fut d'abord appelée une prison pour communistes mais il ne s'agissait pas d'une prison. Les gens qui y étaient détenus n'y étaient pas par la sentence d'un tribunal mais par les décisions de Comités de sécurité publique ou sur ordre du ministre Maniadakis. Il y avait beaucoup d'exilés parmi les détenus.

Finalement on décida que le meilleur terme pour cette prison était celui de camp de concentration, comme dans les pays fascistes. Les autorités d'Acronauplie tentèrent d'appliquer une discipline militaire stricte. Nous étions isolés du monde. La correspondance, sauf deux lettres par mois à la famille, était interdite. Seuls les gens de la famille avaient le droit de vous rendre visite et on les persuadait, et parfois même sous la menace, d'essayer de faire signer des déclarations reniant nos principes et nos convictions.

Après de gros efforts de notre part, on nous permit d'avoir quelques livres mais aucun journal au début. Beaucoup plus tard on put en lire un, mais il ne contenait que le poison fasciste. Nous avions peu d'eau au début, le temps qu'ils nous accordaient pour la promenade dans la cour de la prison suffisait rarement à

---

1. Nous ne discutons pas l'authenticité du document ci-dessus, mais il est de notre devoir de signaler qu'il ne peut être utilisé comme « preuve ». L'une des méthodes caractéristiques de Maniadakis consistait à répandre le soupçon parmi les **adversaires du régime en insinuant ou en affirmant que tel ou tel avait trahi, ce qui était faux.** (CLT)

nous détendre les jambes et nous avions souvent faim. On nous imposait une discipline militaire stricte, nous ne pouvions nous lever avant la sonnerie du réveil et les chants révolutionnaires étaient strictement interdits.

Au début on avait laissé une garde intérieure. Tous les matins on nous comptait et on faisait un rapport, les prisonniers restant debout pendant toute l'opération. Les temps de lit, de lumière, obéissaient à des règles auxquelles il fallait obéir sans discuter. Nous protestions et nous battions bec et ongles pour briser ce régime impopulaire de caserne fasciste.

Nous agissions très prudemment pour assurer la liberté qu'on pouvait assurer dans ces murs. La situation devint critique. En septembre 1937, les gardes de la prison attaquèrent les prisonniers après les avoir poussés à violer les règlements de la prison – en d'autres termes, une provocation [*Karlaftis fait ici le récit d'une fusillade dirigée sous un prétexte mensonger contre les détenus par les gardes, un des prisonniers trotskystes, P. Stavridis, étant tué dans la fusillade*].

Raptis était en exil à Folegandros. Il n'avait alors signé aucune déclaration de repentir ; il ne prit part à aucune de nos réunions là. Il n'était ni chaleureux ni fraternel avec nous. Était-ce son tempérament ? Prétendait-il être un autre ? Ou avait-il des problèmes psychologiques ? Il ne nous semblait pas être cependant un type capable de signer une déclaration de repentir.

Tout d'un coup, il fut conduit chez le ministre. On nous dit plus tard que ce dernier le libéra à la condition qu'il émigre. Nous sommes certains qu'il avait signé une déclaration de repentir. On savait bien que personne n'avait jamais été libéré s'il n'avait pas signé. Entre-temps, Vitsoris avait été arrêté mais sur l'intervention de la grande actrice Kotopoulea, Maniadakis l'avait libéré et autorisé à partir à l'étranger exactement comme dans le cas antérieur d'un membre très estimé du groupe Glinos, Likogiannis<sup>1</sup>. La direction du groupe n'avait rien dit, mais nous savions que Maniadakis ne libérait personne sans déclaration de repentir.

---

1. La correspondance entre Vitsoris et Trotsky conservée à Harvard donne une vue différente : la passion de l'actrice fut utilisée par le ministre pour essayer de discréditer le militant. C'est Trotsky qui conseilla à Vitsoris de « trancher le nœud gordien » en émigrant, de dire la vérité et assura qu'il le soutiendrait, ce qu'il fit. (CLT)

Nous avons discuté les cas de Raptis et de Vitsoris mais n'avons pas pu nous mettre d'accord ; la majorité approuvait le comportement de Raptis mais pas celui de Vitsoris. Seuls [Giannis] Xipolitos, [Lazaro] Tournopoulos et moi condamnions Raptis. C'était un temps où ceux qui signaient une déclaration désavouaient leurs croyances et leurs convictions et perdaient tout le respect dû aux emprisonnés qui faisaient courageusement face à la mort. [Spyros] **Théodorou**, l'ancien secrétaire de l'OKNE, la jeunesse du KKE, qui appartenait au groupe de **[Kostas] Sklavos**<sup>1</sup>, alla voir les autorités de la prison et demanda les documents sur l'affaire Raptis. Voici ce qu'il lut :

« Maniadakis a demandé à Raptis : “Vos parents m'ont assuré que vous étiez engagé dans ce mouvement parce que jeune et immature et que si je vous laisse partir vous ne vous y réengagerez pas. Qu'avez-vous à dire”. Il n'a pas répondu »<sup>2</sup>.

Raptis n'était pas un membre ordinaire. Il était co-dirigeant du groupe Pouliopoulos et membre de son CC. Etait-il correct de la part des dirigeants de recevoir un passeport de Maniadakis et d'aller à l'étranger ? Et les membres ordinaires ? Allaient-ils signer des déclarations de repentir pour pouvoir émigrer ? Si les dirigeants désertent, est-ce que la classe ouvrière tout entière ne devrait pas aussi s'en aller à l'étranger ? Ainsi, qui conduira la classe ouvrière pour briser ses chaînes ? Dans ces circonstances, Pouliopoulos a montré sa grandeur. D'abord il ne savait rien de l'affaire. Puis, avant son arrestation, il a rencontré Raptis, alors libre. Nous ignorons ce que Raptis lui a dit ou caché. En tout cas, Pouliopoulos a porté l'affaire devant une réunion du CC et la conduite de Raptis a été condamnée par Vourzoukis, Tamtakos et Anastasiades. Quand Pouliopoulos a été arrêté, il a d'abord été conduit à la prison d'Averof puis à celle d'Egine. De là, il a réussi à nous écrire à Acronauplie en nous disant : « *Raptis me conseille d'émigrer comme il l'a lui-même fait. Quelle est l'opinion du groupe d'Acronauplie ?* » A l'unanimité, nous avons répondu « *Non* ». Pouliopoulos avait signé un contrat d'honneur avec le mouvement. Il n'allait pas

---

1. Kostas Sklavos, vieux militant KKE, avait été membre de l'opposition de gauche mais ne fut jamais trotskyste. (CLT)

2. A l'appui de ce texte, Karliaftis rappelle le proverbe « *Qui ne dit mot consent* ». Cette affirmation ne correspond pas à la réalité ; Trotsky et le Secrétariat international avaient été informés par Vitsoris, ce qu'on sait par les archives de Harvard, et, pour lui, le drame était qu'il approuvait les mesures prises et était en quelque sorte pris au piège policier. (CLT)

s'agenouiller devant ce dictateur ridicule. Il avait déjà commencé la lutte contre les déclarations de repentir en disant : « *Ils ne peuvent me mener à l'étranger qu'enchaîné et même ainsi je trouverai le moyen de revenir* ».

Nos camarades à l'étranger ne savaient pas comment nous luttions contre les déclarations de repentir. Raptis et Vitsoris furent acceptés à l'étranger comme représentants. Mais de qui ? Personne ne les avait désignés comme tels. Leur comportement à l'étranger était irritant. [...] On nous a beaucoup critiqués sur cette question des déclarations de repentir. Nous savons mieux que personne ce que nous avons perdu, puisque la direction du mouvement trotskyste international en Grèce a été détruite. Mais nous avons refusé de modifier notre décision. Nous sentions qu'ils avaient eu là-dessus le même sentiment que nous. Ils ne sont pas morts. Ils vivent parce que leurs idées vivent.

### **La conférence de fondation**

Le 3 septembre 1938, les organisations trotskystes tinrent une conférence en France et la IVe Internationale fut fondée<sup>1</sup> [...] Elle discuta la question de l'unité du mouvement trotskyste en Grèce et décida que l'unification de l'EOKDE et du KDEE était nécessaire parce que les divergences entre ces deux organisations – la situation présente et la question de l'archiomarxisme – ne justifiaient pas la continuation de deux organisations séparées.

Sans aucune autorité<sup>2</sup>, Raptis aborda la question de l'entrée du POUM dans la IVe Internationale, qui avait été proposée par l'OKDE, Pouliopoulos et Raptis, contre Trotsky, et présenta la question de l'archiomarxisme, réglée en 1930. La conférence décida que l'unification devait se faire sur la base du *Programme de Transition* et que la nouvelle organisation s'appellerait Organisation révolutionnaire socialiste (section grecque de la IVe Internationale). Elle ajoutait qu'un journal avec un nouveau titre devait être publié, qu'une direction provisoire devait être formée sur la base de l'égalité de la représentation, avec la sanction du Secrétariat International, qui trancherait les

---

1. Loukas Karliaftis, en prison en Grèce quand se tint la conférence, en a donné un résumé que nous ne reproduisons pas car les *Cahiers* ont publié l'essentiel des documents de cette conférence et nous nous en tenons à la question de la Grèce. (CLT)

2. Raptis avait autant d'autorité qu'un autre délégué puisqu'il était reconnu comme tel et avait donc le droit de s'opposer à Trotsky sur ce point. (CLT)

désaccords, que les membres à l'étranger formeraient un comité dont le devoir essentiel serait d'aider financièrement la section grecque et, en collaboration avec la direction de l'intérieur, préparerait une conférence et publierait une revue avec les documents des deux tendances.

Il est scandaleux que cette résolution, qui fut présentée par les deux représentants auto-désignés Raptis et Vitsoris, ait été acceptée par la conférence, parce qu'ils avaient pris le rôle de direction politique et pourtant, à l'exception de la question de l'unification, ignoraient ce que voulaient leurs camarades engagés dans une lutte à mort sous la dictature.

Après la conférence de fondation, Raptis resta dans un sanatorium en Isère et n'eut aucun, absolument aucun, contact avec aucune organisation trotskyste, respectant fidèlement la promesse qu'il avait faite à Maniadakis de ne plus participer à une activité politique. Il ne fut donc ni informé ni participant à la conférence qui eut lieu en janvier 1942 à Bruxelles, et où fut formé le secrétariat européen<sup>1</sup> [...]

Quand Raptis réalisa qu'il pouvait être accepté sans problèmes par la section grecque, il envoya le médiocre **T. Doris (Capnisi)** avec noms et adresses qui, aussitôt arrêté, trahit à la Police de Sécurité les camarades Prodomos, Savas, Perkentes, T. Giannopoulos, Progouris et autres. Il leur dit aussi que Vitsoris avait confié à Giannopoulos un paquet contenant les archives de l'organisation et qu'elles avaient alors été volées par des espions.

## En camp de concentration, face à la guerre

---

1. Sur tous ces points, Loukas Karliaftis manquait d'information. C'est en France, dans l'Isère (non pas « Yser » comme dit le texte anglais) que Raptis alla soigner sa tuberculose, après la conférence internationale. Il était dans un sanatorium à St Hilaire-du-Touvet. La librairie de la petite ville était tenue par les parents de **Marcel Hic**, un des dirigeants de la section française, puis de son travail international et, par eux, il fut en contact avec lui. Ainsi garda-t-il bel et bien le contact avec la direction qui le chargea, lors des voyages fréquents qu'il faisait en Suisse pour recevoir des soins, des courriers qui ne pouvaient pas partir de France. Il était évidemment au courant de l'essentiel du travail, puisque c'est à lui que l'on fit appel pour remplacer Marcel Hic, arrêté, et diriger le secrétariat européen. Il accepta, malgré un traitement médical inachevé et partit pour Paris où son premier souci fut de tenter de libérer le camarade Monat, chargé du « travail allemand », arrêté par la Gestapo. Il n'échoua que d'extrême justesse. (CLT)

*[Au camp d'Acronauplie, les détenus étaient organisés, et, avec le consentement de la direction, sous le contrôle de cadres du PC]* Le groupe d'entr'aide se réunissait une fois par mois. Sa direction ne voulait aucune discussion politique entre nous et les staliniens. Le camp fut créé quand la guerre civile faisait rage en Espagne, laquelle, à cause du sabotage stalinien, aboutit à la défaite et à la destruction de la République espagnole et à la victoire de **Franco**. Les conséquences en furent graves en Grèce et aussi en France où la voie était ouverte pour **Pétain**, et **Hitler** sut en profiter. Quelles étaient les leçons du Front populaire ? Pourquoi les staliniens essayaient-ils d'étouffer toute discussion là-dessus ?

Tout le monde voulait parler pendant ces discussions, mais [on n'avait qu'] une ou deux minutes, pas plus. Jamais des propositions politiques ne furent adoptées. Les staliniens essayaient de présenter sous un jour favorable les situations nationale et internationale, ce qui n'avait aucune réalité. Ils croyaient que ces mensonges donnaient du courage aux leurs et les dissuadaient de signer des déclarations de repentir. Nous leur disions que, sans orientation politique juste et sans aucune direction politique, Acronauplie, faute de devenir un symbole de résistance, ne représenterait que la défaite de la classe ouvrière. Malheureusement, c'était vrai et c'est exactement ce qui arriva.

Il n'y avait aucune démocratie dans le groupe de cohabitation, il était bureaucratique. Ses membres n'avaient aucun droit démocratique, étaient transformés en automates. Le Parti communiste, c'était son Comité central ou, pour être plus précis, son dirigeant **Ioannides** [et, avec lui, le futur chef des tueurs de l'OPLA **Vassilis Bartzotas**, et **Zographos** entre autres]. La direction du groupe terrorisait ses membres et personne n'osait exprimer ses angoisses. **Giannis Manousakas** a écrit :

« Il fallait beaucoup de courage, autant que pour affronter le bourreau, pour vouloir défendre le principe de base du communisme, qu'il y a démocratie dans le parti ».

Quiconque était en désaccord avec la direction était d'abord exclu. Puis on le traitait comme un traître, un agent de la Sécurité, un espion, et on l'isolait de ses camarades. On peut imaginer ce que c'était d'être maintenu en isolement, incapable de répondre aux accusations et de prouver son innocence.

On passait aussi à tabac quiconque était en désaccord avec les chefs. Il n'y avait pas de différence entre les tortures des staliniens et celles de Maniadakis.

**Trivelas** m'a dit que les staliniens avaient prévu d'assassiner Papagiannis [un membre du « vieux CC »] dans les douches d'Acronauplie et qu'ils n'y renoncèrent que face aux objections de plusieurs.

Le pacte Molotov-Ribbentrop d'août 1939 choqua les staliniens, bien qu'il ne fut pas aussi surprenant pour nous. Trotsky avait prévu dès 1933 que Staline cherchait un moyen de trouver un accord avec Hitler, aussi étions-nous préparés. [...] Dès le Pacte signé, le chef du camp d'Acronauplie annonça délibérément la nouvelle aux prisonniers. Les staliniens refusaient de le croire et demandaient à voir le journal. Il le leur donna et s'en alla. Leur confusion était indescriptible. Beaucoup considéraient que c'était une provocation et certains étaient prêts à désavouer le communisme.

Nous remarquions leur confusion et leur désespoir et commençons à discuter. [**Giannis**]**Manousakas** écrit dans ses mémoires *Acronauplie : légende et réalités* :

« A cette époque, à Acronauplie, il était presque drôle de voir les antifascistes dans un tel état. Certains souhaitaient la victoire de la France et de l'Angleterre. D'autres souhaitaient la victoire des fascistes ».

Manousakas était lui-même un de ceux qui restaient attachés à la politique d'antifascisme et de démocratie et espérait la victoire de la Grande-Bretagne et de la France.

Mais Ioannides suivait la ligne du Kremlin et les communistes grecs commencèrent à soutenir « *les nations affamées* », et à se dresser contre « *l'impérialisme* ». Rien de cela n'était une orientation socialiste sur la guerre.

Les trotskystes furent la seule organisation à avoir une politique révolutionnaire sur la guerre ; Lénine appelait à la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Nous disions que les deux blocs menaient une guerre purement impérialiste, quelle que soit la description qu'ils en faisaient. Nous considérions la guerre comme un produit du capitalisme et que Lénine, Liebknecht et Trotsky avaient raison de dire que l'ennemi était dans notre propre pays.

En juin 1937, Pouliopoulos avait mis en garde qu'il n'y avait pas de plus grande escroquerie que l'insistance des staliniens et des social-démocrates que les impérialistes pourraient faire une guerre antifasciste. Il poursuivait :

« Et il n'y a pas de pire escroquerie que la déclaration selon laquelle le soi-disant Front populaire sauvera l'Europe d'une autre guerre. Les partis de ce Front populaire, surtout les staliniens, font une propagande toujours plus chauvine et nationaliste sous le drapeau de la « défense de la démocratie » afin de préparer idéologiquement les masses à un nouveau massacre. Les impérialistes – démocratiques et fascistes – préparent la guerre et essaient d'enchaîner les travailleurs derrière eux. C'est la plus grande trahison des ouvriers que préparent aujourd'hui staliniens et social-démocrates ».

Pouliopoulos écrivait le 20 octobre 1937 :

« Nous, communistes internationalistes, sommes les seuls, en Grèce et dans d'autres pays, à combattre le capitalisme et la guerre. Considérons que notre lutte contre la guerre est notre devoir suprême et transformons cette guerre en une lutte de classes qui assurera la victoire du socialisme et l'établissement d'une paix durable entre les peuples ».

Nous approuvions la politique de Lénine de refuser de se ranger avec l'un ou l'autre bloc impérialiste et appelions à la défense de l'Etat ouvrier soviétique. Les staliniens étaient incapables de formuler une orientation politique juste et mettaient ainsi en danger les conquêtes de la Révolution d'Octobre. La bureaucratie stalinienne en Union soviétique devait être renversée et la démocratie soviétique restaurée.

### **Le camp de concentration de Neokastro**

A l'été 1939, sur l'ordre du Ministre de l'Intérieur, 200 prisonniers d'Acronauplie furent envoyés vers une destination inconnue. Nous avons dit au revoir aux camarades avec qui nous avons été incarcérés presque trois ans, pleins d'anxiété et redoutant ce qui nous attendait. On peut imaginer avec quelle chaleur nous serrions les mains des camarades que nous laissions derrière nous.

Nous sommes partis de nuit et sommes arrivés à l'aube à Kalamata. La dictature avait réussi à tourner les pauvres et les ouvriers de Kalamata contre le communisme, si fort qu'ils ne nous offrirent même pas un sourire de sympathie quand ils nous ont vu alignés, enchaînés en longue file. La dispersion des prisonniers d'Acronauplie vers Neokastro et autres prisons des îles était destinée à les séparer de ceux que les autorités considéraient comme leurs chefs et affaiblir ainsi les organisations.

Neokastro était un château vénitien typique en ruines, avec des murs élevés couronnés par des créneaux, les cellules étaient petites et humides. L'être humain le plus fort aurait pourri dans ces cellules. Ce tombeau médiéval n'était pas considéré comme utilisable pour des criminels de droit commun mais la dictature de Metaxas n'avait aucun scrupule à s'en servir. Après tout, il n'avait pas la commodité du crématoire de Dachau.

Nous étions quatre trotskystes dans les 200 prisonniers : **Giannis Makris**, un combattant pendant vingt ans, était apparu dans la grève de 1923 à Pasalimano. **Christos Soulas**, héroïque jeune boulanger, avait pris part à toutes les luttes, de 1926 à l'établissement de la dictature [...]. **Giannis Xipolitos**, était un ouvrier héroïque du Pirée [où il avait dirigé les Jeunesses communistes]. [Quant à moi], **Loukas Karliaftis**, j'étais emprisonné avec le dirigeant stalinien **Koligiannis**, successeur de Zachariades. Je l'avais rencontré en 1935 sur l'île de St Stratis où nous partagions la même pièce. Nous y discussions en privé car les staliniens n'avaient pas le droit de discuter avec nous.

Nous nous engageâmes dans une résistance non armée à Neokastro. Les hommes de Metaxas et Maniadakis essayaient de nous terroriser en nous tirant dessus du haut des murs de la prison. Nous leur échappions parce que nous pouvions nous cacher derrière les murs des cellules.

Il se passa un événement unique en son genre au camp de Neokastro. Quand éclata la Deuxième Guerre mondiale, le commandant de la prison convoqua les comités des staliniens et des trotskystes et leur demanda d'exprimer leurs positions sur la guerre. Etions-nous pour ou contre ? Il y avait derrière cette question une menace mortelle. Maniadakis voulait déstabiliser le Parti communiste, qui était déjà divisé. Mais que ferait-il de ceux qui ne voudraient pas se soumettre ? Comment traiterai-ils les trotskystes ?

Le comité stalinien répondit : « *Oui, nous sommes du côté du gouvernement contre les fascistes italiens, et nous demandons à être envoyés au front pour les combattre* ». Le commandant de la prison nous convoqua alors. Nous avons décidé que Makris, Soulas et moi irions. J'ai répondu au nom des trotskystes : « *Non, nous sommes contre cette guerre. C'est des deux côtés une guerre impérialiste. La Grèce n'est qu'un pion sur l'échiquier anglo-saxon* ».

Il nous renvoya brutalement. Nous étions certains qu'à ce moment-là, il jouait avec nos vies. Mais les hommes de Metaxas ne nous ont pas exécutés. Ce

travail criminel, ce sont les staliniens qui l'ont fait, comme **Noske** et **Ebert** avaient tué les spartakistes en Allemagne à la fin de la Première Guerre Mondiale. Les staliniens ont tué des centaines de trotskystes parce que nous combattions pour transformer la guerre impérialiste en révolution socialiste. [...]

La lutte antimilitariste menée à Neokastro, à Acronauplie et dans les îles fut un des moments les plus lumineux dans l'histoire du mouvement révolutionnaire. Les trotskystes grecs ont fait honneur au drapeau de la IVe Internationale comme peu d'autres l'ont fait. Notre bravoure à Nezero et Kaisariani, celle de ceux qui sont morts aux mains des social-traîtres staliniens, celle des survivants, sont aux côtés de Trotsky comme personne d'autre.

### **Un parti communiste pourri par le stalinisme et la police**

La guerre gréco-italienne a été déclarée le 28 octobre 1940. A cette date, le secrétaire du KKE, **Nikos Zachariades**, était en prison à Egine. Il montra qui il était réellement. C'était un homme sans principes. Il donna instruction à son camarade [**Giannis**] **Michailidis** de signer une déclaration de repentir pour pouvoir sortir de prison et reconstruire le Parti Communiste. Michailidis quitta la prison... et devint un agent de Maniadakis. Il créa un « *comité temporaire* » du parti avec deux ou trois autres et publia un *Rizospastis* prétendument illégal. Derrière tout cela, il y avait [**Mikhalis**] **Tyrimos**, [député d'Athènes et membre du bureau politique], et [**Emmanouel**] **Manoleas**, [député aussi et leader des travailleurs du Pirée], qui étaient devenus des agents de la Police de Sécurité [peu après l'instauration de la dictature]. Zachariades savait tout cela mais préférait un parti dirigé par des policiers à pas de parti du tout. Il prépara une déclaration datée du 31 octobre 1940, qui disait :

« Le peuple grec fait une guerre de libération nationale, sous la conduite du gouvernement Metaxas. Nous devons tous faire le maximum, sans hésitation, pour le soutenir. L'issue sera une Grèce nouvelle, une Grèce libre, libre de toute dépendance impérialiste étrangère ».

Entre-temps, après l'arrestation de Siantos [en octobre 1939], un Comité central illégal avait été mis sur pied à la fin de 1939. On l'appela « le vieux CC ». Il était dirigé par [**Demetrios**] **Papagiannis** [un responsable syndical de Macédoine], avec [**Vangelis**] **Ktistakis**, **Karvounis**, [un cheminot], [et

**Damianos Mathessis**, un officier de l'armée grecque, probablement un homme de la Comintern]. Il publia quelques numéros d'un *Rizospastis* réellement illégal.

Mais la déclaration de Zachariades elle, fut très largement diffusée à la différence du reste du matériel du parti, parce qu'elle était très utile au gouvernement. Ainsi y avait-il désormais deux Partis communistes, chacun d'eux accusant l'autre d'être [dirigé par] des agents de la police.

Il y avait à Neokastro 185 staliniens, La moitié soutenaient le « comité temporaire » de Michailidis et Zachariades, les autres restant loyaux au « vieux CC » de Ktistakis et Papagiannis. Ils étaient placés devant un réel dilemme : s'agissait-il d'une guerre antifasciste de libération nationale ou d'une guerre anti-impérialiste ? Si c'était une guerre antifasciste, comment pouvaient-ils donc capituler devant un dictateur pour en combattre un autre, **Mussolini** ?

Les staliniens à Acronauplie préparèrent un mémorandum pour Maniadakis, lui demandant de les libérer pour qu'ils aillent au service militaire. Tous les staliniens furent invités à le signer et tous le signèrent.

A la fin janvier 1941, le général **Ageletos** fut envoyé par Metaxas à Acronauplie afin de discuter avec le groupe dirigeant. Après les avoir écoutés, il leur assura qu'il demanderait leur libération et leur envoi au front. « *Je souhaite que la Russie nous aide* », ajouta-t-il. Mais personne ne fut libéré, pas même Zachariades, qui changea ensuite d'opinion, disant que, du fait que l'armée grecque avait franchi la frontière [de l'Albanie annexée par l'Italie], on ne pouvait plus parler de guerre antifasciste.

Le « vieux CC » adopta une ligne identique avec le même argument, l'issue socialiste à la guerre. Nous, nous ne placions pas nos espoirs dans une victoire du capitalisme grec sur les Alliés occidentaux impérialistes, mais seulement dans celle de l'Union soviétique, l'unique Etat ouvrier. Nous croyions qu'une véritable victoire ne pouvait émerger que d'une lutte révolutionnaire contre la guerre, qui aurait apporté une paix durable et une libération sociale réelle.

Nous étions à Neokastro quand nous avons entendu la nouvelle de la mort de Trotsky. Nous nous sommes tous réunis le 22 août 1940 dans une pièce pour lire le journal. C'était le jour le plus dramatique de nos vies [...] Nous étions stupéfaits et choqués. Je ne sais pas si nous avons les yeux pleins de larmes parce que les bolcheviks ont appris à ne pas pleurer.

Nous avons entendu certains rire et vu d'autres sourire. Certains arboraient un air triomphant, celui de la bête sauvage qui vient de mettre en pièces sa proie. Nous sentions que les yeux de tous les staliniens étaient fixés sur nous. Après avoir lu le journal nous avons arpenté la cour en silence. Nous avons tant de pensées en tête [...] Quel effet cela allait-il avoir sur notre mouvement ? Nous ne pensions pas alors que le meurtre de Trotsky marquerait le début d'un autre grand massacre de trotskystes, en Sibérie, en Grèce, en Indochine et en Chine.

Le 29 janvier 1941, nous avons quitté nos cellules et vu le drapeau grec flotter sur les bâtiments des bureaux. Qu'est-ce que cela pouvait signifier ? On nous dit que Metaxas était mort. Au moins un dictateur de moins. La dictature de Metaxas, c'était fini, mais la dictature royale cachée était bien là. Seule une révolution ouvrière pouvait la renverser.

### **Quand les chefs staliniens attendaient leur salut des nazis**

La situation changea de façon dramatique quand les Allemands arrivèrent. Plus de descriptions triomphantes des victoires en Albanie. Le front s'effondra et les vainqueurs furent vaincus. L'armée était démoralisée et des soldats affamés et pieds nus prirent le chemin de la retraite. Le gouvernement ne pouvait ni protéger ni aider puisqu'il n'existait plus. Le pays était en plein chaos. La peur de la mort empoisonnait toute la population ; Hitler avait détruit la fierté et le courage de ceux qui avaient été jusqu'alors les vainqueurs. Même les plus courageux ne savaient plus où ils en étaient, ni que faire face à l'ennemi. Les tanks allemands et les Stukas terrifiaient tout le monde.

Nous étions alors à Neokastro 200 staliniens et trotskystes environ, entassés dans des cellules-tombeaux. On nous disait de nous préparer – mais à quoi ? où aller ? Les Allemands approchaient, ils allaient s'emparer de tout. Comme il n'y avait plus assez de gardes pour s'occuper de nous, les autorités décidèrent de fermer Neokastro. On nous ramena à Acronauplie, même les condamnés à mort, voyageant en deux groupes car les gardes ne pouvaient pas nous surveiller tous.

Je jure qu'aucun des 200 prisonniers n'avait peur. Nous avions l'habitude des menaces des réactionnaires et nous n'étions pas brisés. Nous avions affrontés sans peur les bombes italiennes. Nous étions tous émus de quitter Neokastro. Nous ne parlions pas. Jusque là, aussi terrible que fut ce camp, il était notre

maison. Nous y avons vécu des temps très durs et pourtant il y avait aussi eu des temps dramatiques et beaux. Nous avons survécu là à la guerre et vu aussi ses horreurs. C'est là que nous avons appris que Metaxas était enfin mort. Nous nous étions bien amusés de voir les staliniens plaider auprès du gouvernement pour qu'il les relâche afin qu'ils puissent combattre les Allemands et défendre leur pays. Nous avons risqué sérieusement notre vie en nous proclamant contre la guerre. Et c'est là que nous avons appris la terrible nouvelle de l'assassinat de Trotsky. Cela rendait Neokastro inoubliable, la pire des nouvelles apprises dans ces temps si durs.

Maniadaakis avait ordonné de disperser le camp et que tous les prisonniers de Neokastro et d'Acronauplie soient livrés aux Allemands. Puis il avait pris la fuite. Nous reçûmes l'ordre de partir. Nous devions aller à Kalamata par bus puis en train à Acronauplie. Notre voyage se fit sans problème, mais l'autre groupe était resté jusqu'à la nuit à Kalamata car les trains ne pouvaient circuler que sous couvert de l'obscurité, à cause des bombardements. Mais Argos fut bombardée. Tous les prisonniers, gardes et autres, cherchèrent un abri dans les champs.

**Antonatos** écrit :

« En route, nous restions menottés. Les gendarmes et leur officier nous surveillaient mais ils étaient si éperdus qu'ils ne savaient que faire. Une fois le raid aérien terminé nous nous sommes rendus aux gendarmes qui nous ont remis les menottes et menés à Acronauplie. »

**Mamalakis** était aussi à Neokastro et Manousakas lui demanda : « *Pourquoi être venus dans cet enfer ?* ». Il répondit : « *Nous sommes venus ici pour continuer à vous combattre* ». **Koligiannis** et **Zisis Zisimatos**, les dirigeants, avaient refusé aux camarades leur caution pour une tentative d'évasion. Ils disaient : « *Non, nous irons d'abord à Acronauplie, et alors déciderons quoi faire* ». Comme des moutons allant à l'abattoir, Ioannides approuvait cette trahison.

Entre-temps nous discutons comment nous pouvions tenter l'évasion. Tout le monde y pensait. Mais les sages dirigeants recommandaient que nous, les petits gars de la base, n'en discutons pas, car ces choses devaient être laissées aux dirigeants. Mais ils ne soulevaient pas la question. « *Pourquoi ne vous êtes-vous pas évadés ?* » demanda Papadakis à son camarade Manousakas « *Qui vous a dit de ne pas vous évader ?* »

Les portes étaient à moitié ouvertes. Il n'y avait pas beaucoup de gardes, seulement l'officier et dix gendarmes, indifférents. Ils voulaient juste rentrer chez eux. On parlait d'une menace de tuer sur-le-champ quiconque s'en irait. Mais les staliniens savaient que cette menace était vaine. Tous savaient qu'une évasion aurait été très facile. Gianigoras a noté : « *Nous aurions pu nous évader sans rencontrer de résistance et nous aurions sauvé ainsi tant de vies* » ?

Nous, les trotskystes, étions plus isolés que jamais des staliniens et ne savions pas dans quel désarroi ils se trouvaient. Nous ignorions que certains pensaient comme nous qu'ils devraient s'évader. Mais, du fait du pacte Hitler-Staline, les dirigeants staliniens nourrissaient l'illusion que les Allemands ne leur seraient pas hostiles. Ils justifiaient cette alliance abominable de la même façon qu'auparavant les alliances abominables avec les impérialistes contre Hitler. Ils pensaient que les Allemands joueraient *fair play* avec Staline et donc avec eux et, au pire, ne les exécuteraient pas, même s'ils ne les laissaient pas partir. Ils croyaient que les « *pays pauvres* » comme l'Allemagne et l'Italie étaient dans leur droit contre les autres pays impérialistes d'Europe occidentale. Ils croyaient même à cette époque que le nationalisme d'Hitler était une espèce de socialisme !

Ainsi attendirent-ils l'arrivée des Allemands, expliquant : « *Si nous sortons d'ici, les Britanniques qui sont encore à Nauplia nous arrêteront* ». Manousakas écrit dans son livre de souvenirs :

« Il y en avait d'autres qui prenaient au sérieux les rumeurs, délibérément répandues par le comité du parti, que les Allemands, peuple hautement civilisé, nous traiteraient en civilisés. On nous laissait même nous demander si l'accord avec Hitler n'allait pas devenir une alliance. Je pense que la direction du parti était responsable de cette idée aussi fausse qu'immorale. Malheureusement nous l'avons payée par le massacre de centaines de prisonniers et nous avons perdu aussi la possibilité de conquérir le contrôle du gouvernement ».

Le front de la frontière s'écroula et les tanks allemands se ruèrent en avant. Les Stukas attaquaient sans relâche Acronauplie avec toujours plus de violence. De nombreux soldats, avec leurs officiers et des politiciens, embarquaient à Anapli de nuit pour rallier la Crète ou Le Caire. Un grand nombre de militaires britanniques furent tués en embarquant.

Un bateau qui transportait 400 tonnes de nitroglycérine et des soldats, fut attaqué par les Stukas et explosa après que les hommes aient réussi à quitter son

bord. L'explosion secoua Acronauplie comme un séisme et des débris métalliques pleuvaient sur nos bâtiments. Deux transports de troupes furent coulés et le magnifique port que nous aimions regarder devint une mer de cadavres flottants. Les Stukas continuèrent leurs attaques sur un gros bateau échoué jusqu'à ce qu'on réalise qu'ils ne pouvaient pas le couler. Nous avons traversé toutes les horreurs de la guerre jusqu'à ce que finalement les Allemands prennent Nauplia.

Nous nous abritons pendant les raids dans une tranchée que nous avons creusée. Maintenant il y avait environ 560, peut-être 600 prisonniers en tout ? Nous et 600 autres, c'était tout ce qui restait des communistes, jeunes et vieux, qui ne s'étaient pas soumis au dictateur Metaxas. Parmi eux, il y avait les militants éprouvés qui avaient été en prison et en exil pendant 20, 30 années et plus et qui en avaient passé beaucoup en prison. Ils avaient été persécutés et torturés. Ils avaient fait pour le communisme des sacrifices énormes. Ils avaient fait l'expérience du premier éveil du prolétariat, de ses premières luttes et de ses révoltes. Et ils n'avaient pas peur.

Acronauplie était devenue une légende, un bastion du communisme et un symbole des luttes à venir. Mais les prisonniers d'Acronauplie qui avaient inspiré le peuple et avaient tant souffert sous la dictature, étaient trahis par une direction indigne. La vérité est que le stalinisme les a détruits parce que ses partisans étaient soumis à une direction corrompue. Les gardes de la prison étaient dans un état de panique totale pendant les bombardements. Ils se cachaient dans les abris, plus intéressés par leurs familles que par nous. Personne ne savait ce qui nous arriverait sous les fascistes.

Pendant un raid, alors que les nazis franchissaient l'isthme et allaient s'emparer du Péloponnèse, nous étions dans notre abri quand une voix se fit entendre dans un silence soudain. C'était Pouliopoulos. Il parlait calmement et fermement : « *Nous devons décider ici et maintenant comment nous allons nous échapper. Les gardes sont dans une panique terrible et si désorganisés que nous pouvons nous échapper, c'est sûr. Autrement ils nous livreront aux nazis* ».

Son autorité était impressionnante. Ainsi parlait l'ancien secrétaire du Parti communiste. Sa proposition toucha au plus profond de nos âmes. On ne pouvait même entendre un soupir. Tous nous attendions que les dirigeants staliniens parlent.

J'ai saisi l'occasion pour parler. Il faisait noir mais on reconnaissait ma voix. J'avais toujours parlé au nom des trotskystes. J'avais toujours fustigé les staliniens dans ces discussions, bien qu'ils ne m'aient jamais donné même quatre minutes de temps de parole. Mais ils me respectaient. J'en étais à ma cinquième année d'emprisonnement dans les camps de concentration d'Acronauplia et Neokastro et, pendant ces cinq ans, ils avaient appris à me respecter comme révolutionnaire dirigeant. Je dis à voix forte : « *Nous devons décider sans hésiter de nous évader. C'est notre devoir révolutionnaire. De grandes luttes nous attendent. Nous réussissons et sans verser de sang. N'oubliez pas que les gendarmes ne veulent que rentrer chez eux. Il nous faut de l'audace* ».

Il y eut un instant de silence complet. Le dirigeant stalinien [Kostas] Theos non seulement rejeta notre proposition, mais nous attaqua : « *Votre proposition est une provocation. Elle vise à mettre le collectif en danger* ». Il nous dit que le commandant avait donné sa parole qu'il ne nous livrerait pas aux Allemands et que, dès que les Britanniques seraient partis, il nous libèrerait. La proposition d'évasion était **une provocation** ! C'était une accusation vile, une calomnie de nos efforts pour sauver la vie de centaines de combattants de classe, les meilleurs du mouvement ouvrier.

Si nous avions décidé de nous évader, il est hors de doute que nous aurions réussi. Les portes conduisant au bureau du commandant et à l'extérieur étaient presque toujours ouvertes car ses hommes comme Arabatzis et Archibasilis allaient régulièrement faire du commerce avec des groupes petits ou grands. Nous aurions pu facilement désarmer les gardes et, s'ils avaient résisté, nous aurions pu nous emparer des deux mitrailleuses qui étaient dans un coin de son bureau. Nous étions 600 et quelques gardes nous avaient dit qu'ils s'évaderaient bien avec nous. Notre évasion aurait réussi.

Si les partisans de Theos et d'Ioannides n'avaient pas capitulé devant eux et cru les propos de l'officier grec qui était l'un des mouchards de Maniadakis, nous aurions pu tous nous évader sans verser une goutte de sang. Quelques-uns d'entre eux étaient gagnés à notre idée. Gianogonas a écrit plus tard qu'ils avaient préparé une évasion basée sur ce que nous avions dit mais que Ioannides l'interdit au dernier moment.

Pire, Manousakas avait indiqué qu'il y avait des gendarmes de Crète à Nauplia qui nous aideraient éventuellement. Mais au lieu de l'envoyer à Nauplia

pour régler ça avec eux, Ioannides envoya Archibasilis que les gendarmes ne connaissaient pas et qui ne lui ont pas fait confiance.

Dans l'intervalle, les staliniens avaient aposté leurs propres gardes aux portes pour nous empêcher nous et les leurs de nous évader. C'était de la « *provocation* » parce que cela ferait courir des risques à notre « *liberté* » et à nos « *conquêtes* ». Notre « *liberté* » et nos « *conquêtes* » en camp de concentration !

Là il y avait l'occasion pour nous tous de nous évader. Mais dès que les anciens gardes ont été paralysés, il y en a eu de nouveaux, staliniens comme Zachariades. Les dirigeants staliniens, Ioannides et Theos avaient saboté notre plan. Comment était-ce possible ? La raison est qu'ils avaient de fatales illusions dans les alliés de Staline, les nazis, et pensaient qu'ils nous traiteraient comme si nous aussi étions leurs alliés. Le culte de Staline engendrait leurs illusions dans Hitler. Je me souviens d'avoir essayé de l'expliquer vainement à un ouvrier staliniens qui partageait la cellule, qu'Hitler deviendrait un super-**Wrangel**<sup>1</sup> contre l'Union soviétique, comme Trotsky l'avait prédit.

Les crimes des staliniens à Acronauplie avaient leurs racines dans la politique générale du Kremlin.

### **L'assassinat de Pouliopoulos : le camp de Larissa**

Le 6 juin, les fascistes italiens exécutèrent sur les collines de Kournovo 118 militants, et parmi eux les trotskystes **Pantelis Pouliopoulos**, **Giannis Xipolitos**, **Nontas Giannakos** et **Giannis Makris**, ainsi que l'archiomarxiste trotskyste **Lambropoulos**.

Nous furent tous profondément secoués. Nous avons reçu le même coup quand, au camp de Neokastro, nous avons appris la mort de Trotsky. Un nuage de mort s'est étendu sur Kournos et nous avons juré très longtemps et très fort.

A ce moment, nous étions emprisonnés dans le camp de Larissa, qui avait été transformé en forteresse avec six rangées de barbelés, un mirador tous les 25 à 30 mètres, une mitrailleuse légère sur chaque mirador. Il y avait plus de 3000 détenus. Quand on ferma le camp de concentration de Trikkala par peur de la

---

1. **Piotr Nikolaievitch Wrangel** (1878-1928), général tsariste et comte, commanda la dernière offensive des Blancs pendant la guerre civile en 1920, avec l'aide très importante des Alliés, et surtout des Français.

Résistance locale, les prisonniers furent déménagés à Larissa. Le camp était gardé par des soldats italiens.

Les staliniens, qui, sous la direction de Ioannides, avaient refusé de s'évader d'Acronauplie, furent envoyés à Larissa. Leur secrétaire était **Koulambas** et il y avait parmi eux **Siantos**, **Partsalides**, **Apostolou**, **Girogoratos**, **Ikonomides** et quelques autres [dirigeants du PC grec]. Ils étaient dans le bloc central, mais, naturellement, pas avec les prisonniers de droit commun. Isolés de la partie inférieure du baraquement, il y avait nos camarades, avec une douzaine de staliniens écartés par les autres, et qui avaient rejoint le collectif trotskyste et archiomarxiste.

Pouliopoulos avait une grande influence sur tout le camp. Il avait des contacts avec tous les prisonniers politiquement conscients, antifascistes, militants d'extrême-gauche, intellectuels et ouvriers. Tous l'admiraient et l'aimaient pour son esprit révolutionnaire, sa philosophie et ses talents. Il inspirait confiance en la révolution ouvrière et en l'avenir révolutionnaire. Il remontait le moral des faibles et des fatigués. Sa grandeur impressionnait tout le monde. Combien de fois avons-nous entendu dire : « *Ce Pouliopoulos, quel homme !* ».

Les staliniens étaient plus que jamais isolés des autres prisonniers. Ils essayaient en vain de nous isoler. Leur haine incontrôlée et leur malveillance venaient à la surface dès que des révolutionnaires les critiquaient. Leur hostilité à tous les nôtres était mille fois pire qu'à Acronauplie. Plus Pouliopoulos les attaquait pour leur social-patriotisme, leur collaboration avec les impérialistes occidentaux, leur soumission au capitalisme grec et toutes leurs autres trahisons, plus grandissait la haine qu'ils lui vouaient. Leur sauvagerie ne connaissait pas de limites.

Quand **Thanos Georgiades**, le fils de [**Giorgos**] **Georgiades**, le vieux dirigeant de l'ancien Parti socialiste, arriva au camp, Siantos lui donna sa couchette du haut, prenant pour lui celle du bas, mais lui dit : « *Surtout ne t'approche pas de ce Pouliopoulos* ». Partsalides aussi lui dit : « *Suis le cœur de ton père, pas sa tête !* ».

Lorsque Georgiades était venu [en 1925] défendre Pouliopoulos qui risquait la peine de mort pour trahison au procès dit des « *autonomistes* », il avait été traité de « social-fasciste » par le KKE. Quand la fille de Georgiades, envoyée

par son père, lui rendit visite à l'hôpital, il lui dit : « *Ton père m'a sauvé la vie quand il m'a défendu devant la cour martiale sous la dictature de Pangalos. Dis-lui que je le remercie. Et maintenant, au camp de concentration, Thanos Georgiades, que j'ai connu socialiste convaincu proche des trotskystes, n'est pas autorisé à approcher Pouliopoulos* ».

**Nikos Simos**, un archiomarxiste de longue date, et trotskyste, fut arrêté le 6 janvier 1943. Il avait été dénoncé comme trotskyste au commando Piatsa. Il fut interrogé et torturé mais ils n'avaient aucune preuve. Ils continuèrent parce qu'il refusait de signer un document de dénonciation du communisme. Ils le mirent en prison à Calithrea. C'est là qu'il rencontra Thanos Georgiades. Trois mois plus tard, il fut envoyé au camp de Larissa. Tout le monde connaissait et aimait Nikos. Les staliniens le connaissaient très bien. Ils avaient peur de lui. Les trotskystes le connaissaient comme « *le cuistot* ». Il était honoré pour sa fidélité à nos idées et sa bravoure. Les staliniens refusèrent de l'admettre dans leur zone quand la police l'amena. **Koulambas**, le secrétaire du groupe stalinien, lui dit : « *Tu ne peux pas nous rejoindre tant que tu n'as pas dit que tu n'adresseras pas la parole à Pouliopoulos* ». Simos refusa et finalement fut retiré de la section des « *droit commun* » où on l'avait d'abord affecté, pour rejoindre le collectif trotskyste et archiomarxiste.

Pouliopoulos l'y accueillit. Il le connaissait depuis le célèbre procès des communistes après la mutinerie de la prison d'Assos<sup>1</sup>.

Simos dormait à côté de Pouliopoulos. Il y avait 34 prisonniers staliniens et trotskystes dont Pouliopoulos, Giannakos, Xipolitos, Simos, L. Chiparas, E. Petsis, Besilbassis et d'autres.

Quand on ferma la prison de Trikkala, tous les prisonniers furent envoyés à Larissa. Parmi eux, Giannis Makris, Soulas, Krokos, Spaneas, Christos Hadjichristos, E. Petsis et Socrates et tous ceux qui ne s'étaient pas évadés d'Eubée avec Pouliopoulos, comme Giannakos et Xipolitos.

---

1. Les détenus politiques de la prison d'Assos avaient refusé de travailler dans les champs. Le commandant de la prison les isola totalement. Le commandant ayant fait arrêter un dirigeant gréviste, les prisonniers assaillirent son bureau et les gardes tirèrent. Il y eut plusieurs jours de combat, armes à feu de la police contre mains nues. Pouliopoulos présenta une formidable défense des détenus.

Nos gens étaient très efficaces dans leur travail d'agit-prop parmi les 3000 prisonniers. Tous les après-midi, il y avait de longs exposés-discussions et Pouliopoulos impressionnait tout le monde par ses connaissances. Tous les jours la police envoyait à 300 prisonniers travailler à l'aérodrome. Pouliopoulos et Giannakos, intellectuels, n'étaient pas très costauds, mais travaillaient dur, creusaient et entassaient la terre à côté de moi. Pour tous les autres, tout allait bien, car c'étaient des ouvriers solides. Ils allaient bien, malgré ce qu'ils avaient subi en prison et en exil. Les gardes nous surveillaient en permanence : impossible de ne pas travailler en ralentissant.

Tout en travaillant, nous discutions à voix basse avec les staliniens, à la différence du camp où nous ne pouvions parler avec eux. Leurs patrons s'agitaient dès que nous nous saluions simplement. Tous les après-midi quand ils parlaient entre eux, ils en venaient aux coups. Ils voulaient affaiblir ceux qui se rebellaient contre le règne de la terreur.

Les Italiens se distraisaient avec chansons et musique dans une taverne voisine et y amenaient des prostituées. S'il n'y avait pas eu d'Allemands, leur situation aurait été désespérée. Il y avait parmi les prisonniers cinq ou six Anglais. Ils se sont évadés après avoir acheté les Italiens pour qu'ils enivrent leurs collègues allemands.

### **Sabotage et terrorisme, armes à double tranchant**

Il y eut un véritable soulèvement de tous, des staliniens et de nous. Nous rossions les *vlachs*, les mouchards du camp, qui faisaient beaucoup de mal. On convoqua une revue générale. Nous nous alignâmes et le commandant italien passa devant nous avec un *vlach* pour identifier ceux qui l'avaient rossé. Il désigna un cordonnier du Pirée et deux autres, immédiatement sauvagement battus qu'on emporta pour morts, sauf le premier qui fut hospitalisé. Puis ils furent placés en isolement.

Une nuit, vers une heure du matin, nous entendîmes des cris et des sanglots qui nous avaient réveillés. C'est Pouliopoulos qui découvrit ce qui se passait. Deux camions italiens venaient d'amener 200 enfants entre 8 et 12 ans, certains évanouis, d'autres sourds de peur, tous les autres pleurant et criant. Pour venger la mort de trois de leurs soldats tués par la Résistance, les Italiens avaient attaqué le village voisin et tué tous ceux qu'ils avaient attrapés, puis brûlé les cadavres.

Ils avaient capturé les enfants, terrifiés par le massacre de leurs parents et les avaient amenés au camp en camion.

Pantelis était chaviré quand il entendit cela et explosa : « *Les brutes ! les meurtriers !* ». Puis il se tourna vers les staliniens : « *Saloperie de maquis !* ». C'était une méthode de lutte inacceptable. Le maquis avait tué trois soldats et les Italiens massacré les habitants et brûlé trois villages, et des centaines d'enfants se retrouvaient orphelins. Il n'y avait pas un seul acte de fraternisation entre soldats des deux armées contre leurs officiers comme l'exigeaient les principes léninistes. C'était de toute évidence un crime tant de la direction des social-patriotes que des fascistes.

Les trotskystes condamnaient la politique de sabotage injustifié et de l'assassinat de soldats allemands et italiens pour assister l'effort de guerre et la victoire des Alliés impérialistes, même si c'était fait sous le prétexte d'aider l'URSS, parce que cette tactique conduisait à un affrontement entre les travailleurs locaux et les soldats allemands ou italiens, approfondissait le gouffre entre eux, détruisait leurs perceptions internationalistes, poussait les soldats allemands et italiens vers les fascistes et posait la base de la destruction des révolutions grecque, allemande, italienne et mondiale. La tactique du sabotage est acceptable quand elle est intégrée dans une stratégie de révolution ouvrière par les masses, mais le sabotage au service de la guerre capitaliste n'a rien à voir avec la révolution.

Les staliniens ne se cassaient pas la tête avec ce genre de problème. Mais que se passerait-il avec les 3 000 prisonniers qui étaient en danger d'être condamnés à mort si le train déraillait ou s'il y avait une autre affaire de ce genre ? En juin, il y eut un autre événement qui provoqua la colère de Pouliopoulos et conduisit à la catastrophe de Nezero. Le maquis local apprit que, dans l'après-midi du 3 juin 1943, un train chargé de matériel de guerre italien allait passer. Il mina la ligne dans la tranchée de St Stephanos pour provoquer un déraillement et bloquer la ligne.

Il y avait dans le train 1 500 soldats qui ne savaient pas que les wagons étaient pleins de munitions. Ils allaient au-devant d'une mort certaine, pas seulement à cause des explosifs des saboteurs, mais à cause de l'explosion qu'ils allaient déclencher. Le 3 juin à 17 heures, le train entra dans la tranchée. Peu après, une terrifiante explosion. Les feux de l'enfer. Les wagons mis en pièces,

les corps humains en chair et sang et des cris de douleur et appels au secours. Il y eut 600 morts et de nombreux blessés.

Nous étions profondément déprimés quand nous avons appris le sabotage. Les fascistes avaient déjà dressé et publié dans la presse une liste de prisonniers qui seraient exécutés en cas de sabotage du chemin de fer.

### **La longue agonie des otages**

La nouvelle du sabotage était une condamnation à mort pour les prisonniers du camp. Les camarades qui étaient sur la liste se préparèrent pour leur exécution, écrivirent leurs dernières lettres à leurs êtres chers et embrassèrent leurs amis. Leur dernier salut à la vie fut sans peur ni larmes.

Le lendemain 4 juin, rien. Mais on était sombres. Le 5 juin la police arriva avec des camions. L'atmosphère était lourde. Les condamnés croyaient que c'était la fin.

La revue du matin fut convoquée très tôt. Le commandant fit aligner les prisonniers devant leurs baraquements. C'était une condamnation à mort et il commença à lire la liste des condamnés. Mais ce n'étaient pas les mêmes noms. On n'appela pas un seul de la première liste. Le journal local *Larissa* a écrit un article le 26 juin 1970 sur « un *grand et tragique anniversaire* ». Il disait :

« C'étaient d'autres noms. Que s'était-il passé ? Comment, qui avait modifié la liste ? Sous quelle influence ? »

L'espoir grandit. Peut-être qu'on n'allait pas les tuer. Ils ramassèrent leurs affaires, serrèrent les mains, grimpèrent dans les camions et partirent. Où ? L'après-midi ils revinrent, soulagés. Qu'était-il arrivé ? *Larissa* le 25 juin 1979 :

« Comment les noms de la première liste avaient-ils été changés, les trotskystes introduits et les dirigeants KKE retirés ? ».

Pendant longtemps, on n'en sut rien. Puis la veuve de Pantelis Pouliopoulos, Felicia, rapporta le crime commis contre nos camarades au camp de Larissa par les staliniens de l'ombre. Il y avait parmi eux Zografos, un prétendu cadre intellectuel, un vieux chasseur de trotskystes d'Acronauplie. Il corrompit les responsables italiens responsables avec l'argent du parti pour inclure Pouliopoulos et les autres sur les listes. Il est possible que cet acte horrible fut perpétré par l'interprète qui, selon Simos, était un des êtres les plus répugnants qu'il ait jamais rencontré.

Plus tard, Felicia quitta la tendance Anastasiades et passa avec **Dimitrikareas** chez les staliniens. Elle n'a donné aucun détail. Sans doute avait-elle peur.

Pour en revenir à Larissa, tous ne partageaient pas l'optimisme de leurs camarades. A un garde qui disait : « *Veinards, savez-vous où on vous menait ?* », Pouliopoulos, qui parlait italien, répondit « Non » et l'autre expliqua que « *c'était pour être exécutés à Kournovo mais que l'exécution avait été remise* ». Elle avait seulement été retardée parce qu'on avait appris que le maquis voulait les libérer. Athènes a donné l'ordre de les tuer le lendemain. **Simos** nous raconte cette nuit :

« Couché à côté de Pouliopoulos, je sentais le besoin de lui dire quelques mots de réconfort, bien qu'il ne parût pas ému. "Peut-être on va vous transférer à une autre prison ? – Arrête, Nikos, m'interrompit-il, je l'ai entendu de mes oreilles, ils vont m'exécuter" ». Simos éclata en sanglots. (...) Pantelis le savait. Il avait entendu deux policiers qui parlaient et disaient "Si on ne les exécute pas, il faudra faire une fête avec un agneau rôti". Peut-être n'étaient-ils même pas antifascistes, humains simplement. Une autre fois, il me dit "Dommage, Nikos, je ne pourrai pas discuter l'archiomarxisme comme je l'espérais" ».

La sirène appela à 6 heures du matin. Elle appelait ceux de la liste. Les camions revinrent mais le départ était retardé. Ils attendirent midi. C'était la pire sorte de torture, cette agonie n'atteignait pas seulement les 150, mais 3 000 prisonniers. Puis le moment arriva. Scènes dramatiques. C'était exceptionnellement triste. Mais tous les visages exprimaient pureté et grandeur révolutionnaire. Staliniens et trotskystes marchèrent du même pas, fiers et sans peur.

[...] Un antifasciste italien de la brigade de cavalerie Pinerolo qui, après la capitulation de l'Italie, passa à l'ELAS avec ses hommes et 8 000 chevaux, décrivit aux dirigeants de l'ELAS, à leur école d'officiers :

« Pouliopoulos s'est comporté en héros. Il a dit en italien : "En nous tuant, vous vous tuez vous-mêmes car vous luttez contre l'idée de révolution socialiste" ».

La scène de l'exécution ne fut pas un drame mais un Golgotha, différent des centaines d'exécutions de gens de la Résistance nationale. Pouliopolos adressait un message de fraternité à tous les soldats de la terre, blancs, noirs ou jaunes, par-dessus frontières et partis, un message de révolution contre l'enfer de la guerre capitaliste. Son appel était l'appel qu'il fallait à une guerre à la guerre. Il voulait abattre grands et puissants, soulever les peuples opprimés contre

l'impérialisme et la Sibérie contre le Kremlin. C'était une sonnerie de clairon dans l'esprit de l'Octobre russe. Paix aux peuples ; révolution mondiale ; à bas tous les despotes du globe et tout cela en quelques mots, avant l'ordre de tirer.

A Nezero, Pouliopoulos a écrit un message éternel de son sang comme les martyrs de Chicago et les Communistes parisiens fusillés par « la démocratie » de Thiers.

Il avait pris sa place à la tribune de la révolution mondiale. Il appelait à la lutte. Les soldats n'étaient pas pour lui des assassins mais ses frères. Les vrais exécuteurs et assassins étaient dans les états-majors généraux, mais pas seulement ceux de **Hitler** mais aussi de **Churchill et Roosevelt**.

Je me souviens du moment où les Allemands vinrent à Acronauplie et nous regardèrent calmement derrière les barreaux, sans aucun mépris. Pouliopoulos me dit : « *Beaux gars blonds* ». Tous étaient jeunes. Hitler avait vidé les bancs d'écoles pour envoyer les enfants au front.

Il fallut au moins cinq minutes pour les tuer tous. Pantelis ne s'arrêta pas jusqu'à l'ultime seconde. Il avait bien entendu que des Italiens célèbreraient par une fête autour d'un agneau rôti, s'ils n'étaient pas exécutés, et c'est à leur cœur et leur conscience qu'il adressait ses paroles. Il espérait et ce n'était pas irréaliste puisque, de juin à septembre, après la chute de **Mussolini**, les Italiens fraternisèrent et l'antifascisme conquiert l'Italie tout entière.

Il parlait lentement : « Frères ». Son émotion était palpable. Il parlait à ses amis de l'autre côté. Notre socialisme nous avait enseigné à tendre la main à nos camarades contre tous les ennemis de classe.

On peut imaginer cette scène dramatique. Des rumeurs à son sujet atteignirent tout de suite le camp. Les soldats et les condamnés se tournaient vers Pouliopoulos. La vie des 106 était suspendue à un fil. Les paroles de Pouliopoulos étaient leur unique chance.

Il y eut un silence mortel. Si l'un des soldats avait jeté son fusil, ils l'auraient tous fait. On leur donna l'ordre de tirer. Personne ne souleva son arme. Ils étaient trop bouleversés. Le fasciste qui les commandait tira son pistolet et abattit Pouliopoulos. Ainsi tomba cet arbre géant.

Nos autres camarades, Xipolitos, Makris, Giannakos et Lambropoulos tombèrent morts à ses côtés. L'animal fasciste responsable ordonna au peloton de quitter tout de suite les lieux comme si les victimes les pourchassaient. Les

cadavres restèrent là où ils étaient tombés. Après 36 heures, les paysans de St-Stephanos vinrent les enterrer dans une fosse commune. [...]

La tragédie de Nezero pesa sur le camp de Larissa jusqu'à sa fermeture. Le 7 septembre, l'Italie signa un armistice. **Badoglio** prit le pouvoir et *finito* Mussolini, l'ancien socialiste, pendant qu'en Italie les ouvriers se préparaient au pouvoir et prenaient leurs usines. Les Italiens de Larissa eurent assez de chance pour rentrer chez eux.

Les Allemands prirent le contrôle du camp, enquêtant pour découvrir des communistes survivants. Tous ceux qui purent prouver n'être pas communistes furent libérés. Nos autres camarades d'Acronauplie, trotskystes et staliniens, dont Soulas et Krokas, furent transférés à Haidari. Ils subirent une autre agonie, achevée par les exécutions historiques du 1<sup>er</sup> mai 1944 à Kaisariani.

[...] A la fin de son histoire, toujours en larmes, Simos ajouta que, parmi les objets de la Croix rouge donnés aux prisonniers, on lui avait donné une couverture marquée PP. C'était bien celle de Pouliopoulos.

**M.V. Lobanova**

## **Khristian Rakovsky et le congrès panslaviste de 1910**

La littérature historiographique nationale et étrangère fait aujourd'hui souvent mention du nom de **Kristiou (Christian Georguievitch) Rakovsky** (1873-1941), grâce au processus profond de relégitimation de l'histoire soviétique qui caractérise actuellement la science historique. L'activité de ce fameux homme politique, diplomate, publiciste, activiste du parti et militant de la société civile, est devenue un thème de recherche privilégié par de nombreux historiens en Ukraine, Russie, Bulgarie, France et Allemagne. La plupart des travaux de recherche sont consacrés à l'étude du rôle et de la position politique de Rakovsky en Union soviétique. Or une telle approche ignore le travail de Rakovsky en tant que social-démocrate bulgare et représentant connu d'une organisation socialiste internationale : la Deuxième Internationale. De surcroît elle ne permet pas d'appréhender la spécificité des idées politiques de Rakovsky ni l'unicité de sa conception du développement du mouvement socialiste en Bulgarie et en Union soviétique.

Quiconque s'intéresse à la période précédente de la vie et de l'œuvre de Rakovsky doit accorder une attention particulière à sa position au sujet du Congrès Slave de Sofia. Le Congrès Slave fut originellement conçu comme un forum de discussion des forces de tendance libéral-démocrate, comme un moyen

d'unification des idées néoslavophiles. Pourtant, lors de sa tenue, le Congrès porta les traits marquants caractéristiques d'un panslavisme fort réactionnaire. Par ailleurs, l'histoire du mouvement des Slavophiles<sup>1</sup> ainsi que la conception particulière de la néoslavophilie se sont inscrites autant dans la littérature historiographique soviétique que dans les écrits russes contemporains. L'article de Z.S. Nenacheva intitulé « *Le Congrès des néoslavophiles de Sofia en 1910. Préparation, déroulement, résultats.* » [1], le recueil intitulé « *Les Tchèques, les Slovaques et la néoslavophilie de 1898 à 1914* » [2] édité à Moscou en 1984, l'article fondamental de V.A. Diakov sur « *La destinée historique de l'idée slave jusqu'en 1918* » [3] qui analyse le rapprochement de l'idée de la néoslavophilie avec la doctrine socialiste, et le recueil de textes sur « *Les XIXème et XXème Congrès slaves* » [4] édité par l'Institut pour les recherches slaves et balkaniques auprès de l'Académie des sciences de la Russie en 1994, constituent les travaux les plus intéressants qui ont été consacrés concrètement à l'analyse de l'organisation et du déroulement du Congrès Slave de Sofia.

Durant la dernière décennie, l'historiographie bulgare s'est intéressée plusieurs fois à la question du mouvement panslave et plus particulièrement au contexte de la convocation du Congrès Slave de 1910. Ainsi est apparue en 1987 une des études les plus célèbres sur le courant russophile en Bulgarie, intitulée « *La culture et la politique. La Bulgarie à la veille de la guerre balkanique* », rédigée par P. Manafova [5]. L'auteur y analyse en détail l'évolution historique des cercles slavophiles de Bulgarie, le processus de préparation du Congrès Slave de 1910, puis, les actions entreprises par la bourgeoisie bulgare libéral-démocrate et par le parti social-démocrate bulgare visant à empêcher le Congrès néoslave de se réunir. Rappelant la position des socialistes sur cette question, Manafova évoque également – pour la première fois depuis des décennies de silence – l'apport personnel de Rakovsky. Un an après la publication de la monographie de Manafova dans les « *Nouvelles de l'Institut d'histoire et du parti communiste bulgare* », est apparu un important article de E. Lazarova [6], consacré à la réaction des socialistes vis-à-vis du mouvement néoslavophile. Le nom de Rakovsky a été de nouveau mentionné. Néanmoins, le seul travail de recherche qui aie tenté d'analyser les opinions de Rakovsky sur la problématique

---

1. Les Slavianofili = les partisans du mouvement panslave russe au XIXème siècle (NdT).

slave, a été celui de E.K. Trifonova [7]. Durant la conférence internationale de Kharkov en 1993, Trifonova intervint avec un exposé intitulé précisément « *K. Rakovsky et le Congrès Slave de Sofia en 1910* ». Malheureusement, ce travail n'a pas non plus exploité les sources de première importance telles que les écrits que Rakovsky lui-même consacra à l'analyse des mouvements slavophiles et néoslaves. Cette omission n'a pas permis à Trifonova de mettre en lumière toutes les nuances des conceptions particulières de Rakovsky.

Au début, Rakovsky est arrivé en Bulgarie<sup>1</sup> pour y défendre l'idée de l'unité<sup>2</sup> slave. Dans l'action de protestation massive, dirigée contre la convocation du Congrès Slave de Sofia, Rakovsky entrevoyait une authentique chance pour donner un point de départ à une réunification des forces socialistes du pays. Il s'agissait d'une opportunité cruciale pour réunir les deux fractions socialistes en conflit. Par ailleurs, Rakovsky s'est exprimé une fois de plus en faveur du mouvement néoslave, dont il a reconnu la légitimité. Ce changement doctrinal mérite que l'on s'y attarde. De surcroît, aussi loin que le lui permettait son engagement de militant socialiste, Rakovsky soutenait la position de l'intelligentsia libéral-démocrate russe.

Le Deuxième et « préliminaire »<sup>3</sup> Congrès Slave s'est tenu à Sofia en juin 1910. Il constitua un tel événement dans la vie socio-politique et culturelle du pays, qu'il était impossible que Rakovsky ne s'y intéresse pas. Progressivement, il prit part à la campagne de la protestation, organisée contre la convocation du Congrès Slave de Sofia. Pratiquement toutes les organisations à vocation sociale et politique du pays ont été entraînées dans un conflit rude pour s'exprimer sur ce sujet. Les deux fractions socialistes ne sont évidemment pas restées à l'écart

---

1. Rakovsky a été envoyé en Bulgarie comme représentant du Bureau international socialiste de la Deuxième Internationale, afin de soutenir officiellement le projet de l'unification des fractions socialistes bulgares, le BRSDP(t.s.) et le BRSDP(o.).

2. En 1903, le mouvement social-démocrate bulgare a été fractionné en deux cellules, dont l'une est devenue le radical «Parti ouvrier social-démocrate bulgare», le **BRSDP(t.s.)**, appelé encore «les Étroits». La deuxième fraction donna naissance au parti réformiste, le «Parti ouvrier social-démocrate bulgare», le **BRSDP(o.)**, autrement nommé «les Unifiés».

3. Les Congrès de Prague (1908) et de Sofia (1910) ont été planifiés comme des rencontres préliminaires. Les deux Congrès étaient en effet censés favoriser la future convocation de l'Assemblée de tous les Slaves, prévue pour la période de 1912 à 1914 à Moscou (Réd.).

de la polémique. Les attitudes critiques vis-à-vis du Congrès – exprimées par les deux fractions concurrentes des « *Etroits* » et des « *Unifiés* » – ont donné à Rakovsky l'idée d'exploiter cette opposition commune en faveur d'une future réunification.

Concernant l'histoire des idées, la néoslavophilie est apparue en Russie comme « *une étape organique* » du développement des idées slavophiles et comme une nouvelle thèse sur l'unité slave, dépassant largement le courant panslave qui se trouvait en déclin. S'intéressant à l'histoire des Slavophiles, Rakovsky a écrit des articles sur les idéologues de ce courant de pensée, né dans les années 30-40 du XIX<sup>ème</sup> siècle, et sur les opinions et les convictions de ces derniers. Dans son intervention à la Maison du peuple<sup>1</sup> au sujet de « *Slave* », Rakovsky rappela précisément les noms de K.S. Aksakov, I.V. Kyreievsky et A.S. Khoimïakov. Il ne fit pratiquement aucune distinction entre, d'une part, la conception slavophile et, d'autre part, la tradition impériale officielle, relative aux relations internationales des Slaves, qui a reçu le nom de panslavisme. Rakovsky argumentait sur le fait que, aussi bien les uns que les autres, mettaient en avant la trilogie doctrinale « *religion orthodoxe, pouvoir autocratique, caractère national* ». Or ce mot d'ordre devrait être étranger à tout socialiste qui voit dans le tsarisme le principal ennemi de la démocratie, l'ennemi qui veut étouffer la révolution [8, p. 4].

En réalité, dès le début du XX<sup>ème</sup> siècle, le mouvement slavophile commence à se transformer, en adoptant progressivement certains traits libéral-démocrates. Ainsi naît une nouvelle forme qui reçoit la dénomination officielle de néoslavophilie<sup>2</sup>. A la différence du panslavisme, la néoslavophilie insiste non pas sur le triomphe de l'orthodoxie et du tsarisme, mais sur la communauté ethnique et culturelle des Slaves, au sein de laquelle la Russie doit se comporter d'égale à égal avec tous les autres pays slaves. Par conséquent, la néoslavophilie érige en premier plan « *... non pas l'idée de l'unicité de la croyance, mais l'idée de l'unicité du sang, de la langue, du peuple et de la race* », affirme la chercheur russe, Z.S. Nenacheva [1, p. 58].

---

1. *Le Narodny Dom* = la Maison du peuple ou la Maison de la Nation (NdT).

2. Le terme de « néoslavophilie » ou de « néoslavisme » a été proposé par Karel Kramar, le chef du parti des Jeunes Tchèques et le chef du gouvernement tchécoslovaque entre 1918 et 1919.

Les partisans de la néoslavophilie ont pris leurs distances de la doctrine du messianisme russe et ont refusé la confrontation intrinsèque qui opposait l'Est et l'Ouest. Ainsi, les néoslavophiles russes ont *de facto* ouvert une porte aux Slaves occidentaux de croyance catholique, en les invitant à intégrer le mouvement de tous les Slaves. Cette attitude favorable à l'unification des mouvements slaves facilita la diffusion à grande échelle de l'idée de néoslavophilie au sein des nations slaves. Dès la campagne de protestation dirigée contre la convocation du Congrès slave à Sofia en 1910, Rakovsky appréciait l'apport positif de ce mouvement. « *La nouvelle slavophilie ne veut plus se réunir autour du tsarisme et de l'orthodoxie, mais seulement autour du principe d'égalité civique et nationale des Slaves* », disait-il [8, p. 8].

Les nouveaux chefs de ce mouvement tels que les « *cadets* »<sup>1</sup> russes comme Milïoukov, Stakhovitch, Kovalevsky ou les Polonais Dmovsky ou Senkevitch, ont formulé le programme du « *néoslavisme* », en y incluant les exigences suivantes : l'autonomie des territoires polonais appartenant à l'empire russe, le changement de la politique russe dans les Balkans, la fondation de l'Union ou de la Confédération balkanique, réunissant la Bulgarie, la Serbie et le Monténégro. Ces requêtes ont provoqué l'enthousiasme des slavophiles démocrates en Russie et à l'étranger. La néoslavophilie est entrée dans sa période de gloire : le Premier Congrès slave réuni à Prague du 8 au 12 juillet 1908 en est l'illustration. Le Congrès de Prague souleva la question russo-polonaise et discuta du développement de la culture et de la science slaves. Au fur et à mesure, le gouvernement russe a compris qu'il pouvait en fait exploiter avec succès le néoslavisme au service de la politique extérieure de l'Empire russe. Le néoslavisme pouvait représenter un bouclier efficace contre le pangermanisme, un des volets de la politique allemande menée dans les Balkans. Ainsi, le jeune mouvement slave commençait de nouveau à prendre le caractère étatique. Ce processus d'instrumentalisation provoqua un sérieux conflit au sein des cercles slavophiles russes, où les représentants de la slavophilie conservatrice et étatique s'opposaient aux partisans de l'authentique néoslavisme démocratique.

---

1. Les « *cadets* » ou les « *K.D.* » étaient les partisans de la démocratie constitutionnelle en Russie au début du XX<sup>ème</sup> siècle (NdT).

C'est à ce moment que l'on a décidé de convoquer le Congrès Slave à Sofia. La « Société Slave pour le bien-être »<sup>1</sup> ainsi qu'une cinquantaine des cercles bulgares se sont chargés de l'organisation du Congrès [9, p. 395]. En automne 1909 est né le Comité préparatoire, présidé par S.S. Bobtchev<sup>2</sup>. Soucieux d'éviter tout conflit avec la Russie, Bobtchev insistait pour avancer la convocation du Congrès, qui devait représenter le prolongement de la ligne politique décidée par les néoslavophiles à Prague. Bobtchev écrit également à un néoslavophile russe : « ... quant à la nature du Congrès, je souligne que nous nous sommes battus pour qu'il devienne le prolongement du Congrès précédent et qu'il le reste ». De surcroît, Bobtchev ajoutait « ... Nous avons invité tous les anciens délégués du Congrès de Prague. Ainsi il nous fallait prouver, une fois de plus, la stabilité des principes du néoslavisme » [10, 11, 12, 13, 16]. Néanmoins, la réalité était un peu différente. Sous la pression des slavophiles réactionnaires de Petersbourg, Bobtchev a proposé à la « Société pour la culture slave de Moscou » un seul mandat de délégué, tout en fermant les yeux sur le fait que la majorité des délégués russes serait donc représentée par les slavophiles favorables à l'esprit « étatique »<sup>3</sup>.

Les représentants libéral-démocrates du néoslavisme russe ont très rapidement compris le futur caractère du Congrès et ont débattu du sujet dans la presse « libérale et de l'opposition » [9, p. 395]. Toutefois, ils espéraient pouvoir changer la tendance politique du Congrès grâce à leur intervention à Sofia. Le refus d'inclure à l'ordre du jour la question russo-polonaise et le mandat unique qui a été proposé aux moscovites, ont finalement constitué les raisons pour lesquelles les néoslavistes démocrates ont décidé de boycotter le Congrès. La campagne contre la convocation du Congrès à Sofia, née au sein de la presse libéral-démocrate russe, s'est propagée rapidement en Bulgarie.

---

1. «La Société Slave pour le bien-être» a été fondée en 1899 sur le modèle des cercles slavophiles russes (Réd.).

2. Professeur de formation, S.S. Bobtchev était membre du Parti national, il devint en 1911 le ministre d'éducation de Bulgarie. En 1908, Bobtchev a été élu le vice-président du Congrès Slave de Prague (Réd.).

3. Les Slavophiles de tendance démocrate se sont réunis au sein de la «Société pour la culture Slave de Moscou», tandis que les Slavophiles réactionnaires ont fondé à Peterbourg le cercle pour « L'entente Slave » (Réd.).

La première réaction est venue du directeur de la Bibliothèque nationale, l'écrivain **Pentcho Slaveikov**, qui refusa de fournir aux organisateurs du Congrès des livres pour une exposition. Ensuite, trois écrivains bulgares – Pentcho Slaveikov, **Petko Todorov** et **Peio Yavorov** – ont inauguré la campagne de protestation, en intervenant personnellement contre la convocation du Congrès à Sofia. Ils ont déclaré que le Comité préparatoire avait omis de reconnaître un authentique mouvement slavophile, dont les représentants, qui incarnaient des forces progressistes de la Russie, se sont retrouvés hors jeu sans pouvoir. Mais derrière le mot d'ordre «*Pour le rapprochement culturel et économique des Slaves*», se cachaient en fait les représentants du néoslavisme réactionnaire, qui ne souhaitaient pas traiter les problèmes cruciaux des nations slaves, parmi lesquels la question russo-polonaise, l'annexion de la Bosnie et de la Herzégovine, les relations serbo-croates et serbo-bulgares. Alors qu'il s'agissait précisément des problèmes que les slavophiles démocrates considéraient comme primordiaux.

Rakovsky s'est joint au manifeste de protestation de l'intelligentsia libéral-démocrate bulgare. A l'occasion du rassemblement du 20 juin, il a introduit son discours par un rappel de «*son ami Pentcho Slaveikov*» [8, p. 3]. Il était également connu de tous que Rakovsky était lié d'amitié à **Petko Todorov**. Todorov s'adressait en fait à de nombreuses instances de l'Etat bulgare, afin d'obtenir le passeport bulgare pour son ami en disgrâce – le social-démocrate Rakovsky [5, p. 212]. Est-ce ces attaches amicales que Rakovsky entretenait avec les écrivains bulgares de tendance libéral-démocrate, qui l'ont conduit à prendre une part active au boycott du Deuxième préliminaire Congrès Slave à Sofia ? De toute évidence, la réponse est non. Le fond démocratique du néoslavisme exerçait visiblement un attrait puissant sur Rakovsky. Celui-ci a pris part à la cause des écrivains bulgares, sans pour autant modifier ses convictions de militant socialiste.

Ce qui attirait Rakovsky avant tout dans la nouvelle mouvance néoslavophile, c'était sans doute le refus de toute référence idéologique à l'autocratie tsariste russe. Il était évident que les néoslavistes progressistes considéraient le système politique démocratique comme l'unique contexte réellement propice à la réalisation d'une unification slave. Instruit dans la tradition de la culture occidentale, Rakovsky militait en faveur de l'abandon par

les slavophiles de l'idée qui mettait l'Est et l'Ouest en opposition conflictuelle. En conséquence, les néoslavistes n'ont pas voulu s'autolimiter en termes de foi religieuse. Du point de vue des néoslavistes démocrates, une synthèse des cultures orthodoxe et catholique s'avérait possible. Elle pouvait favoriser la réunification slave, qui se dessinait sous la forme d'une confédération. Evidemment, Rakovsky comprenait très bien cette opportunité. Porteur des deux cultures, il s'efforçait d'illustrer, à partir de l'exemple du mouvement socialiste bulgare, que l'introduction des meilleures traditions sociales et politiques de l'Europe occidentale pouvait se révéler très féconde... à condition d'accepter de délaisser certains aspects déclinant du système socio-politique est-européen.

De surcroît, Rakovsky accordait une attention particulière à l'idée de l'unification des Slaves sous la forme d'une confédération politique. Il réfléchissait depuis quelques années à la nécessité de confédérer les Balkans. A ce thème, Rakovsky consacra un article en novembre 1908 publié dans la « *Revue de la paix* » française [11, p. 245]. Bien sûr, la confédération proposée par les slavophiles ressemblait peu à l'union qu'imaginait Rakovsky. A cette époque, il s'intéressait en effet à toute forme d'unification des Balkans, qui serait fondée sur une large base démocratique. Elle devait constituer une contre-proposition de la confédération – largement défendue par les cercles officiels russes –, et faire rempart contre l'influence germanique dans la péninsule [6, p. 120]. Pour finir, la dernière raison pour laquelle Rakovsky décida de se mettre du côté de l'intelligentsia qui boycottait le Congrès, était sa volonté de provoquer une réaction commune des partis bulgares de tendance social-démocrate contre la réunion du Congrès Slave. Rakovsky espérait que, de la même façon que lui-même, les socialistes bulgares allaient s'opposer à la réunion du congrès des slavophiles réactionnaires à Sofia. Par conséquent, dans un contexte de refus commun, on pouvait imaginer d'accomplir plus facilement un rapprochement des activités des deux fractions, qui constituerait le premier pas vers l'unification du mouvement socialiste en Bulgarie.

Toutes ces raisons précédemment citées ont conduit Rakovsky à prendre des mesures énergiques. Le 15 juillet 1910 est apparue dans un journal indépendant – mais proche des idées du parti social-démocrate « réuni » – nommé *Kambana*, la déclaration de la naissance d'un Comité civique dirigé par Slaveikov, P. Todorov et K. Rakovsky. L'article affirmait que le Comité s'était

constitué pour faire concurrence au Comité préparatoire déjà existant, avec S. Bobtchev à sa tête, et qu'il se fixait pour but de liquider « ...la clique slavophile stolyпинienne » [12]. Rakovsky a publié dans *Kambana* une série d'articles, dirigés contre la convocation du Congrès Slave à Sofia et qui démasquaient les mesures secrètes entreprises par le Comité préparatoire. Ainsi est apparu le 16 juin son important article sous le titre évocateur de « *Le bluff<sup>1</sup> slavophile* ». Dans cet article, Rakovsky donna des caractéristiques de tous les membres de la future délégation russe, en démontrant qu'il s'agissait de gens terriblement éloignés de la cause progressiste slave [13]. Dans le même article du 16 juin, Rakovsky rappela à nouveau que les membres du Comité préparatoire avaient invité en Bulgarie exclusivement les représentants réactionnaires russes. Dans ces conditions, l'unique réponse que le public démocratique du pays puisse donner, c'est de participer à une action de protestation contre la convocation du Congrès Slave, déclara-t-il [14]. Le même motif ressortait de son article écrit le 18 juin, dans lequel il se demandait « *que pouvait-il y avoir de commun entre le Congrès Slave présidé par les leaders de la réaction russe et la nation russe* », alors que le peuple russe souffrait de cette oppression et de cette tyrannie impériale ? [15].

Dans la pratique, le BRSDP(o.) des « *socialistes unifiés* » a soutenu Rakovsky de façon énergique. Non seulement les chefs, mais également les membres de base du parti, les étudiants socialistes et l'Union bulgare des professeurs (le B. Ou. S.) se sont prononcés contre la convocation du Congrès, sous l'influence du parti « *unifié* ». Il ne restait plus qu'à coordonner son action avec le parti des « *Étroits* », pour que la campagne contre le Congrès réunisse effectivement les socialistes bulgares dans une même cause. Pourtant, le BRSDP(t.s.) des « *socialistes étroits* » demeura fidèle à sa politique sectaire, car toute action coordonnée ou toute participation à un front unique démocratique lui paraissait fondamentalement inacceptable. Au fond, le parti des « *Étroits* » dirigea ses critiques tant contre l'idée du néoslavisme en général, qu'à l'adresse des partisans du Comité civique, en épingleant en particulier le parti suiviste des « *Unifiés* ».

Le premier article consacré à la cause du néoslavisme publié dans le *Rabotnitchesky viestnik*<sup>2</sup> est paru le 4 juin 1910. Il s'intitula « *Le néoslavisme* »

---

1. En russe, « blf » signifie probablement « bluff » (NdT).

2. « *Rabotnitchesky viestnik* » = Bulletin des travailleurs (NdT).

et présentait le point de vue des « *Etroits* » au sujet du nouveau mouvement slavophile. « *Le néoslavisme* », disait le *Rabotnitchesky viéstnik*, « *n'est autre chose que l'étendard tsariste, dont les lambeaux ensanglantés portent les souffrances des ouvriers russes* » [16]. Suite à cette publication dans le *Rabotnitchesky viéstnik*, la presse des socialistes « *Etroits* » a délaissé pour un moment le thème néoslaviste. Toutefois, la protestation des écrivains bulgares a fait du bruit et le parti des « *Etroits* » a déployé une campagne de propagande intense contre la réunion du Congrès.

Le *Rabotnitchesky viéstnik* réagit avec scepticisme à l'intervention de l'intelligentsia libérale bulgare. Seule la nouvelle sur la constitution du Comité civique a obligé la direction du BRSDP(t.s.) des « *socialistes étroits* » à réfléchir sur l'impact éventuel que pouvait avoir le boycott coordonné par les représentants des socialistes « *unifiés* » du BRSDP(o.) et par les partis et les mouvements libéral-démocrates bulgares. Le principal organe du parti déclara le 16 juin que la campagne contre le Congrès Slave a été inaugurée par « *cet idéaliste inoffensif P.Y. Todorov* » auquel se sont joints « *à grand bruit, les poètes P. Slaveïkov et P. Yavorov, suivis par une partie des étudiants* » [17]. Le nom de Rakovsky n'a pas été mentionné. Les idéologues du « *socialisme étroit* » ne voulaient visiblement pas attirer l'attention des membres de base du parti. Ceux-ci risquaient en effet de s'intéresser aux doutes exprimés par Rakovsky à cause de la popularité personnelle de ce social-démocrate bulgare. D'ailleurs, on a pu dire tout ce qu'on a voulu au sujet du « *groupe suspect réuni autour du journal Kambana* », désigné comme « *le pacte des sans-dieu* » qu'aucun militant ne suivrait. Le *Rabotnitchesky viéstnik* soulignait le nombre limité de ses partisans et montrait que le fondement idéologique du Comité civique n'était pas crédible. « *Il s'agit de la plus petite protestation qui puisse exister* », soulignait l'article, « *mais le problème n'est même pas dans le nombre mais dans le contenu de leur critique* » [17].

Cet article a particulièrement bien illustré la position des « *Etroits* » au sujet du Congrès Slave. Il a permis de constater que l'action unie du BRSDP(o.) et du BRSDP(t.s.) n'était pas envisageable. En fait, le fondement idéologique de la critique par les « *Etroits* » du Congrès néoslaviste se démarquait radicalement des principes qui caractérisaient les critiques prononcées par Rakovsky et par les « *socialistes unifiés* ». Le *Rabotnitchesky viéstnik* écrivait à ce sujet : « *le*

*Congrès Slave est une initiative de la contre-révolution russe* », contre laquelle il faut manifester non à cause de la composition de ce dernier ou de l'absence des personnalités représentatives, mais à cause de la signification que porte ce Congrès et qui s'inscrit dans tout le mouvement néoslaviste. « *Tous ces "sans-dieu" manifestent contre le Congrès Slave de Sofia uniquement parce que les milioukovistes n'y ont pas été invités* », clamait le *Rabotnitchesky viestnik* [17].

En même temps que la campagne autour du Congrès montait en puissance grâce à l'impulsion donnée par Rakovsky et les représentants du Comité civique, le BRSDP(t. s.) des « *socialistes étroits* » décida également de faire connaître publiquement sa critique du néoslavisme. Cela lui donnait l'occasion de s'exprimer sur la nature du BRSDP(o.) des « *Unifiés* », jugé comme le parti enclin aux compromis et à la participation à des campagnes démocratiques de masse. La stratégie que le BRSDP(t. s.) respectait et considérait comme l'unique juste, était fondée sur le refus de toute union avec les partis libéral-démocrates. Comme aux yeux du BRDSP(t. s.) la campagne contre le Congrès était motivée uniquement par le refus d'y faire participer l'intelligentsia progressiste, les « *Étroits* » y voyaient la preuve de l'essence petite-bourgeoise du parti des « *Unifiés* » et du caractère bourgeois de Rakovsky lui-même.

Afin de présenter l'alternative socialiste à l'opportunisme des « *Unifiés* », le parti des « *socialistes étroits* » décida d'intervenir également contre la tenue du Congrès Slave à Sofia, mais sans négociations particulières, seulement en insistant sur son refus catégorique du mouvement néoslavophile. Le parti des « *Étroits* » considérait que tout courant slavophile – qu'il soit ancien ou moderne – n'était qu'une arme du régime impérial, qu'un « *pur jeu du tsarisme russe et de ses serviteurs* » [17]. En réponse au refus des « *Étroits* » de collaborer avec les représentants du front démocratique au sein de la campagne commune contre le Congrès Slave, le Comité civique a publié le 18 juin « *l'Appel aux citoyens bulgares* » [18, p. 28]. Les membres du Comité invitaient les citoyens à participer à la manifestation de protestation contre la réunion du Congrès Slave et promettaient d'y donner des éclaircissements sur leur position idéologique. Ils déclaraient dans « *l'Appel* » que tant que les noms des gens qui sont « *synonymes de la violence, du tonnerre diabolique, de l'humiliation nationale et raciale* » demeurent parmi les noms des participants au Congrès, celui-ci ne sera jamais le Congrès de tous les Slaves. Les représentants de l'intelligentsia

bulgare y exprimaient également leur sympathie pour la nation russe, qui se battait contre « *la politique d'oppression* » caractéristique de l'autocratie tsariste [5, p. 214].

A l'approche de la manifestation et notamment le jour du 19 juin 1910, Rakovsky a publié un article important dans le journal *Kambana*. Il y expliqua les raisons de son adhésion à l'action des différents courants démocratiques du pays, du point de vue du mouvement social-démocrate international. Rakovsky souligna que les socialistes étaient loin de soutenir directement le mouvement slavophile, mais que ce fait n'était pas la cause principale des interventions coordonnées avec les écrivains progressistes bulgares. « *Les alliés politiques des écrivains bulgares s'opposent au mouvement réactionnaire en Russie en prônant le même but que défend également la social-démocratie. Ce qui nous réunit – disait-il en conclusion –, c'est notre amour et la reconnaissance de notre lien avec la nation russe et avec ses héros qui se battent pour la liberté dans tous les courants de la gauche* » [19].

La manifestation générale de protestation a eu lieu le 20 juin 1910 dans les locaux de la Maison du Peuple. Les ouvriers, les employés, les étudiants, les membres de l'Union bulgare des professeurs (le B. Ou. S.) et pratiquement toutes les couches de la société bulgare de tendance libéral-démocrate y ont pris part. Comprenant très bien que la manifestation était celle des citoyens, Rakovsky ne souhaitait pas attirer l'attention des personnes présentes sur l'aspect politique de sa position et intervenait au nom des publicistes bulgares. En qualité de social-démocrate, il s'est exprimé deux jours plus tard, le 22 juin 1910, lors de la réunion convoquée par le BRSDP(o.) à la Maison du Peuple. Une résolution particulière fut votée, qui témoigna de la position des « *socialistes unifiés* » au sujet du Congrès Slave et qui reprit les principaux passages du discours de Rakovsky. Ce n'est que plus tard que Rakovsky transcrivit ses deux interventions et les publia dans un ouvrage titré *Slavophilie et Socialisme*.

Lors de son premier discours, Rakovsky attirait l'attention sur les différences qui distinguaient les mouvements slavophiles ancien et nouveau, tout en soulignant le processus de transformation qui avait conduit le Congrès Slave à faire la propagande exclusive des idées de son aile conservatrice. Comme le dit Rakovsky le 20 juin 1910, le danger particulier menaçant le néoslavisme

consistait dans le fait que ce dernier risquait de « *perdre son essence libéral-démocrate, ce qui a effectivement eu lieu* » [8, p. 8]. Rappelant le Congrès pragois des néoslavistes, Rakovsky déclara que l'on y avait voté des « *formules libérales miraculeuses sur les amitiés slave et russo-polonaise* », alors que, à la réunion des sociétés slavophiles russes de Peterbourg, ces formules commençaient déjà à perdre leur sens [8, p. 8].

Aussi bien durant la manifestation générale où il intervenait au nom des publicistes bulgares que dans son article du 19 juin 1910, Rakovsky ne cachait pas ses convictions socialistes. Il était persuadé que son soutien de la « *nouvelle slavophilie* » et sa campagne contre le Congrès Slave étaient compatibles avec les principes social-démocrates. La presse bourgeoise, qui dirigea la campagne contre le groupe autour du journal *Kambana*, insistait également sur cette position particulière propre à Rakovsky. D'ailleurs, les partisans du Congrès considéraient comme l'organisateur principal du boycott, non pas P. Slaveikov, mais K. Rakovsky. Ils appelaient Rakovsky « *l'activiste international, légendaire pour son combat épique, l'homme intelligent, l'esprit qui conteste tout* » et rappelaient en même temps que celui-ci « *conservait l'éternelle logique du socialiste et du propagandiste* » [7, p. 434]. Devant un auditoire aussi hétérogène et aussi large, qui risquait de se passionner pour certains aspects de la stratégie socialiste – comme la lutte des classes par exemple –, Rakovsky jugeait indispensable de souligner que le néoslavisme s'avérait finalement idéologiquement éloigné du socialisme. Il fit entendre, en particulier : « *Le néoslavisme a beau être démocratique, il ne constitue pas notre doctrine* » [8, p. 9].

En essayant de démontrer par tous les moyens l'indépendance et l'autonomie de sa propre contestation du Congrès Slave, le parti des « *socialistes étroits* » souligna la particularité de son attitude vis-à-vis du néoslavisme et décida de convoquer une réunion de ses partisans. Les principaux idéologues du BRSDP(t.s.) comme **G. Kyrkov** et **D. Blagoïev** sont intervenus à cette réunion. D. Blagoïev souligna une fois de plus devant l'assemblée le caractère réactionnaire du néoslavisme. Il estima que « *le néoslavisme était une arme vieillotte, légèrement rajeunie* » [20]. Blagoïev argumentait à partir du fait qu'il n'existait pas en Bulgarie de parti qui accueillait à bras ouverts le nouveau « *mouvement slavophile* ». Pour les « *Étroits* », le BRSDP(o.) des « *Unifiés* » ne

faisait visiblement pas l'exception à cet état de fait. Ne souhaitant pas comprendre le sens caché de la position de Rakovsky et des « *Unifiés* », tout en se refusant à toute action coordonnée avec eux, les « *Etroits* » mettaient en avant leurs divergences avec le BRSDP(o.). Dans ce contexte, durant la réunion des « *Etroits* », Blagoïev déclara : « *Les "Unifiés" veulent aujourd'hui entraîner la couche active de la société bulgare, notamment celle de la classe ouvrière, dans une servitude au néoslavisme, comme ils tentent par tous les moyens de détourner les ouvriers de leur lutte autonome* ». Kyrkov développa la même idée. Il rappela aux personnes réunies que parmi les membres du Comité civique, il y avait « *un orateur* » qui appelait les « *ouvriers conscients* » à *venir participer au rassemblement* [Il saute aux yeux que Kyrkov parle de Rakovsky. – M. L.]. *Comme les ouvriers ont préféré venir à la réunion du BRSDP(t.s.) – déclara-t-il avec fierté – cela signifie que l'autre mouvement dirigé par le Comité civique est extrêmement faible* » [18, p. 28-29].

La position adoptée par le BRSDP(t.s.) n'était pas censée surprendre Rakovsky, qui était au courant de la réaction négative des « *Etroits* » au sujet de toute unification des partis socialistes du pays. Pourtant, il continuait à insister sur la possibilité de la réunification du mouvement social-démocrate, même dans un contexte de stratégies divergentes des deux fractions socialistes. Par contre, le BRSDP(t.s.) des « *Etroits* » ne se comportait pas de la même façon. De façon réfléchie et programmée, ce parti intervenait avec cruauté contre toute opportunité d'union avec les forces libéral-démocrates, non sans rappeler un certain bolchevisme. Ce bolchevisme-ci « *n'accomplissait pas le côté non déterministe, évolutionniste et scientifique de la doctrine marxiste, mais il incarnait son côté messianique, mythologique et religieux. Il exaltait ainsi la volonté révolutionnaire et hissait au premier plan la lutte révolutionnaire du prolétariat, qui était dirigée par une minorité organisée et inspirée d'une certaine idée prolétaire* » [21, p. 88].

D'après le chercheur russe **G. Gatchev**, « *Bolgarine laisse une place au doute, à la connaissance de l'autre vérité* » [22, p. 109]. C'est justement cette attitude qui caractérisait Rakovsky, qui put assimiler une quantité suffisante d'autres « *vérités* » en Europe occidentale et qui cherchait à les transmettre au mouvement socialiste « *Etroit* » de Bulgarie. A l'opposé, les chefs idéologiques du BRSDP(t.s.) juraient d'être prêts pour « *aller jusqu'au bout* » de leur

socialisme orthodoxe, en faisant preuve « *d'une intransigeance irréaliste* ». Celle-ci leur servit de rempart contre toute proposition de « *l'occidentaliste* » Rakovsky, qui tentait de mettre en doute leur système d'idéologie et de tactique socialistes [22, p. 107].

Le rassemblement des « *Unifiés* » du BRSDP(o.) eut lieu le 22 juin 1910, soit le lendemain de la publication du rapport des sympathisants « *Etroits* » du BRSDP(t.s.) réunis à la Maison du Peuple. Cette fois-ci, le discours de Rakovsky fut moins triomphaliste, mais plus décidé et plus factuel. Il ne s'est pas limité à énumérer les principales causes qui ont motivé le BRSDP(o.) à boycotter le Congrès de Sofia. Il a proposé en fait tout un programme concret de l'action socialiste, en confirmant que celui-ci pouvait s'avérer acceptable également pour les « *socialistes étroits* ». Il déclara que le futur Congrès « *subissait de plus en plus d'amputations* » [8, p. 17]. A l'ordre du jour de ce programme structuré, on retrouve des sujets brûlants de l'évolution future des nations slaves comme, par exemple, la question de la Macédoine qui a toujours influencé les relations entre la Bulgarie et la Serbie ou le problème aigu que pose à la Russie la perspective de l'autonomie polonaise. Or le programme du Congrès ne consacre pas un mot à la menace réelle qui pèse sur les nations slaves du Sud à travers l'expansion de l'Autriche-Hongrie, qui a déjà envahi la Bosnie et la Herzégovine [8, p. 18]. Pour ces raisons, le futur Congrès Slave sera « *hypocrite et à double visage* », disait Rakovsky. A son avis, le boycott ne pouvait plus rien y changer, sauf manifester officiellement la position négative des socialistes vis-à-vis du Congrès Slave.

Après avoir analysé les causes qui ont conduit les socialistes bulgares et lui-même à intervenir personnellement contre la convocation du Congrès Slave à Sofia, Rakovsky est passé au commentaire de certains aspects du programme progressiste au sein du mouvement néoslaviste. Il déclara en particulier que, hormis les devoirs dictés par les urgences du moment, le néoslavisme pose la question qui est au centre des préoccupations de tous les social-démocrates de la péninsule. Rakovsky intitula cette question « *La compréhension mutuelle dans les Balkans* » [8, p. 25]. Il affirmait que, à la différence du néoslavisme, la doctrine marxiste hissait ce problème des Balkans à un niveau qualitatif complètement nouveau. La social-démocratie définit en effet comme son principal devoir la constitution d'une union des Balkans, non sur la base d'une

communauté raciale mais en tenant compte des intérêts nationaux, sociaux et politiques réels propres aux différentes nations balkaniques. Quand bien même nous devrions renoncer à essayer de résoudre ce problème compliqué et revenir au néoslavisme, continua Rakovsky, nous ne pouvons pas ignorer la différence entre « *les vieux slavophiles* » et « *les néoslavistes* ». « *Lorsque nous [les socialistes – M. L.] réfléchissons seulement sur la lutte de ces deux courants, nous ne pouvons pas rester indifférents et ressentons plus de sympathie avec le néoslavisme* » [8, p. 31].

De cette façon, Rakovsky a réussi à formuler dans son discours la position des « *Unifiés* » du BRSDP(o.) à l'égard du néoslavisme. Il expliqua le facteur qui a provoqué le soutien des socialistes au boycott démocratique du Congrès Slave. Enfin – et ce qui est le plus important – il a montré la direction que pouvait prendre le futur engagement socialiste dans les Balkans. Le *Rabotnitchesky viestnik* publiait également des réflexions sur les perspectives d'évolution du mouvement social-démocrate dans la région, qu'il limitait exclusivement à la possibilité d'unification du « *prolétariat balkanique* », indispensable pour mener à bien le combat « *contre le capitalisme interne et externe* » [23]. Cette phrase a *de facto* anéanti les tentatives de Rakovsky pour faire collaborer le BRSDP(t. s.) et le BRSDP(o.). En réalité, ce qui ressort du dernier discours de Rakovsky, les « *Unifiés* » insistaient non pas sur la lutte des classes ni sur une expansion socialiste immédiate dans la péninsule, mais sur le processus de démocratisation et d'unification des nations balkaniques, en vue de résoudre des problèmes accumulés d'ordre social et politique.

La campagne de protestation musclée, dirigée contre la réunion du Congrès Slave à Sofia, a eu un retentissement important tant en Bulgarie qu'à l'étranger. Malgré sa popularité, le Comité civique intervint assez tardivement et n'eut que peu d'influence sur la tenue du Congrès. Ouvert par K. Kramar au Théâtre national le 24 juin 1910 [24, p. 381], le Congrès Slave de Sofia s'est tenu pendant cinq jours et s'est terminé le 28 juin 1910. La polémique avec le BRSDP(t. s.) des « *Etroits* » quant à la participation de Rakovsky au Comité civique eut pour ce dernier un impact surprenant. Un mois avant le Congrès de la Deuxième Internationale, lorsque les « *Etroits* » se sont rendus compte que la campagne pour la réunification du mouvement socialiste dans le pays montait de nouveau en puissance, ils se sont attaqués à Rakovsky, en pointant sa

participation à la protestation massive contre le Congrès Slave. De toute évidence, les « *Etroits* » souhaitaient compromettre sérieusement Rakovsky à la veille du Forum de Copenhague.

Dans un article publié dans le *Rabotnitchesky viestni* à la fin du mois de juillet 1910, Rakovsky fut accusé d'avoir troublé la discipline du parti, d'avoir abandonné la tactique socialiste officielle, puis de s'être placé finalement du côté du BRSDP(o.). A l'heure actuelle, non seulement Rakovsky ne favorise pas, avec ce parti « *petit-bourgeois* », la prétendue réunification des forces socialistes, mais il provoque au contraire des situations conflictuelles au sein du BRSDP(t.s.) des « *socialistes étroits* » [25]. Ces accusations portées contre Rakovsky étaient extrêmement sérieuses. Ainsi, il n'est pas étonnant que quelques semaines plus tard, la rédaction du *Rabotnitchesky viestnik* ait fait paraître sa lettre de défense. Dans cette lettre qui peut être à juste titre considérée comme un appel public à l'attention des « *Etroits* » du BRSDP(t.s.), Rakovsky fait part de sa volonté de parvenir à une réunification du parti et répond ouvertement à toutes les accusations qui ressortent de l'article publié le 26 juillet. D'après lui, le document publié par le parti « *condamne ... sa participation au rassemblement contre le Congrès Slave* » [26]. *Mais de quel droit le parti peut-il le juger si c'est bien ce parti lui-même qui est coupable de la rupture au sein du mouvement socialiste ? Le parti ne peut pas donner alors "des leçons de discipline"* ». Ce n'est que dans les conditions d'une véritable unité interne qu'il est possible de coordonner les activités concrètes avec la politique générale du parti. A ce moment, « *je peux vous assurer* » – écrit Rakovsky – « *que j'aurais pris ces remarques sur la discipline de façon bien différente* » [26].

Ainsi se termina la polémique autour du Congrès Slave. Rakovsky espérait que la campagne contre le Congrès conduirait à réunir en fin de compte les mouvements socialistes du pays. Or ces espoirs furent déçus. La raison de cet échec tient au fait que les deux fractions bulgares, tout en refusant toutes deux la tenue du Congrès, avaient des motivations fort divergentes pour le critiquer. En même temps, la participation de Rakovsky au boycott du Congrès des Slaves a constitué une démonstration du changement de son attitude par rapport à la stratégie socialiste. Tout en s'opposant sur le plan théorique aux principes réformistes, il devint partisan – dans la pratique – de la nécessité d'attirer les

mouvements social-démocrates afin de résoudre les devoirs pressants qui incombent à la social-démocratie.

Déjà pendant la campagne contre la réunion du Congrès Slave, Rakovsky a donné des preuves du caractère particulier de sa position politique. Celle-ci consistait dans l'accomplissement d'efforts importants pour favoriser une transformation radicale sur la base du modèle démocratique occidental, mais tout en restant dans le cadre exclusif de la doctrine socialiste.

Cette contradiction a effectivement empêché Rakovsky de mener jusqu'au bout ses activités « *d'unificateur* » en Bulgarie. Elle a également été une des causes principales de sa défaite et de sa mort tragique en URSS.

## Sources

- [1] Z.S. Nenacheva, « Sofiiskiy s'ezd neoslavistov 1910. Podgotovka, khod, rezoultaty » (Le Congrès des néoslavophiles de Sofia en 1910. Préparatifs, déroulement, résultats.). *Sovetskoïe slavianovedenie*, 1978, N°5, pp. 29-40.
- [2] *Tchekhy, Slovaky i néoslavisme 1898-1914* (Les Tchèques, les Slovaques et la néoslavophilie de 1898 à 1914), Moscou, Naouka (Science), 1984, p. 239.
- [3] V.A. D'iaikov, « Istoritcheskies soudby slavianskoï idei s drevneïchikh vremen do 1918 goda » (La destinée historique de l'idée slave jusqu'en 1918), *Istoria, Kultura, Ethnographia i folklore slavianskikh narodov* (L'histoire, la culture, l'ethnographie et le folklore des nations Slaves), XIème Congrès international des Slavophiles, Moscou, 1993, pp. 146-158.
- [4] *Slavianskie s'ezdy XIX -XX* (Les Congrès Slaves des XIXème et XXème siècles), Articles réunis, Moscou : ISB RAN, 1994, 328 p.
- [5] R. Manafova, « *Kultura i politika. Blgaria v navetcherieto na Balkanskata voïna* » (La culture et la politique. La Bulgarie à la veille de la guerre des Balkans), Sofia, Naouka i isskoustvo (Science et Arts), 1987, 217 p.
- [6] E. Lazarova, « BRSDP(t. s.) i slavianskiat sbrot 1910 » (Le BRSDP(t.s.) et le Congrès Slave de 1910). *Izvestia na Instituta po istorii na BKP* (Bulletin de l'Institut de l'histoire du Parti communiste bulgare), Sofia, 1988, T. 61, pp. 117-135.
- [7] E.K. Trifonova « K. Rakovsky i slaviansky s'ezd v Sophii (1910) » (K. Rakovsky et le Congrès Slave de Sofia en 1910) in *Totalitarizm i*

- antitotalitarnye dvijenja v Bolgarii, SSSR i drougykh stranakh Vostotchnoi Evropy (20-80 gody XX veka)* (Le totalitarisme et les mouvements anti-totalitaires en Bulgarie, l'URSS et autres pays de l'Europe de l'Est des années vingt à quatre-vingt du XXème siècle), Kharkov, 1995, T. 2, pp. 431-438.
- [8] K. Rakovsky, « Slavïanofilstvo i sotsialisme. Dve retchi proizneseny na 20 i 22 youni v Narodnia Dom po sloutchaï cvikaneto na slavaïanskia sbor » (La slavophilie et le socialisme. Deux discours du 20 et 22 juin à la Maison du peuple au sujet du Congrès Slave), Sofia, Napred, 1910, 32 p.
- [9] P.A. Koulakovski, « Slavïansky siezd v Sophii » (Le Congrès Slave à Sofia), *Slavïanskie izvestia*, 1910, N°6, pp. 395-467.
- [10] « Pismo do M. V. Krisovsky 27 maïa 1910 » (La lettre du M. V. Krisovsky du 27 mai 1910), *Ts. D. A. na Republika Blgaria (Ts. P. A.)* [Ts. D. A. na Republika Blgaria (Ts. P. A.) = Tsentralen Drjaven Arkhiv na Repoublika Blgaria (Tsentralen Partien Arkhiv) = Les archives centrales de la République de Bulgarie. Les archives centrales du parti.], M. F. 849, 16 p.
- [11] J. Damïanova, « Blgarakata socialdemokratsia i Vtoriat Internatsional. Anotirana bibliographia na dokoumenty v tchoujdestranni arkhivi i bibliotheki (1908-1912) » (La social-démocratie bulgare et la Deuxième Internationale. Bibliographie annexée des archives et des bibliothèques étrangères (1908-1912)). *Izvestia na Instituta po istorii na BKP* (Bulletin de l'Institut de l'histoire du Parti communiste bulgare), Sofia, 1988, T. 59, pp. 236-270.
- [12] *Kambana*, 15 juin 1910.
- [13] K. Rakovsky, « Slavïanofilsky Blf » (Le bluff slavophile), *Kambana*, 16 juin 1910.
- [14] K. Rakovsky, « Prvo napomnouvanie » (Le premier appel), *Kambana*, 17 juin 1910.
- [15] K. Rakovsky, « Tekhnite sophismy », *Kambana*, 18 juin 1910.
- [16] « Néoslavisme » in *Rabotnitchesky viéstnik*, 4 juin 1910.
- [17] « Slavïanskiat sbor » (Le Congrès Slave), in *Rabotnitchesky viéstnik*, 16/1910.
- [18] D. Blagoïev, G. Kyrkov, « Slavïanskiat sbor i rabotnitsite » (Le Congrès Slave et les ouvriers) Sofia, *Les archives du parti socialiste*, 1910, p. 30.
- [19] K. Rakovsky, « Slavïanskiat sbor i sotsialisme » (Le Congrès Slave et le socialisme), *Kambana*, 19 juin 1910.

- [20] « Slavïanskiat sbor i sotsialdemokratsiaïata » (Le Congrès Slave et la social-démocratie), *Rabotnitchesky viéstnik*, 21 juin 1910.
- [21] N.A. Berdïaev, *Istoki i smysl rousskovo kommounisma* (Les sources et le sens du communisme russe), Moscou : Naouka (Science), 1990, 221 p.
- [22] G. Gatchev, *Natsionalnye obrazy mira. Obchtchie voprosy : roussky, bolgarsky, kirgizsky, grouzinsky, armïansky* (Les images des nations du monde. Les questions Russe, Bulgare, Kirghize, Géorgienne, Arménienne), Moscou : Sovietsky pisatel (l'Écrivain soviétique), 1988, 446 p.
- [23] « Ponatatkt », *Rabotnitchesky viéstnik*, 30 juin 1910.
- [24] K.D. Berbenko, « Slavïanskïe sïezdy v Sophii » (Les Congrès Slaves de Sofia), *Slavïanskïe izvestia*, 1910, N°4, pp. 380-386.
- [25] « Dnechnite borby na rabotnitcheskata klasa » (La lutte actuelle de la classe ouvrière), *Rabotnitchesky viéstnik*, 26 juillet 1910.
- [26] « Edno oproverjenie na Drouga K. Rakovskovo » (Une réfutation concernant le camarade K. Rakovsky), *Rabotnitchesky viéstnik*, 18 août 1910.

## Auteur

M.V. Lobanova porte le titre de Candidat des sciences de l'histoire et enseigne à l'Institut culturel d'Etat à Kharkov (Section de recherche théorique et de muséologie).

## Résumé

L'article de M. V. Lobanova sur « L'attitude de Kristïou Rakovsky à l'égard du Congrès Slave de Sofia en 1910 ».

La participation de K. Rakovsky à la campagne de protestation des forces de gauche contre la convocation du Congrès Slave à Sofia en 1910 a révélé les particularités de sa position politique, de sa tendance à soutenir les réformes démocratiques en cours dans le pays et de sa conviction inébranlable dans la justesse de l'idéologie marxiste. Ces différentes positions personnelles propres à Rakovsky ont constitué la cause de l'échec de sa propagande en faveur de la réunification des forces socialistes bulgares. Rakovsky insista sur l'idée de réunification lors du boycott du Congrès. Non seulement ses efforts furent vains, mais en plus ils provoquèrent une critique aiguë de la part du parti social-démocrate radical de Bulgarie (le BRSDP(t. s.)).

## *Documents*

**C'est en janvier 1980 que la petite équipe de chercheurs de l'Institut Léon Trotsky a découvert à la Houghton Library de Harvard, dans les papiers de Trotsky, une correspondance entre Trotsky et son fils Ljova Sedov. Il s'agissait de la constitution d'un groupe d'anciens « capitulards » revenant à l'Opposition sous la direction d'Ivan Nikititch Smirnov et de la formation en cours, à son initiative, d'un Bloc des Oppositions, les contacts du même Sedov avec Smirnov (revenu à l'opposition, écrit-il au Secrétariat international et son envoyé Holzman).**

C'est par des articles des *Cahiers Léon Trotsky* et une communication à un congrès mondial d'historiens que Pierre Broué a fait connaître cette découverte et montré le lien direct qu'il y avait entre cette affaire et le premier procès de Moscou dans la vague duquel allaient périr ou avaient déjà péri la plupart des hommes engagés dans le Bloc des Oppositions. Il en a également parlé dans sa biographie de Trotsky publiée chez Fayard. Double événement que ce retour à l'Opposition de gauche d'anciens qui l'avaient reniée mais aussi démonstration que l'opposition à Staline était la cause des procès de Moscou et non le résultat de hasard de la folie sanguinaire de Staline.

Pierre Broué aime à faire remarquer à ses amis le silence assourdissant fait autour de la découverte des chercheurs de l'ILT, le fait que les auteurs qui ont écrit après lui n'en parlent pratiquement jamais. Trois exceptions cependant : **Oleg V. Naoumov** et **J. Arch Getty** dans leur livre sur la Terreur et **Vadim Z. Rogovine** dans celui sur 1937, citent non seulement l'affaire, le « bloc » et les contacts avec Trotsky mais les travaux de Broué.

Et voilà que nous venons de découvrir en lisant l'excellent *Staline* de **Jean-Jacques Marie** qu'il fait partie des 99% d'historiens de la Russie stalinienne qui ou ne connaissent pas l'histoire du bloc des oppositions de Smirnov et Holzman ou font comme s'ils ne le connaissaient pas. Il écrit en effet :

« L'arrestation à la mi-mai [1936] d'un personnage peu connu, Holtzmann, donne une impulsion nouvelle à la préparation du procès. Ce Holtzmann avoue avoir servi d'intermédiaire en 1931 entre Trotsky et Ivan Smirnov, l'ancien trotskyste repentí redevenu opposant au début de 1931. Staline apprend alors qu'en 1932, un bloc d'opposition était formé qui peut renaître à tout instant<sup>1</sup>. Il décide de l'écraser préventivement en le dénonçant comme une entreprise terroriste et d'espionnage qui aurait transmis des renseignements à la Gestapo en Allemagne ».

De même le bloc en question n'est pas mentionné avec les groupes d'opposition de 1932. Nous aurions voulu que Pierre engage dans nos colonnes une discussion avec Jean-Jacques. Il ne l'a pas voulu et nous a suggéré de publier le texte officiel de la commission spéciale qui a proposé au temps de la *perestroïka* de reconnaître l'innocence des accusés du groupe Smirnov au premier procès, Smirnov, lui-même, Ter-Vaganian, notamment. En réalité, les textes qui suivent sont un découpage astucieux destiné à dissimuler l'essentiel, une opposition réelle, tout en reconnaissant l'innocence des accusés. La vérité est quelque part entre ces versions.

---

1. Non seulement le fait était signalé dans de nombreux rapports policiers, mais Safarov en avait parlé en témoignant en public ! C'était en... 1935. Staline ne peut pas l'avoir appris à la mi-mai 36 !

## De la Commission du Politburo du Comité central du PCUS

### **A propos du « groupe contre-révolutionnaire trotskyste d'I.N. Smirnov, V.A. Ter-Vaganian, E.A. Préobrajensky et autres »**

*La IIème session de la Commission du Politburo du Comité central du PCUS, tenue le 29 mai 1990, s'est réunie pour réexaminer les documents relatifs aux répressions des années 30-40, début des années 50. Dans le compte rendu publié en 1990 dans le N°9 du présent bulletin, la Commission s'est penchée sur la question de la réhabilitation de la « partiïnost »<sup>1</sup> ou l'esprit du parti, des personnes appartenant au « groupe contre-révolutionnaire trotskyste de I.N. Smirnov, V.A. Ter-Vaganian, E.A. Préobrajensky et autres ». Le présent N°9 du bulletin rapporte les conclusions de la Commission centrale de contrôle du PCUS, de l'Institut du marxisme-léninisme auprès du Comité central du PCUS, de la Prokuratura de l'URSS et du KGB de l'URSS.*

Le « groupe contre-révolutionnaire trotskyste de I.N. Smirnov, V.A. Ter-Vaganian, E.A. Préobrajensky et autres » constitua un des grands sujets des procès politiques des années trente. Les personnes dont le groupe porte le nom, faisaient partie de la souche de vieux bolcheviks qui ont participé de façon très

---

1. La *partiïnost* = l'esprit du parti.

active aux événements révolutionnaires. Assumant de hauts postes de responsabilité dans l'appareil du Parti ou de l'Etat, ils avaient souvent leur mot à dire à propos des voies et des méthodes de la construction socialiste, et soutenaient à ce sujet la position de L.D. Trotsky.

Né en 1881 à Riazan dans une famille de paysans, **Ivan Nikitovitch Smirnov** est entré au parti en 1899. A cause de son activité révolutionnaire à Moscou et à Saint-Petersbourg, il a souvent été une cible de la répression tsariste. Après la révolution de février, Smirnov contribua à l'établissement du pouvoir soviétique en Sibérie. Entre 1918 et 1921, il était membre du Soviet militaire révolutionnaire uni de la République, du Front de l'Est, de sa 5ème division de l'Armée et secrétaire du Comité révolutionnaire de Sibérie (le *Sibrevkom*). De 1921 à 1922, I.N. Smirnov travaillait comme secrétaire du Comité de Pétrograd du Parti communiste russe bolchevik (le PCR(b)), secrétaire du Bureau du Nord-Ouest du Comité central du PCR(b) ; adjoint du secrétaire du Comité soviétique national (le *Sovnarkom*) du Nord-Ouest. En 1922-1923, il assura les postes de Président-adjoint et de membre de la Présidence<sup>1</sup> du VSNKh<sup>2</sup> de la RSFSR et de l'URSS (organe d'Etat pour l'économie nationale). Entre 1923 et 1927, il travailla au Comité national (le *Narkom*) des postes et des services télégraphiques de l'URSS. Au IXème Congrès du Parti, I.N. Smirnov fut élu membre du Comité central ; aux VIIIème et Xème Congrès, il devint candidat du Comité central du PCR(b)<sup>3</sup>. Dans le débat sur la théorie et dans la lutte idéologico-politique des années vingt, Smirnov soutint les idées de l'opposition. Il signa la « *Déclaration des 46* » en 1923<sup>4</sup> et la « *Déclaration des 83* » en 1927.

Le 11 novembre 1927, à la session de la commission moscovite de contrôle rattachée au Parti communiste bolchevik de Russie (le VKP(b))<sup>5</sup>, chargée d'apprécier le travail personnel d'I. N. Smirnov, celui-ci est intervenu en

---

1. Le Présidium

2. Le VSNKh = *v.s.narodnovo khoziaïstva* = organe de l'économie d'Etat (NdT).

3. Le PCR(b) = le Parti communiste révolutionnaire (bolchevik) (en russe le RKP(b) = *Rousskaïa comunistitchéskaïa partia bolchevikov*) (NdT).

4. *Izvestia du C.C. du PCUS*, 1990, N°6, pp.189-193, note de rédact.

5. Le VKP(b) = *Vsesoiouznaïa kommunisticheskaïa partia bolchevikov* = le Parti communiste bolchevique de Russie (NdT).

critiquant le culte de la personnalité qui commençait à s'affirmer. Smirnov n'a pas épargné **Staline**. Il déclara :

« Ni dans notre parti, ni dans notre pays, ne se trouve la personne capable de remplacer **V.I.[Lénine]**<sup>1</sup>. Ni **Trotsky**, ni **Zinoviev**, ni Staline ne sont capables d'assumer ce rôle. Je réalise que personne, au sein du parti, ne peut remplacer V.I. Par conséquent, nous devons collectivement travailler de sorte à créer des conditions susceptibles de faciliter notre situation à tous. V.I. a lui-même bien montré que Staline ne pouvait pas créer de telles conditions. C'est la raison pour laquelle nous avons soulevé la question de la succession. Je connais Staline depuis bien plus longtemps que vous : nous avons été ensemble en exil à Narym. Il ne peut pas créer des conditions propices au fonctionnement d'une direction collégiale ».

Le XVème Congrès du Parti a exclu I.N. Smirnov du parti en tant que « *membre actif de l'opposition trotskyste* ». Suite à la déclaration du 31 décembre 1927 de l'OGPU<sup>2</sup>, Smirnov fut envoyé en exil pour trois ans. En mai 1930, le Collège du Comité central du Parti communiste l'a rétabli dans son statut de membre du parti, au moment où le pouvoir a fait officiellement part d'une liquidation réussie de l'opposition. Par la suite, entre 1929 et 1932, Smirnov travailla à la tête du trust « Saratovkom-Baïnstroï », puis devint directeur de l'établissement du Comité national<sup>3</sup> de l'industrie lourde de l'URSS.

Le 14 janvier 1933, Smirnov fut arrêté. Le Collège du Parti du Comité central du VKP(b) l'a immédiatement exclu du parti. Sur la base de la déclaration collégiale de l'OGPU du 16 avril 1933, Smirnov a été emprisonné pour cinq ans. Pendant qu'il purgeait sa peine, on l'a mis en cause au sujet du dénommé « *centre anti-soviétique trotskyste-zinoviéviste uni* »<sup>4</sup>. Le 24 août 1936, le Collège militaire du Tribunal Suprême de l'URSS décida d'augmenter sa sanction : le lendemain, I.N. Smirnov fut fusillé. Le 9 juin 1988, le Collège militaire du Tribunal Suprême de l'URSS a annulé les Déclarations du Collège de l'OGPU en dates du 31 décembre 1927 et du 16 avril 1933, relatives à la cause de Smirnov, pour motif d'absence de preuve des dits délits. Le 13 juin

---

1. V.I. Lénine (NdT).

2. L'OGPU = police d'Etat (NdT).

3. Le *Narkomat* = Comité national, équivalent du ministère (NdT).

4. *Izvestia du C.C. du PCUS*, 1989, N°8, pp.78-94, note de rédact.

1988, le Plénum du Tribunal Suprême de l'URSS a annulé la Décision du Collège militaire du 24 août 1936.

Fils de paysan, **Ter-Vaganian Vagarchak Arutounovitch** est né en 1893 à Karchevan en Arménie. Entré au Parti à Bakou en 1912, il déménagea deux ans plus tard à Moscou. En 1917, il assurait des fonctions de secrétaire du Comité moscovite du POSDR<sup>1</sup>. Durant la guerre civile, Ter-Vaganian représentait le Comité central exécutif de Russie (le VTsIK)<sup>2</sup> et le Comité central du Parti ; travaillait au Soviet de Moscou, au comité du Parti communiste russe bolchevik (le RKP(b)) d'Ivanovo-Voznessensky. Rédacteur du journal *Sous le signe du marxisme* entre 1922 et 1923, il dirigeait conjointement la section de propagande du Comité du parti du district de Zakavkaz et participait activement à la lutte idéologique au sein du parti. En 1923, Ter-Vaganian signait la « *Déclaration des 46* » et, en 1927, la « *Déclaration des 89* ».

Le XVème Congrès du Parti exclut V.A. Ter-Vaganian du parti pour motif « d'activités trotskystes ». Dès janvier 1923, il fut envoyé d'abord à Byïsk, puis à Kazan. Après avoir signé, en octobre 1929, l'engagement de quitter l'opposition, il fut rétabli dans ses fonctions par le Collège du parti de la Commission centrale de contrôle du Parti communiste bolchevik de Russie (leVKP(b)) le 9 juin 1930. Il travailla ensuite comme conseiller scientifique auprès de l'*Institut K. Marx et F. Engels*. Arrêté le 15 janvier 1933, Ter-Vaganian fut envoyé à Semipalatinsk pour trois ans, puis exclu du parti. Après plusieurs tentatives de convaincre le Comité central et la Commission centrale de contrôle auprès du VKP(b), il finit par être réintégré au parti en octobre 1934. Il travailla ensuite à la rédaction du journal *La Nouvelle Rouge*, en édition de « *L'Industrie légère* ».

Le 22 mai 1935, le Collège du parti de la Commission du contrôle politique (le KPK<sup>3</sup>) auprès du Comité central du Parti communiste bolchevique

1. Le RSDRP(b) = *Rousskaïa sotsial-demokraticheskaïa rabotchia partia bolchevikov* = le Parti ouvrier social-démocrate (bolchevik) de Russie (en français, le POSDR), (NdT)

2. Le VTsIK = *Vserossiïsky tsentralny ispolnitelny komitet* = Comité exécutif central de Russie.

3. Le KPK = probablement *Komitet politicheskovo kontrolia* = une commission de contrôle politique (NdT).

de Russie (le VKP(b)) a exclu Ter-Vaganian, pour la troisième fois, pour sa « participation à l'œuvre contre-révolutionnaire trotskyste ». Quelques jours après la Réunion extraordinaire de la NKVD<sup>1</sup> de l'URSS, Ter-Vaganian a été envoyé pour cinq ans à Aktioubinsk. Il a déjà été arrêté le 3 juillet 1936, accusé de participer au « centre anti-soviétique trotskyste-zinoviéviste uni ». Le collège militaire du Tribunal suprême de l'URSS a prononcé la sentence le 24 août 1936. Ter-Vaganian fut fusillé le lendemain. L'assemblée plénière du Tribunal Suprême de l'URSS du 13 juin 1988 a annulé cette décision, pour cause d'absence de preuve contre Ter-Vaganian. Les Décisions du Collège de l'OGPU et de la NKVD<sup>2</sup> de l'URSS relatives aux peines d'exil de Ter-Vaganian de 1928, 1933 et 1935 ont fait également l'objet d'annulation.

**Evguénii Alexéïevitch Préobrajensky** est né en 1886 à Bolkhov dans le district d'Orlovsk, dans une famille de prêtre. Entré au parti en 1903, Préobrajensky dirigea des activités révolutionnaires à Bolkhov, Briansk et Orl et participa à l'insurrection armée de Moscou en 1905. Travaillant en Oural entre 1906 et 1908, il intégra le Comité du parti à Permsk, puis fut élu candidat délégué à la Conférence du parti à Tammerforsk. Entre 1911 et 1917, E.A. Préobrajensky menait des activités du parti en Sibérie et fut plusieurs fois persécuté par le régime tsariste. Après la Révolution de février, il est devenu président du Soviet des ouvriers et des soldats à Tchitinsk. Il devint député du VIème Congrès du Parti ouvrier social-démocrate (bolchevik) de Russie (le RSDRP(b)). Après s'être battu dans la guerre civile en Oural, Préobrajensky travailla ensuite au sein du Comité national d'éducation populaire (le *Narkompross*<sup>3</sup>) et au Comité national de finance (le *Narkomfin*<sup>4</sup>) de la RSFSR. Il était également membre de la Comacadémie<sup>5</sup> et participa à la conférence internationale de Genuiez en 1922. Entre 1924 et 1927, Préobrajensky était le Président-adjoint du *Glavkomtseskom*<sup>6</sup>. Candidat au VIème Congrès de la

---

1. La NKVD, héritière de l'OGPU (police d'Etat) (NdT).

2. Organe collégial de police d'Etat (NdT).

3. Le *Narkompross* = *Narodny komitet prosvechtchenia* = Comité national d'éducation populaire (NdT).

4. Le *Narkomfin* = *Narodny komitet finansov* = Comité national de finance (NdT).

5. *Comacadémie* = Académie communiste (NdT)

6. Le *Glavkomtseskom* = Comité central de ?

RSDRP(b), membre du Comité central au IXème Congrès du Parti communiste russe bolchevik (le RKP(b)), E.A. Préobrajensky a été nommé secrétaire du Comité central du parti entre 1920 et 1921.

E.A. Préobrajensky est connu essentiellement pour ses nombreux travaux scientifiques en matière économique. En collaboration avec **N.I. Boukharine**, E.A. Préobrajensky a écrit l'ouvrage, populaire en son temps, nommé *ABC<sup>1</sup> du communisme*. Préobrajensky était également membre de la rédaction principale de la Grande encyclopédie soviétique. Au sujet des questions théoriques et pratiques de la construction socialiste, Préobrajensky a élaboré une position personnelle particulière, qu'il présenta dans les débats du parti.

Par la décision de la Présidence du Comité central du Parti communiste bolchevik de Russie (le VKP(b)) en date du 13 octobre 1927, E.A. Préobrajensky a été exclu du parti pour avoir « *organisé une typographie illégale anti-parti, en collaboration avec les intellectuels bourgeois sans parti* ». En janvier 1928, E.A. Préobrajensky a été envoyé à l'organisation de planification de la ville d'Ouralsk. Entre 1929 et 1930, il travaillait à Kazan au Gossplan de la République Tatar ACCR. L'été 1929, E.A. Préobrajensky, **K.B. Radek** et **I.T. Smilga** ont adressé au Comité central du Parti communiste bolchevik de Russie (le VKP(b)) une lettre dans laquelle ils faisaient publiquement part de leur scission avec L.D. Trotsky, sur les plans idéologique et organisationnel.

Après sa réintégration dans les rangs du VKP(b) en janvier 1930, E.A. Préobrajensky travailla comme Président-Adjoint à la section régionale du Plan (le *Kraiplan*<sup>2</sup>) à Nijny Novgorod, comme président de la Commission d'experts d'Angleterre, et membre du Collège du Comité national d'industrie légère (le *Narkomlegprom*<sup>3</sup>) de l'URSS. Arrêté en janvier 1933, E.A. Préobrajensky fut d'abord envoyé au Kazakhstan pour trois ans, conformément à la Déclaration du Collège de l'OGPU en date du 26 janvier 1933. Le Collège du parti du Comité central du VKP(b) l'a exclu du parti, avant de le réintégrer aussitôt. Arrêté une fois de plus le 20 décembre 1936 par les organes de la NKVD, E.A. Préobrajensky a été exclu du parti en tant qu'« agent contre-révolutionnaire »,

---

1. “*Azbuka kommounizma*” = littéralement “l’alphabet du communisme”; traduit également par “l’abécédaire du communisme” (NdT).

2. Le “*Kraiplan* » = section du plan du district, soumise au Gossplan (NdT).

3. Le “*Narkomlegprom* » = Comité national de l’industrie légère (NdT).

par la décision collégiale de la Commission centrale de contrôle auprès du Comité central du Parti communiste bolchevik de Russie (le VKP(b)) le 5 février 1937. Le 13 juillet 1937, le collègue militaire du Tribunal Suprême de l'URSS a décidé d'augmenter sa peine : E.A. Préobrajensky fut fusillé le jour même.

Par décision du 22 décembre 1988, le Tribunal Suprême de l'URSS a annulé la décision du Collège militaire du Tribunal Suprême de l'URSS en date du 13 juillet 1937 et a rendu caduque l'inculpation de Préobrajensky, pour motif d'absence de preuve. Conformément au Décret de la Présidence du Soviet Suprême de l'URSS en date du 16 janvier 1989, la Déclaration du Collège de l'OGPU du 26 janvier 1933 fut également annulée.

Au fond, la construction de l'ouvrage délictueux du dénommé « *groupe contre-révolutionnaire trotskyste de Smirnov, Ter-Vaganian, Préobrajensky et autres* », reposait en effet sur l'analyse des lettres et des déclarations de I.N. Smirnov, adressées, de son exil, aux organes centraux. Dans ces lettres, Smirnov blâmait ses activités oppositionnelles et demandait à être réintégré au parti.

Dans la pratique, Smirnov discutait du contenu de ses textes avec d'autres personnalités, exilées comme lui, et accusées de trotskysme. En juin 1929, les exilés ont reçu de la part de Smirnov une lettre dans laquelle ce dernier écrit :

« La majorité d'apparatchiks du parti, qui ont donné un coup de main pour nous envoyer en exil, vont s'opposer féroceement, à l'éventualité de notre réintégration au parti. Je me doute que de nombreux "idéologues de parti" vont se délecter à écouter nos autocritiques. Malgré leur résistance, nous devons rentrer au parti, même si, en toute honnêteté, nous ne partageons pas la ligne générale... Je considère cela comme indispensable ; toutefois, je tiens à connaître votre position. Lorsque je recevrai vos propres opinions sur la question, par télégraphe de préférence, j'en tiendrai compte et m'efforcerai de vous répondre. Il nous faut surtout travailler ensemble avec les cadres et je considère que, en revenant au parti, nous pouvons faire énormément pour la classe ouvrière. Jugez, puis décidez. De L. Dav. <sup>1</sup>, je ne sais rien. J'ai lu son premier article et sa déclaration à l'attention des ouvriers russes. Je considère comme erroné de se faire publier dans la presse bourgeoise ; je crois qu'il ne le referra plus jamais. Je suis persuadé qu'il réussira à réunir la "gauche" de la Comintern. Dans notre déclaration commune, nous devons

---

1. L.D. Trotsky (réd.).

montrer que la peine d'exil de L.D. Trotsky a été une erreur et que malgré des répressions extrêmes qu'il a dues subir, Trotsky demeure fidèle au communisme ».

Le 20 juillet 1929, E.M. Iaroslavsky soumit à Staline le télégramme d'I.N. Smirnov, au contenu suivant : « *Je demande l'autorisation de venir à Moscou pour communiquer ma déclaration. Smirnov* ». Iaroslavsky demanda à soumettre cette déclaration au Politburo. Suite à cela, le 22 juillet 1929, la Commission centrale de contrôle du Parti communiste bolchevik de Russie (le VKP(b)) envoya à Smirnov la réponse suivante : « *Le Comité central considère que vous pouvez envoyer le texte de votre déclaration par la poste ou par télégraphe* ». Le projet de cette déclaration, élaboré par Smirnov, fut alors présenté à la Commission centrale de contrôle du VKP(b).

« Je considère comme indispensable de faire savoir au Comité central du VKP(b) et à tous mes collaborateurs dans l'opposition, que je trouve juste la ligne du parti, adoptée dans la construction de l'industrie, du sovkhoze et du kolkhoze, et que j'estime comme indispensable de la soutenir et de la réaliser dans la vie pratique. En fait, la question du rythme de l'industrialisation constitue le principal sujet de désaccord entre l'opposition et le parti. L'acceptation du Plan quinquennal, et la prise de décision sur le volume et la nature des travaux de première importance qui doivent être menés en premier lieu, conduisent progressivement à dissoudre le désaccord originel. Cela exige que chaque prolétaire révolutionnaire mette en œuvre toute son énergie au service de la réalisation commune.

Je considère comme incontournable de soutenir avec la plus grande vigueur chaque pas du gouvernement entrepris en faveur du développement démocratique du parti – qui constitue une question de la plus haute importance en ce moment –, chaque pas du gouvernement qui vise à combattre la bureaucratie à tous les niveaux de l'appareil d'État, des syndicats professionnels<sup>1</sup> et du parti.

Le régime répressif qui s'appliquait à la fraction d'opposants a renforcé à l'extrême la lutte interne du parti et a rendu pénible l'expression de toute opinion indépendante. Au nom de la consolidation du parti, il est de mon devoir d'informer le gouvernement qu'il est urgent et d'extrême importance de procéder à l'annulation des 58 articles de répression policière, d'exils forcés, de mises en isolement, afin de pouvoir alléger le processus d'unification du parti.

Je pense que la ligne générale adoptée par le parti est juste et que les désaccords appartiennent désormais au passé... Il est grand temps de favoriser la renaissance à différents niveaux de l'appareil. Le développement de la démocratie interne et la croissance de la capacité d'action de la classe ouvrière, peuvent favoriser ce

---

1. Les "profsoïouzy" = unions professionnelles (NdT).

mouvement de renaissance... Il est indispensable de mettre fin à toute activité "sous-terrain" et illégale, et d'exprimer désormais ses opinions dans le cadre des règles constitutives du parti.

Sur la base de ce qui précède, j'enlève ma signature de tous les "*documents fractionnistes*" et demande à être réintégré au parti. Je fais appel à tous les camarades, pour qu'ils mettent fin à leurs hésitations et reviennent au parti. Je ne doute pas que le parti puisse trouver le moyen pour faire revenir dans ses rangs tous les membres de l'opposition, de l'ouvrier jusqu'à L.D. Trotsky lui-même, dont le destin est intimement lié à celui de toute la classe ouvrière... ».

En respectant les recommandations ci-dessus mentionnées, ce projet de déclaration a du être retravaillé par I.N. Smirnov et V.A. Ter-Vaganian, avant d'être soumis à la Commission centrale du contrôle du parti le 30 avril 1929. Prenant connaissance de cette nouvelle version, E.M. Iaroslavsky conclut :

« Dans sa forme actuelle, la présente déclaration ne répond pas aux besoins du XVème Congrès. En réalité, cette déclaration ne repose nullement sur une condamnation de l'activité fractionniste des trotskystes. Il n'y a pas un seul mot pour renoncer à la plate-forme trotskyste. Enfin, non seulement cette déclaration ne prend pas définitivement la distance vis-à-vis de Trotsky, mais elle le défend ouvertement... ».

Ainsi, le document fut retravaillé une nouvelle fois et signé conjointement par I.N. Smirnov et **M.S. Bogouslavsky**<sup>1</sup> le 1er octobre 1929.

« Nous, soussignés, déclarons juste la ligne du parti. Nous considérons que le plan quinquennal d'investissement, adopté par la XVème Conférence et actuellement en cours de réalisation dans le parti, répond entièrement aux intérêts du développement socialiste. Ensemble avec le parti, nous considérons comme absolument juste la politique déployée dans les campagnes, fondée sur la directive léniniste suivante : "*Savoir gagner le consensus de la paysannerie moyenne, ne pas relâcher ne serait-ce qu'une minute la lutte anti-koulak, en s'appuyant fondamentalement sur la classe des paysans pauvres*"<sup>2</sup>". Le danger principal menaçant la construction socialiste vient du sommet koulak qui règne dans la campagne. Nous soutenons absolument la lutte anti-koulak, menée par le parti. La construction des kolkhozes et des sovkhoses constitue le chemin décisif de la

---

1. A cette époque, exclu du parti par le XVème Congrès du VKP(b), M.S. Bogouslavsky était le Président-Adjoint de la Commission de planification du district de Sibérie. (Réd.)

2. Les "*biedniaki*" = paysans pauvres (NdT).

construction socialiste de l'économie nationale et de la victoire sur le capitalisme agraire.

Nous soutenons de façon inconditionnelle le gouvernement dans sa lutte contre les "droitiers", dont nous redoutons la résurgence sous de multiples formes. Nous considérons de façon inconditionnelle comme absolument juste la ligne de la Comintern axée sur la lutte contre les éléments opportunistes, et qui recentre le caractère de la lutte des classes au sein de la politique générale du parti communiste. Notre énergie à l'appui, nous allons soutenir chaque pas du gouvernement entrepris dans la lutte contre la bureaucratie du parti, des appareils d'Etat soviétique et des syndicats professionnels.

Arrêtant définitivement toute activité "fractionniste", nous condamnons toute tentative visant à rétablir un parti concurrent. Nous annulons nos signatures dans tout document émanant de la plate-forme ou d'autres sources, et prions le Comité central et la Commission centrale de contrôle de nous réintégrer dans les rangs du parti. Ensemble, avec le parti et la classe ouvrière nous irons affronter les obstacles et les difficultés qui se trouvent sur le chemin de la construction socialiste, et nous battre contre tous ceux qui voudraient nuire à cette dernière ».

I.N. Smirnov et M.S. Bogouslavsky, le 1er octobre 1929

Le 9 octobre 1929, E.M. Iaroslavsky a remis cette déclaration à **I.P. Tovstoukha** pour la transmettre à Staline et au Politburo du Comité central du VKP(b). La déclaration a été envoyée à l'OGPU à l'attention du chef de la Section secrète, **I.S. Agranov**, pour que – comme le démontrent les événements postérieurs – tous les signataires de la déclaration soient mis sous surveillance policière. A son tour, la Commission centrale de contrôle du VKP(b) a demandé à I.N. Smirnov et M.S. Bogouslavsky de modifier la déclaration, en y ajoutant des éléments qui concourent à condamner rigoureusement et sans compromis L.D. Trotsky, et qui prennent la distance par rapport aux idées trotskystes.

Suite à cela, la dernière version de la déclaration signée par I.N. Smirnov et M.S. Bogouslavsky le 27 octobre 1929, incluait la proclamation suivante :

« Condamnant sévèrement l'activité exercée par L.D. Trotsky, qui s'exprime clairement au travers de ses écrits dans la presse bourgeoise et qui se manifeste dans ses tentatives de fonder une organisation indépendante, réunissant des groupes oppositionnels étrangers, nous déclarons d'avoir rompu tout lien avec lui. Nous considérons que ses activités nuisent au parti et au gouvernement soviétique ».

Une partie importante des anciens opposants, qui étaient en train de purger leurs peines en exil, se sont joints à la présente déclaration. Des faits indéniables

montrent que la collecte des signatures a été manipulée et mise sous le contrôle des autorités de la Commission centrale de contrôle du VKP(b) et de l'OGPU. Les choses étaient organisées de la façon suivante. Sur la demande de E.M. Iaroslavsky, un certain **D.V. Verjblovsky** a été envoyé à Léninegrad, pour s'occuper de la collecte des signatures. Des années auparavant, ce D.V. Verjblovsky avait collaboré avec les organes policiers de l'OGPU-NKVD<sup>1</sup>, afin de « lutter contre l'antisoviétisme », disait-il. Il organisait dans son appartement des rencontres, que les rapports de l'OGPU qualifiaient de « réunions contre-révolutionnaires » et qui lui permettaient de fournir des données compromettantes sur tous les participants.

L'exemple suivant illustre bien cette pratique. Arrêté dans « la clause » du « groupe de I.N. Smirnov », A.S. Lioubitch écrit dans sa déclaration adressée à la Commission centrale de contrôle du VKP(b) le 7 juillet 1933, « qu'autrefois, il se retrouva à une soirée dans l'appartement de R. Ioudine, où l'on a trinqué à la santé de Trotsky ». Un autre document de l'OGPU concernant **I.S. Radine (Zingermann)**, arrêté lui aussi pour la même raison à la même époque, disait :

« ... Radine avait prévenu les trotskystes que Ioudine était un informateur de l'OGPU et qu'il fallait s'en méfier ».

Tout cela témoigne d'une seule chose : pratiquement tout le cercle des sympathisants trotskystes a été étroitement surveillé par l'OGPU. Ainsi, des « dossiers compromettants » sur I.N. Smirnov et d'autres anciens opposants s'accumulaient dans les archives du parti et de l'OGPU. Un rapport de la section politique secrète de l'OGPU, parvenu à Staline en janvier 1933, disait

« qu'au cours des années 1930 et 1931, de nombreux trotskystes qui s'étaient joints à la déclaration de I.N. Smirnov, avaient refusé la tactique d'attente et préféraient rétablir leurs activités illégales dans le milieu ouvrier. Sur la base de ces délits, nous avons liquidé, en cours de nos opérations, un certain nombre de groupes des compagnons de I.N. Smirnov ».

Dans la nuit du 26 au 27 août 1932, l'OGPU a arrêté à Léninegrad, dans un premier temps, le collaborateur du centre « *Lentramvai* », **M.I. Ivanov**. Celui-ci avait signé en 1927 la « *Déclaration des 83* », puis, quittant l'opposition et souhaitant réintégrer le parti, il s'est joint à la déclaration de I.N. Smirnov et M.S. Bogouslavsky datée du 13 janvier 1930. Une note de la Section politique

---

1. La NKVD, puis l'OGPU, étaient des structures de police d'Etat. (NdT.)

secrète de l'OGPU, parvenue le 28 mai 1932 à la Commission centrale de contrôle du VKP(b), mentionne :

« il semble que M.N. Ivanov, de retour d'exil, ait commencé à rassembler à Léninegrad les anciens trotskystes de tendance orthodoxe, et qu'il ait été un des initiateurs de la renaissance du centre trotskyste illégal ».

La preuve de cette accusation consiste dans l'aveu de **G.O. Nojnisky**, qui déclare le 4 décembre 1932 :

« Ce printemps, dans une soirée chez Mebel, M.N. Ivanov nous a montré le Tome XXI des *Œuvres* de Lénine<sup>1</sup>, dans lequel figure un résumé succinct du discours prononcé par le camarade Staline à la réunion du Comité central en janvier 1918. M.N. Ivanov "désigna le responsable" en la personne du camarade Staline qui avait fait, d'après lui, une erreur à propos de Brest »<sup>2</sup>.

Ce genre de données – issues des rapports d'agents secrets et des documents de dénonciation, eux-mêmes visiblement fondés sur des rumeurs et des suppositions – a donné naissance à une organisation aux branchements larges, profondément enracinée dans la conspiration trotskyste, structurée autour de I.N. Smirnov. Cette prétendue organisation possédait des filiales à l'Extrême Est, à Léninegrad, Kharkov, Kiev, Gorky, Rostov-sur-le-Don et autres villes au travers du pays. Ses groupes infiltraient le Gosplan<sup>3</sup>, la Commission nationale pour l'industrie lourde et autres organes de l'Etat. Les faits ainsi raccourcis ont constitué l'essence du rapport, fabriqué par les organes de l'OGPU à l'attention de Staline en janvier 1933. Nous avons déjà fait mention de ce rapport qui, en constituant leur « fondement », inaugura des répressions dirigées contre I.N. Smirnov et ses compagnons de pensée. Ce rapport affirmait, en particulier :

---

1. Il s'agit plus exactement du Tome XXII. Cf. Lénine, *Œuvres*, 3ème éd., Tome XXII, 1917-1918. (Réd.)

2. Le compte rendu protocolaire du discours de V.I. Lénine sur la guerre et la paix à la réunion du Comité central du RSDRP(b), prononcé le 24 (11) janvier 1918 et publié dans le Tome XXII des *Œuvres* de Lénine, indique : « Lénine montre son désaccord avec ses compagnons de pensée comme Staline et Zinoviev, à propos de certaines parties » (p. 202). A cet endroit du texte, figure une note : « I.V. Staline a déclaré à la réunion du Comité central en date du 24 (11) janvier: "A l'Occident, il n'y a pas de mouvement révolutionnaire, des faits manquent, il n'y a qu'un certain potentiel, et le potentiel, nous ne pouvons pas nous permettre de compter avec" ». (p. 600). (Réd.)

3. Organe central de planification (NdT).

« Parmi les ex-trotskyistes, qui avaient auparavant renoncé publiquement à leur appartenance au mouvement d'opposition, il y a un groupe qui attire particulièrement l'attention. Guidé par Ivan Nikitich Smirnov, ce groupe compte, d'après nos sources, plus de deux cents anciens trotskystes. Ce groupe constitue le noyau organisationnel et idéologique du mouvement trotskyste. Pour pouvoir quitter l'exil et les centres d'isolement, ces trotskystes ont entrepris des manœuvres, en faisant croire qu'ils quittaient l'opposition, et ont aussitôt renouvelé leurs activités contre-révolutionnaires. Le groupe de Smirnov commença à se former au moment où ce dernier a rendu publique sa résolution de quitter l'opposition, signée avec M. Bogouslavsky » (i. e. en octobre 1929).

D'après plusieurs sources, les principaux « créateurs » de la cause du « *groupe contre-révolutionnaire trotskyste de I.N. Smirnov, T.V. Ter-Vaganian, E.A. Préobrajensky et autres* », étaient en réalité les secrétaires du collège de la Commission centrale de contrôle du VKP(b), à savoir E.M. Iaroslavsky et **M.F. Chkiriátov**, l'adjoint du chef de l'OGPU **G.G. Iagoda**, le chef de la section politique secrète de l'OGPU **G.A. Moltchanov**, son adjoint **G.S. Louchkov** et bien d'autres personnes.

La colonne vertébrale du groupe dit « de Smirnov » se composait essentiellement des signataires de la Déclaration datée du 27 octobre 1929 de I. N. Smirnov et M.S. Bogouslavsky, ou de personnes de l'entourage proche de I.N. Smirnov. Ainsi, jugé dans cette cause, et refusant la légalité de la sanction prononcée à son égard, **K.I. Grunstein** écrivit à Staline dans une lettre du 24 juillet 1933 :

« Comment pouvais-je supposer – voire même simplement concevoir – que mes rencontres avec Smirnov durant cette année 1932 à Moscou, motivées par notre vieille amitié du front, serviront de motif à mon inculpation par l'OGPU. J'ai été arrêté par la police au moment même où j'étais entièrement pour le parti, du côté de sa direction et désirais seulement réparer mon erreur ».

**D.M. Tankhilévitch**, jugé également au sujet du « groupe de I.N. Smirnov », écrivait dans sa déclaration du 24 septembre 1929, adressée au Comité central de l'URSS et à la Commission centrale de contrôle auprès du Comité central de l'URSS :

« Au début de l'année 1930, j'ai quitté l'opposition, en joignant ma voix à la dernière déclaration de loyauté existante en ce moment. Par coïncidence, c'était celle de I.N. Smirnov. Cette coïncidence m'est devenue fatale : je fus injustement accusé par la suite d'être un membre actif de cette fraction... ».

Après avoir préparé le terrain à son intervention, les organes de l'OGPU ont procédé à des arrestations massives, dont ils ont fait part à Staline dans le rapport mentionné plus haut. La simple existence de « la cause » suffit, à elle seule, sans la moindre intervention de la Prokuratura, à justifier l'arrestation de 86 personnes, sans compter I.N. Smirnov, V.A. Ter-Vaganian et E.A. Préobrajensky. Il s'agit des personnes suivantes :

**Altaïev Yakov Youliévitch**, né en 1906, Juif, membre du parti depuis 1922, directeur de l'Usine centrale expérimentale de Moscou.

**Archavsky Vladimir Grigoriévitch**, né en 1896, Juif, membre du parti depuis 1915, Directeur-Adjoint de l'usine « *Oufakotlostroï* ».

**Aoussem Vladimir Christianovitch**, né en 1879, Allemand, membre du parti de 1899 à 1927, directeur de l'unité de chimie de l'Institut sanitaire et bactériologique d'Orl.

**Baranov Rouvim Issakovitch**, né en 1903, Juif, sans-parti, ingénieur en électronique de l'usine « *Orgenergo* » de Moscou.

**Belévitch Iossif Petrovitch**, né en 1903, Biélorusse, membre du parti de 1925 à 1928, chef du secteur mécanique de l'Institut central de construction aviatique de Moscou.

**Beliaev Matveï Alexandrovitch**, né en 1888, Russe, membre du parti depuis 1912, directeur adjoint du VNII de Moscou.

**Bespalov Michaïl Semenovitch**, né en 1902, Juif, sans-parti, membre du Bureau central pour la reconstruction de la liaison postale du *Narkomat*<sup>1</sup>.

**Bliskavitsky Noï Markovitch**, né en 1883, Juif, entré au parti en 1920, Directeur-Adjoint de l'Usine N°24 de Frounze à Moscou.

**Bolotnikov Semen Ossipovitch**, né en 1899, Juif, membre du parti depuis 1924, directeur de la section moscovite de l'usine « *Soïouzkalia* ».

**Bronstein Lev Iossifovitch**, né en 1899, Juif, membre du parti depuis 1918, professeur d'économie politique à l'Institut de mathématiques et de mécanique de Moscou.

**Vassiliev Michaïl Petrovitch**, né en 1897, Russe, membre du parti de 1919 à 1926, économiste de l'Usine automobile de Moscou nommée « *Staline* ».

---

1. Le *Narkomat* = comité national, équivalent du ministère (NdT).

- Ventskous Pavel Hyppolitovitch**, né en 1899, Letton, membre du parti de 1918 à 1928, chercheur à l'Institut de recherche pétrolière d'Etat de Moscou.
- Verjblovsky Dmitry Vladimirovitch**, né en 1901, Juif, membre du parti de 1918 à 1921, économiste de l'Institut hydrologique et d'électricité « *Hydroelektroproekt* » de Moscou.
- Gaievsky Dmitry Semenovitch**, né en 1897, Russe, membre du parti depuis 1919, directeur de l'usine « *Mossoblkoopstroï* ».
- Ginzbourg Lev Grigoriévitch**, né en 1895, Juif, membre du parti depuis 1917, assistant du directeur de l'Usine pétrolière « *Grozneft* » de Grozny.
- Glan-Globus Benjamin Borissovitch**, né en 1898, Juif, membre du parti de 1919 à 1927, peintre de l'usine « *Mettaloostroïproekt* » de Moscou.
- Glouskina Anna Arkadijevna**, née en 1895, Juive, membre du parti de 1917 à 1929, collaboratrice de la rédaction du journal « *Tekhnik* » (*Technicien*) de Moscou.
- Golodets Moisseï Hilliardovitch**, né en 1897, Juif, membre du parti depuis 1917, chef du secteur d'espionnage géologique « *Soïouz gologorozvedky* » de Moscou.
- Grintchenko Matveï Lvovitch**, né en 1890, Juif, membre du parti depuis 1918, chef du secteur de la Banque d'Etat de l'URSS, la « *Gossbanka* ».
- Groubina Anna Vladimirovna**, née en 1901, Juive, sans-parti, sans emploi, vivant à Moscou.
- Grunstein Karl Ianovitch**, né en 1886, Lithuanien, membre du parti de 1904 à 1927, Directeur-Adjoint de l'Usine N° 39 de Menjinsky à Moscou.
- Dmitriev Mikhaïl Pavlovitch**, né en 1895, Juif, membre du parti depuis 1919, chef de l'Institut central de distribution du NKPS<sup>1</sup> de l'URSS.
- Dovjik-Brover Esfer Borisovna**, née en 1899, Juive, membre du parti de 1919 à 1928, femme au foyer, séjournant à Moscou.
- Epikhine Sergei Sergéievitch**, né en 1898, Russe, membre du parti de 1919 à 1932, adjoint du responsable du secteur de l'industrie du sucre à l'Institut central de science et de recherche de l'Union à Moscou.

---

1. Le NKPS = *Narodny komitet pichtchevovo snabjenia* = Comité national de distribution alimentaire. (NdT).

- Zeltzer-Rokhina Mirra Grigorievna**, née en 1896, Juive, membre du parti de 1919 à 1928, Directrice-Adjointe de l'Institut régional de Moscou pour la formation professionnelle des pédagogues.
- Silberstein Boris Moisséievitch**, né en 1902, Juif, membre du parti depuis 1922, assistant du chef du trust de Construction de l'arrondissement « *Lénine* » à Moscou.
- Ivanov Mikhaïl Nikolaievitch**, né en 1895, Russe, membre du parti de 1919 à 1927, collaborateur du trust « *Lentramavaï* » de Léningrad.
- Ivachkine Vassily Vassiliévitch**, né en 1898, Russe, membre du parti de 1918 à 1928, tourneur de l'usine « *Kautchouk* » de Moscou.
- Kozlovsky Tcheslav Metchislavovitch**, né en 1904, Polonais, candidat au parti de 1927 à 1928, ancien économiste à l'Institut de science et de recherche pour les matières organiques et les colorants de Moscou.
- Konstantinov Andreï Andréievitch**, né en 1901, Russe, membre du parti de 1917 à 1928, collaborateur de la rédaction de la *Krestianskaïa gazeta*<sup>1</sup> de Moscou.
- Krassavine Mikhaïl Iliitch**, née en 1903, Juif, membre du parti depuis 1921, responsable de la section de la planification économique de « *Mejdounarodnaïa kniga*<sup>2</sup> » de Moscou.
- Kraskine Elizabeta Isidorovna**, née en 1901, Juive, sans-parti, secrétaire de direction de « *Voengiz* » de Moscou.
- Kouzmine Mikhaïl Konstantinovitch**, né en 1901, Russe, membre du parti de 1925 à 1927, Directeur-Adjoint de « *Gosszelenstroï* » à Samar.
- Lavout Maria Samoïlovna**, née en 1904, Juive, membre du parti depuis 1924, secrétaire de la cellule du parti du Combinat alimentaire de Moscou.
- Levitan Gutman Naftolevitch**, né en 1897, Juif, membre du parti de 1917 à 1928, chef de la section de construction du Transsibérien à Svobodno.
- Letounov Valérian Vassiliévitch**, né en 1898, Russe, membre du parti depuis 1920, collaborateur du Musée des sciences des régions de Moscou.
- Livchitz Boris Solomonovitch**, né en 1897, Juif, membre du parti depuis 1915, responsable de la section NII du commerce extérieur à Moscou.

---

1. *Krestianskaïa gazeta* = Magazine de la paysannerie (NdT).

2. « *Mejdounarodnaïa kniga* » = « Livre international » (NdT).

**Lipenzone Semen Matvévitch**, né en 1905, Juif, membre du parti depuis 1923, directeur de l'Institut industriel du conseil d'arrondissement de Bauman à Moscou.

**Litvinov Vassily Akakievitch**, né en 1894, Russe, membre du parti de 1917 à 1927, directeur technique de la section des machines de l'Usine électrique de Moscou.

**Lochtchénov Ivan Ivanovitch**, né en 1902, Russe, membre du parti depuis 1920, directeur du Bureau de la distribution de l'Usine d'aviation N°31 à Taganrog.

**Lioubitch Abram Semenovitch**, né en 1903, Juif, membre du parti depuis 1920, Directeur-Adjoint de la direction de planification économique de *Narkomat* des sovkhozes de blé et d'élevage de l'URSS.

**MalŽiev Igor Alexandrovitch**, née en 1904, Russe, candidat au parti de 1925 à 1928, écrivain-journaliste à Moscou.

**Mekler Naoum Iossifovitch**, né en 1895, Juif, membre du parti de 1919 à 1927, journaliste à Moscou.

**Mirimovitch Yakov Mikhaïlovitch**, né en 1901, Juif, membre du parti depuis 1917, chef du secteur de transport à l'Institut de science et de recherche de Moscou.

**Miagkova Tatiana Ivanovna**, née en 1897, Russe, membre du parti de 1919 à 1927, directeur de la Direction centrale de l'industrie du tracteur auprès du *Narkomat* de l'industrie lourde de l'URSS.

**Nevjinsky Alexandre Alexéievitch**, né en 1898, Ukrainien, membre du parti depuis 1919, responsable de la section économique de l'Institut d'Etudes à Moscou.

**Nikolaïev Nikolai Ilïitch**, né en 1895, Russe, membre du parti depuis 1914, Directeur-Adjoint de la Direction centrale de l'industrie du tracteur auprès du *Narkomat* de l'industrie lourde de l'URSS.

**Nojnitsky Grigory Ossipovitch**, né en 1900, Juif, membre du parti depuis 1920, responsable de la section de planification économique « *Knigotsentr* » à Moscou.

**Oganessov, Achot Vartazarovitch**, né en 1904, Arménien, sans-parti, inspecteur de la section de transformation de « *Electrocombinat* » à Moscou.

- Okoudjava Nikolaï Stepanovitch**, né en 1891, Géorgien, membre du parti de 1911 à 1927, chef de la section de planification de « *Soïouztorf* » à Moscou.
- Okhotnikov Iakov Ossipovitch**, né en 1897, Juif, membre du parti depuis 1918, chef de l'Institut d'Etat pour la conception des usines d'aviation à Moscou.
- Palatnikov Naoum Abramovitch**, né en 1896, Juif, membre du parti de 1919 à 1932, chef adjoint de la Section financière du *Narkomat* de la République de Russie.
- Pereverzev Petr Vladimirovitch**, né en 1885, Russe, membre du parti depuis 1904, assistant du chef de la construction du Transsibérien à Svobodno.
- Polonsky Semen Meérovitch**, né en 1908, Juif, sans-parti, ingénieur de la section des normes de l'Usine de machines d'élévation à Moscou.
- Poliakov Veniamine Moisséevitch**, né en 1900, Juif, membre du parti de 1919 à 1932, secrétaire-adjoint du conseil central de l'Union des électeurs de l'URSS.
- Popov Vassily Filipovitch**, né en 1897, Russe, membre du parti de 1924 à 1927, serrurier de l'Usine N°24 de Frounze à Moscou.
- Rabinson Samuel Grigoriévitch**, né en 1892, Juif, membre du parti depuis 1919, directeur du trust de tramway à Moscou.
- Radine (Zingermann) Issak Solomonovitch**, né en 1894, Juif, membre du parti depuis 1917, responsable plénipotent pour l'industrie lourde du *Narkomat* de l'URSS dans la région centrale de Volga.
- Rafail (Farbman) Rafail Borissovitch**, né en 1893, Juif, membre du parti depuis 1910, chef de la section du trust « *Metallom* » à Moscou.
- Reitman David Lazarevitch**, né en 1900, Juif, sans-parti, chef de l'Usine des machines agricoles de Lioubereztz.
- Sadovsky Lazar Yakovlevitch**, né en 1899, Juif, membre du parti de 1919 à 1928, directeur de l'usine « *Krasny Proletary* »<sup>1</sup> à Moscou.
- Saminsky Monia Zalmanovitch**, né en 1907, Juif, sans-parti, directeur adjoint de « *Kinomekhanoprom* » de Moscou.

---

1. « *Krasny Proletary* » = « Prolétaire rouge »

**Safonova Alexandra Mikhaïlovna**, née en 1897, Russe, membre du parti de 1917 à 1928, inspecteur de la Construction du Transsibérien à Svobodno.

**Sakhnovsky Rafail Natanovitch**, né en 1898, Juif, membre du parti de 1919 à 1932, chef de l'inspection auprès du chef de la Construction du Transsibérien à Svobodno.

**Seliverstov Prokhov Filipovitch**, né en 1895, Russe, membre du parti depuis 1917, serrurier de l'Usine N° 25 à Moscou.

**Senatskaia Elizabeta Mikhaïlovna**, née en 1902, Russe, sans-parti, ancienne chercheuse de la section d'industrie du poisson auprès de l'Institut de science et de recherche de l'Union.

**Simbirsky Abram-Nikolaï Effimovitch**, né en 1906, Juif, membre du parti de 1926 à 1927, professeur à l'Institut pédagogique régional de Moscou.

**Smirnova Olga Ivanovna**, née en 1907, Russe, sans-parti, ingénieur de l'Usine d'Etat de métaux colorés de Koltchougine.

**Sorkina Maria Rafaïlovna**, née en 1900, Juive, membre du parti de 1924 à 1927, économiste de l'Usine de freinage à Moscou, sans emploi depuis novembre 1932.

**Stolova Frida Davidovna**, née en 1904, Juive, membre du parti de 1929 à 1931, assistante du conseiller juridique de la Ts. A. G. I. de Moscou.

**Tankhilevitch Alissa Markovna**, née en 1897, Juive, sans-parti, directrice adjointe des Laboratoires de physique chimie auprès des Hautes études d'ingénieur de Moscou.

**Tankhilevitch Olga Markovna**, née en 1900, Juive, membre du parti de 1920 à 1928, chercheuse auprès de l'Institut de science et de recherche de bibliographie scientifique à Moscou.

**Tolmatcheva Militsa Ivanovna**, née en 1897, Russe, membre du parti de 1917 à 1928, économiste de l'Union des équipements communaux de Moscou.

**Oufimtsev Nikolaï Ivanovitch**, né en 1888, Russe, membre du parti depuis 1906, membre du collège et Directeur-Adjoint de la Direction principale d'industrie chimique auprès du *Narkomat* d'industrie chimique de l'URSS.

- Fishman Boris Naoumovitch**, née en 1896, Juif, membre du parti de 1929 à 1931, ancien économiste de « *Moszakoupkhhleb*<sup>1</sup> ».
- Frid Moïsseï Yakovlevitch**, né en 1907, Juif, sans-parti, collaborateur de la rédaction du journal *Union, coopération, commerce* de Moscou.
- Khotimskaïa Lioubov Samouilovna**, née en 1900, Juive, sans-parti, comptable de l'Usine N°1 du trust « *Mosbelie* » de Moscou.
- Tchagovsky Aron Davidovitch**, né en 1901, Juif, candidat au parti depuis 1928, ouvrier de « *Daljedorstroï* », puis sans emploi, séjournant à Moscou.
- Chabion Alexandre Mikhaïlovitch**, né en 1896, Juif, membre du parti depuis 1917, professeur à l'Institut d'apprentissage de l'Union des éditions littéraires d'Etat de Moscou.
- Schreiber Leonid Nikolaevitch**, né en 1899, Juif, membre du parti depuis 1918, secrétaire du Comité pour la standardisation auprès de la STO de l'URSS.
- Steinberg Elena Grigorievna**, née en 1904, Juive, sans-parti, secrétaire technique du collectif de travailleurs de la collectivité nationale « *Dzerjinsky* » de Moscou.
- Chour Raïssa Yossifovna**, née en 1907, Juive, sans-parti, économiste de « *Soïouzazot* » de Moscou.
- Esterman Issac Semenovitch**, né en 1901, Juif, membre du parti de 1921 à 1928, responsable-adjoint de la Construction du Transsibérien de Svobodno.
- Iougov Mikhaïl Semenovitch**, né en 1901, Juif, membre du parti depuis 1918, chef du groupe de mécanisation auprès du Gosplan de l'URSS.
- Iaitchnikov Anatoly Leontievitch**, né en 1903, Russe, membre du parti de 1921 à 1928, serrurier de l'usine « *Orgmetall* » de Moscou.
- Iatzek Vladimir Kouprianovitch**, né en 1899, Polonais, membre du parti de 1917 à 1926, employé de la section de Léningrad nommée « *Gipromeza* ».

Parmi les personnes arrêtées, 36 étaient déjà membres du parti et une au point d'être intégrée ; 35 étaient des ex-membres du parti et 2 étaient des candidats refusés auparavant ; 15 personnes étaient des sans-parti. 13 personnes

---

1. « *Moszakoupkhhleb* » = littéralement « Institut d'achat de blé de Moscou ».

ont intégré le parti avant la Révolution d'octobre de 1917, 44 pendant la révolution et la guerre civile, 17 pendant la NEP (1921-1928). Ils étaient directeurs agricoles, ingénieurs ou techniciens, économistes, médecins, professeurs de lycées techniques, écrivains, journalistes, ouvriers. Parmi les personnes arrêtées, nombreuses furent celles qui avaient participé à la lutte interne du parti, notamment pendant les années 1926-1927, et soutenaient à l'époque les positions de L.D. Trotsky.

Comme le régime despotique fondé par Staline et son appareil étouffait sévèrement la démocratie du parti, toute expression de pensée différente était perçue comme une menace et énervait les permanents du parti. La plupart des membres de la direction voulaient tracer la ligne du parti par la force, non au moyen de la réconciliation des différences, mais en chassant du parti tous ceux qui n'étaient pas d'accord et qui avaient des doutes quelconques. A ce titre, le XVème Congrès du VKP(b) avait décidé d'exclure du parti – en tant que « activistes d'opposition trotskyste » – I.N. Smirnov, V.A. Ter-Vaganian, V.Kh. Aoussem et d'autres personnes.

Ainsi furent exclus du parti tous les communistes qui avaient le moindre lien avec l'opposition : ceux qui ont signé la « Déclaration des 83 », ceux qui se sont exprimés – en public ou au sein d'un cercle d'amis – en faveur de propositions concurrentes, proches dans leur esprit de celles de Trotsky. Les formules toutes faites ont servi à justifier l'exclusion du parti de tous ceux qui ont été arrêtés dans la « cause » du « groupe de Smirnov » entre 1926 et 1932. Parmi les formules accusatoires, on retrouve : « l'activité fractionniste de séparatisme », « l'organisation de travail fractionniste », « le travail de fractionnisme actif visant à ronger l'unité du parti », « l'activité trotskyste de provocation », etc.

Suite aux décisions adoptées par le XVème Congrès du parti, la plupart des accusés ont lancé des appels individuels, dans lesquels ils informaient de leur départ des plate-formes de l'opposition et priaient pour être réintégrés au parti. Grâce à ces appels, le Comité central de contrôle du VKP(b) a réhabilité et réintégré au parti 35 personnes au total. Or la véritable raison de cette réintégration a été la nécessité de maintenir les effectifs budgétés dans les cellules du parti.

Toutefois, sans prendre en considération la raison « budgétaire », toutes les personnes arrêtées ont été accusées de participer au « *groupe illégal contre-révolutionnaire trotskyste* », qui s'était fixé le but de reconstruire une organisation trotskyste secrète, au moyen d'une tactique double. « *Celle-ci devait lui permettre d'infiltrer le parti, l'Etat et la direction de l'économie nationale, pour organiser et réunir des éléments contre-révolutionnaires et anti-parti, tout en espérant de donner vie à un mouvement contre-révolutionnaire* ». En plus des accusations plus graves, les personnes furent incriminées pour avoir entretenu des contacts avec les trotskystes exilés, réprimés pour « *activités contre-révolutionnaires* », comme en particulier Kh.G. Rakovsky<sup>1</sup>. Elles furent accusées de diffuser des « *documents illégaux contre-révolutionnaires, édités par des trotskystes exilés* », œuvrant pour « *discréditer la direction du parti et l'URSS* ».

Parmi des preuves matérielles de la « *culpabilité* », des « *intentions délictueuses* », l'enquête a dénombré les faits suivants : « *la correspondance des personnes inculpées avec les trotskystes en exil, la possession des articles et des lettres de L.D. Trotsky sur la période de 1928 à 1931 par I.N. Smirnov, V.A. Ter-Vaganian et N.I. Oufimtsev, des extraits de la presse étrangère retrouvés chez N.M. Bliskavitsky, deux photos de L.D. Trotsky confisquées chez Y.M. Mirimovitch, 34 copies à la machine à écrire du Testament de V.I. Lénine, des anciens bulletins trotskystes archivés chez V.D. Stolova, et même une première version de l'essai sur le Kombaïnostroï de Saratovsk, rédigé avec des instructions de Smirnov et qui inclut des propositions trotskystes* ». La culpabilité des personnes incriminées fut confirmée lors de la saisie des « *dix manuscrits secrets et des notes de V.I. Lénine, cachés chez Kozlovsky avec l'intention des trotskystes de ne pas les remettre à l'Institut de Lénine ; une note de Djerzinsky et un télégramme secret rédigé par Trotsky à l'attention de Lénine sur la prise de Kazan* ». Hormis les documents déjà cités, il n'y a pas eu d'autres preuves matérielles, qui pourraient témoigner de l'existence d'une organisation illégale, de quelques intentions dirigées contre le parti ou antisoviétiques, capables de compromettre les personnes arrêtées.

---

1. Kh.G. Rakovsky se trouvait à ce moment-là en exil à Barnaoul. Réd.

Pour la majorité absolue des accusés, les arrestations ont été une surprise totale. Les personnes arrêtées ont seulement eu en commun d'avoir joint leur signature, entre 1929 et 1930, à la Déclaration de I.N. Smirnov et M.S. Bogouslavsky, faisant part de leur renonciation au travail dans l'opposition. Ils assumaient tous en toute honnêteté leur poste de travail et ne s'intéressaient à aucune activité d'opposition ou de fractionnisme.

L'enquête policière révèle d'ailleurs elle-même que la dite « *opposition* » n'était nullement un phénomène de contestation de « *l'esprit du parti* » ; qu'elle ne nuisait aucunement à la tradition démocratique du parti ou aux normes léninistes de la vie du parti. Au contraire, de nombreux anciens opposants se sont sincèrement engagés pour le soutien de la politique générale conduite par Staline et ses partisans. Sans toutefois contester la vérité de la ligne du parti décidée au sujet de l'industrialisation et de la collectivisation de l'économie nationale, seuls quelques uns, y compris I.N. Smirnov, exprimaient des doutes à propos de la légitimité des méthodes violentes largement répandues et de la manière dont elles furent justifiées en politique officielle. Ils s'exprimaient en particulier sur la pertinence de la nomination de Staline au poste de secrétaire général du Comité central, en se référant au respect d'un des points mentionnés dans le Testament de Lénine.

A peu près tous les accusés démentaient catégoriquement le droit de qualifier leurs opinions de contre-révolutionnaires et *a fortiori* leur prétendue participation à la constitution d'une organisation terroriste de conspirants. Par exemple, I.S. Radine (Zingermann), se refusant d'admettre l'accusation portée contre lui, écrit dans une déclaration le 14 mars 1933, à l'attention du Comité central du VKP(b) et du collègue de l'OGPU :

« Mon accusation pour motif d'appartenance à un quelconque groupe dit "de Smirnov" me paraît absolument incompréhensible. Durant les dernières trois ou quatre années, je n'ai pas rencontré une seule fois I.N. Smirnov et ne pouvais donc pas avoir la moindre conversation avec lui. J'ai appris l'existence d'un tel groupe dans la Déclaration de la Commission centrale du contrôle ».

Dans le même sens, dans sa déclaration du 20 juillet 1933 adressée au Présidium de la Commission centrale du contrôle du VKP(b), **M.S. Lavout** affirme :

« Je n'ai jamais rien su de l'existence du "groupe de Smirnov", dans lequel on m'a inclu, alors je ne l'ai jamais pu connaître personnellement. La première fois que j'ai entendu parler de ce groupe, c'était de la bouche de l'enquêteur, lorsque j'étais assis sur le banc à l'OGPU ».

Le 20 février 1933, la Commission centrale du contrôle a obtenu une déclaration de protestation de la part de V.A. Ter-Vaganian au contenu suivant :

« Croyant qu'il y avait un énorme malentendu, j'attendais avec grande impatience l'appel du Collège du parti de la Commission centrale du contrôle. Quel était mon choc, lorsque j'ai appris dans le cabinet de Moltchanov la décision prise pour m'exclure du parti. Ma surprise fut d'autant plus grande quand j'ai pris connaissance de la raison de cette exclusion. On y affirmait que j'entretenais des liens avec le groupe dirigé par I.N. Smirnov. Parmi les points composant mon accusation, celui-ci était de caractère purement politique, et avec les autres s'apparentait à une pure invention... C'est seulement dans le cabinet de Moltchanov que j'ai été informé de l'existence du "groupe" dirigé par Smirnov. Au cours des trois dernières années, j'ai effectivement discuté plus d'une fois avec I.N. Smirnov de la politique, mais je ne me souviens d'aucune fois qui pourrait me faire croire à l'existence d'un tel groupe. Bien au contraire, plusieurs fois j'ai pu constater que I.N. Smirnov se passionnait pour la construction, que son esprit s'épanouissait avec les succès des plans quinquennaux et qu'il défendait sincèrement et consciencieusement les positions du parti. Ayant rompu tout lien avec les "fractionnistes", je n'ai gardé qu'un cercle bien déterminé de personnes que je connais depuis des années. Me séparer d'elles a été difficile, d'ailleurs je n'y voyais aucune nécessité politique, tant notre amitié portait le caractère purement personnel ».

S'exprimant sur des points d'accusation, Ter-Vaganian écrit :

« Ces accusations contredisent d'une façon étrange la réalité même et sont politiquement injustifiées, préfabriquées à la hâte. Le dédain inouï de leur fond prouve leur évidente inconsistance logique ».

De surcroît, Ter-Vaganian réfutait sa culpabilité par l'argumentaire suivant :

« Sur quelques questions précises, je ressentais autrefois des doutes qui se sont habituellement dissipés en cours du processus d'apprentissage profond de la construction socialiste ».

Refusant les accusations injustes, il soulignait :

« Lorsque j'étais d'avis radicalement différent, sans le cacher, je l'ai clamé haut et fort, en me confiant au parti. Personne ne peut me coincer en disant que pendant

les vingt ans que je suis au parti, j'ai fait quelque chose à l'encontre de ma conscience et de mes convictions ».

Arrêté lui aussi dans la cause du « groupe de Smirnov », **M.A. Beliaev** s'adresse à **N.N. Krestinsky**<sup>1</sup> qui le connaissait personnellement, pour lui faire part des circonstances de son arrestation. A un moment, Beliaev écrit :

« Non seulement je n'appartenais pas à ce groupe contre-révolutionnaire, mais d'ailleurs j'ignorais complètement son existence. J'ai vu I.N. Smirnov une fois en 1920. Nikolaï Nikolaïevitch, pourriez-vous demander qu'est-ce qui a servi de raison à mon arrestation ? Le motif invoqué a été que, premièrement, je suis un ancien trotskyste et que pas tous les anciens trotskystes ont vraiment sincèrement combattu le trotskysme...Deuxièmement, que je rencontrais souvent les anciens trotskystes **Oufimtsev** et **S.V. Mratchkovsky**<sup>2</sup> qui revoyait à Moscou un autre ancien trotskyste qui lui n'a pas été réintégré au parti ».

Bien que N.N. Krestinsky s'adressa au secrétaire du collège du parti de la Commission centrale du contrôle du VKP(b) – E.M. Iaroslavsky – et au Président-Adjoint de l'OGPU –G.G. Iagoda – par une lettre dans laquelle il confirma la sincérité et l'intégrité de la déclaration de M.A. Beliaev, cela n'eut aucun effet. Le 15 janvier 1933, après avoir été interrogé par le chef de la section politico-secrète de l'OGPU, G.A. Moltchanov, I.N. Smirnov fit l'aveu suivant.

« Je doutais que la construction des kolkhozes par le parti puisse réussir sans séquelles. Je l'ai compris en lisant les directives du parti qui, à mon avis, présentaient le processus de la construction des kolkhozes de façon bien radieuse. Lorsqu'en 1932 j'ai été informé de la proportion que la métallurgie devait prendre dans l'industrie nationale, j'ai douté de la pertinence de cette répartition. Je pensais qu'elle était exagérée, alors qu'aujourd'hui, en 1933, le rythme du financement de l'investissement s'avère insuffisant au vu des besoins en matières premières. Je partageais les doutes ci-dessus cités avec le cercle étroit d'amis, anciens trotskystes. Je n'ai fait aucune contre-proposition au parti, alors que j'avais des doutes quant aux mesures appliquées ».

---

1. N.N. Krestinsky travaillait à l'époque au poste du représentant du Narkom d'affaires étrangères. Réd.

2. Après avoir signé la Déclaration rédigée par I.N. Smirnov et M.S. Bogouslavsky, S.V. Mratchkovsky a été libéré et autorisé à revenir d'exil. Il travailla ensuite comme directeur de la construction du Transsibérien. Arrêté en 1933, il a été privé de liberté pour cinq ans. Dans le procès dit du "centre trotskyste-zinoviéviste antisoviétique uni" du 24 août 1936, il a été condamné à mort et fusillé le lendemain. Mratchkovsky fut réhabilité *post mortem* en 1988. Réd.

Lors de son interrogatoire du 16 janvier 1933, V.A. Ter-Vaganian avoua :

« Je partage la ligne générale du parti dans tous ses principes, bien que j'aie des doutes et que j'hésite à propos de plusieurs aspects de la politique du parti. Je ne nie pas que, de quelques questions qui ont provoqué mes doutes, j'ai discuté avec des personnes qui me sont proches comme Préobrajensky, Smirnov, Radek, Mratchkovsky et autres ».

Au sujet de l'existence du groupe dit « de Smirnov », V.A. Ter-Vaganian répondit plus tard, le 1er février 1935, devant la Commission centrale du contrôle du parti.

Iaroslavsky : « Vous apparteniez au centre ? »

Ter-Vaganian : « Lorsque je me suis retrouvé accusé, j'étais terriblement surpris. De plus, quand j'ai revu Préobrajensky, je lui ai demandé : "Dis-moi, on t'accuse d'avoir été membre du noyau de l'organisation smirnoviste. Moi aussi, on m'accuse d'appartenir à une telle organisation, alors dis-moi, il existe, un tel centre ?" »

Chkiriatoï : « Cela t'étonnait ? »

Ter-Vaganian : « J'étais perplexe. Je connaissais ces quatre personnes et étais étroitement lié à elles. Nous nous rendions visite les uns aux autres, racontaient des anecdotes, grinçaient les dents, mais pour discuter au sujet de l'organisation : jamais... La première fois que j'en ai entendu parler, c'est lorsqu'on m'a présenté au comité central mon accusation. Toutes mes déclarations nient cela. »

Chkiriatoï : « Tu connais les gens, Ter, qui font des va-et-vient entre le parti et l'opposition, qui racontent ensuite tout ce qui leur est arrivé. Non seulement ils font part de leurs erreurs, mais aident le parti à se purifier et à se débarrasser de ces canailles. Ainsi, chaque véritable bolchevik, pour aider le parti bolchevik, doit raconter non seulement qu'il fréquentait ces gens-là, mais doit aussi raconter tout sur les personnes qu'il rencontrait. Tu dois nous dire que chez Smirnov, il y avait ces personnes-là, que ces personnes-là avaient de telles idées, qu'on ne les connaît pas, qu'on ne les a pas vérifiées et qui se trouvent alors déjà, en cachette, chez nous dans le parti ou qui viennent d'y entrer. Tu dois nous en parler ; ce n'est que comme ça que tu pourras aider le parti à se débarrasser des gens avec qui tu pactisais. Et toi, est-ce que tu nous dis tout cela ? Non, tu ne nous a rien dit. Est-ce que tu peux vraiment nier que tu n'a pas seulement grincé les dents mais que tu as aussi mené les activités dirigées contre le parti pendant ce temps-là et que tu voulais procéder à "l'unification" pour mener ce travail contre le parti ? »

Ter-Vaganian : « Tu veux m'inclure dans le centre politique anti-parti ? »

Chkiriatov : « T'avais des activités et tu ne nous en as pas parlé. T'étais quoi au fait ? Juste une queue de jument<sup>1</sup> ou quoi ? Raconte alors. Si tu veux rester dans le parti, dis nous tout honnêtement. On en restera là si seulement tu nous dis tout des ennemis du parti, en toute honnêteté et non à la manière dont tu as quitté l'opposition auparavant. »

Iaroslavsky : « Si tu considères que ce ne sont pas des ennemis, alors tu es ennemi toi-même, aussi. »

Rapidement, V.A. Ter-Vaganian fut de nouveau arrêté par les organes de la NKVD et fit un aveu au contenu hautement contradictoire.

« Oui, j'avoue, j'appartenais au centre d'organisation trotskyste, dirigé par I.N. Smirnov. »

Quant à Préobrajensky, il se défendait avec cohérence, son comportement à l'appui, jusqu'au moment où il a été soumis au chantage et à la répression. Au premier interrogatoire préliminaire du 17 janvier 1933, il disait :

« De retour au parti, il me restait encore quelques doutes non résolus, parmi lesquels le plus important concernait la construction de la société socialiste dans un seul pays. Par la suite, ces doutes furent dissipés ; ainsi je n'avais plus d'opinion divergente par rapport à la ligne politique du parti. Par contre, j'avais quelques désaccords sur quelques questions de la politique économique. J'ai compris un petit peu tard (mais non depuis hier ou depuis mon isolation) que le parti ne pouvait pas se permettre que tous ses membres bénéficient du droit d'avoir une opinion personnelle, le point de vue personnel sur chaque situation. L'expression de ces opinions se solde au total par une sérieuse indiscipline dans les esprits et dans les sentiments. Mon erreur consistait, visiblement, dans le fait que je ne comprenais pas le caractère dialectique de la transformation même de notre dictature... et que je retournais sans arrêt, de façon automatique, vers "ce que c'était sous Lénine" ». »

En même temps, certains inculpés faisaient également des aveux spontanés. Ainsi, **N.A. Palatnikov**, interrogé le 4 mars 1933, répondit :

« Je me reconnais coupable du fait que, après ma déclaration de rupture d'avec l'opposition et, de retour d'exil et de la réhabilitation par le parti en tant que membre, j'ai commis un tas de transgressions anti-parti et contre-révolutionnaires. Il s'agit du fait que je disposais de la littérature contre-révolutionnaire, d'informations trotskystes contre-révolutionnaires ; que je sauvegardais le contact avec le groupe de « trotskystes - double face », dirigé par I.N. Smirnov.

---

1. "Etre de trop, être négligeable" (NdT).

L'existence de ce groupe ainsi que son caractère anti-parti m'ont été connus. Cela m'a paru clair à partir des discussions avec I.N. Smirnov, comme quoi il s'apprêtait à réunir un ordre anti-parti et contre-révolutionnaire en toile d'araignée. De bouche à l'oreille ou par la littérature, ils cultivaient des forces capables de réaliser de nouveaux assauts contre le parti, etc. ».

Durant les interrogatoires suivants du 11, 13 et 23 mars et du 5 avril 1933, N.A. Palatnikov a fourni des informations sur tous les trotskystes « connus », sur leur « comportement double face », sur leur diffusion « d'insinuations et d'ouï-dire contre-révolutionnaires » à l'encontre de Staline. Tout cela révèle l'entreprise de manipulation des inculpés par les agents de l'OGPU, afin de récupérer des informations voulues.

Parmi les inculpés qui se sont reconnus entièrement ou partiellement coupables, il y avait **P.I. Ventskouss, D.S. Gaevsky, S.S. Epikhine, V.A. Litvinov, P.F. Seliverstov, A.-N.E. Simbirsky, F.D. Stolova, M.S. Yougov** et autres. Certains inculpés, notamment **A.N. Safonova, G.N. Levitan, R.N. Sakhnovsky, E.B. Dovjik-Brover**, ont refusé de fournir une information quelconque. **V.B. Glan-Globus** a refusé de signer le compte rendu de son arrestation et le procès-verbal de son interrogatoire. Ceux qui ont nié les accusations portées contre eux, étaient par exemple : **V.Kh. Aousse, S.O. Bolotnikov, L.G. Guinzbourg, V.B. Glan-Globus, M.G. Golodets, A.A. Nevjinsky, I.S. Radine (Zingermann), R.B. Rafaïl (Farbman), M.R. Sorkina** et autres, au total 25 personnes. Certaines personnes comme **Z.G. Archavsky, N.M. Bliskavitsky, L.I. Bronstein, M.P. Vasiliev, K.Y. Griunstein, A.A. Konstantinov, T.I. Miagkova, N.I. Oufimtsev**, se proclamaient innocents. Ils n'avaient jamais eu de divergences avec la ligne générale du parti, mais admettaient d'avoir eu des doutes sur certaines mesures prises par le gouvernement. Ils partageaient leurs doutes avec leurs amis anciens opposants, sans le considérer toutefois comme un délit.

Sans prendre en compte le fait que la plupart des inculpés démentaient des accusations inventées et que l'enquête ne disposait pas de preuves de leur culpabilité, leur participation à la « cause » du « groupe de Smirnov » a été en réalité décidée en avance. Par la décision extraordinaire du collège de l'OGPU d'octobre 1933, R.B. Rafaïl (Farbman) et I.N. Smirnov ont été emprisonnés pour cinq ans. 35 personnes [...] ont été condamnées à trois ans de prison. 45 personnes [...] ont été envoyées en exil pour trois ans. **A.V. Groubina** et **E.G.**

**Steinberg** n'ont pas eu le droit de vivre dans des contrées séparées et ont été obligés de séjourner à des endroits déterminés pendant trois ans. Quant à **P.V. Pereverzev**<sup>1</sup>, les documents du KGB et du MKV de l'URSS ne font aucune mention de lui.

En 1933, les répressions du « *groupe révolutionnaire trotskyste de I.N. Smirnov, V.A. Ter-Vaganian, E.A. Préobrajensky et autres* » ont touché 88 personnes sur un total de 89 inculpés. Dans les années 1936-38, la plupart d'entre elles furent fusillées, quelques-unes ont péri dans des lieux spécialisés de privation de liberté personnelle, les autres furent réprimées à plusieurs reprises.

L'examen des documents relatifs aux activités du « *groupe de Smirnov* », effectué par la Prokuratura de l'URSS et le KGB de l'URSS entre 1989 et 1990, a révélé une grave atteinte au respect des procédures du droit pénal. Les conclusions donnant lieu à la procédure d'accusation, ont été élaborées par les membres de l'OGPU le 31 mars 1933 uniquement dans les 82 cas sur un total de 89 personnes concernées. 11 d'entre elles ont déjà été visées par les Décisions du collège de l'OGPU en dates du 16 janvier 1933 et 4 février 1933. La plupart ont été interrogées une ou deux fois, à l'exception de six personnes (**M.K. Kouzmine, P.V. Pereverzev, O.M. Tankhilevitch, B.N. Fishmann, A.D. Tchagovsky, A.Z. Yaitchnikov**) qui n'ont même jamais subi d'interrogatoire. Certaines personnes ont été interrogées seulement après la publication de leur condamnation. E.A. Préobrajensky et V.A. Ter-Vaganian n'ont même pas été informés de leur condamnation par un document officiel.

Le 20 février 1933, sous la présidence de E.M. Iaroslavsky, a été tenue une session du Collège de la Commission centrale de contrôle auprès du VKP(b). G.A. Moltchanov, le chef de la section politique secrète de l'OGPU, est intervenu sur la question du « *groupe trotskyste contre-révolutionnaire de Smirnov et autres* ». Les communistes accusés de mener des activités dirigées contre le parti, n'ont pas été invités à cette réunion.

En conclusion, le Collège de la Commission centrale de contrôle auprès du VKP(b) a entériné les points suivants :

---

1. On sait qu'il est mort d'une grève de la faim au cours de sa détention, peut-être au temps de la grande grève de Magadan.

1° Considérant comme une vérité établie qu'une partie des anciens trotskystes, réintégrés au parti, l'ont pourtant trahi, en sauvegardant leurs liens avec les trotskystes et en menant le travail de désagrégation contre-révolutionnaire tant de l'extérieur que de l'intérieur du parti, et en jouant un double jeu occulte, se couvrant en épousant la ligne générale du parti, nous décidons d'exclure des rangs du VKP(b) les membres (trotskystes) cités : **I.N. Smirnov, P.B. Rafaïl, M.A. Beliaev, N.I. Nikolaev, Z.G. Archavsky, Z.G. Gryntchenko, L.I. Bronstein, Z.O. Bolotnikov, P.F. Seliverstov, M.S. Lavout, S.M. Lipenzon, Tch.M. Kozlovsky, M.P. Dmitriev, M.I. Krassavine, B.S. Livtchitz, S.G. Rabinson, D.S. Gaevsky, A.D. Tchagovsky, I.S. Radine (Zingermann), M.S. Iougov, I.I. Altaev, Y.M. Mirimovitch, A.A. Nevjinsky, A.M. Chabion, L.N. Schreiber, L.G. Ginzbourg, N.M. Bliskavitsky, N.I. Oufimtsev, A.S. Lioubitch, B.M. Silberstein.**

2° Nous mandatons l'OGPU pour faire part de la présente décision à tous les exclus du VKP(b), qui sont actuellement recherchés par l'OGPU.

De cette façon, d'un coup éclair, trente personnes furent exclues du parti le 20 février 1933 et jugées pour les activités antiparti. Bien avant cela, en 1921, pour cause de désaccord avec la ligne du parti, a été exclu D.V. Verjblovsky, défenseur des idées de « *l'opposition ouvrière* ». En 1926, accusé de mener des activités d'opposition, fut exclu également **V.K. Yatsek**. En 1927, accusés par de divers organes du parti, furent exclus les personnes citées : **V.Kh. Aousseem, M.P. Vassiliev, V.B. Glan-Globus, K.Y. Grunstein, M.N. Ivanov, M.K. Kouzenstein, V.A. Litvinov, N.I. Mekler, T.I. Miagkova, N.S. Okoudjava, V.F. Popov, A.-N.E. Simbirsky, M.R. Sorkina**, soit 13 personnes au total. En 1928, les exclusions ont touché **I.P. Belevitch, P.I. Ventskuss, E.B. Dovjik-Brover, M.G. Zeltser-Rokhina, V.V. Ivachkine, A.A. Konstan-tinov, G.N. Levitan, I.A. Moleïev, L.Y. Sadovsky, A.N. Safonova, P.N. Sakhnovsky, O.M. Tankhilevitch, M.I. Tolmatcheva, I.C. Estermann (Vernikovsky) et A.L. Yaitchnikov**, soit 15 personnes au total. Par la suite, ont été exclus en 1929 : **A.A. Gluskine**, en 1930 : **F.D. Stolov**, en 1931 : **B.N. Fishmann**, en 1932 : **S.S. Epikhine, N.A. Palatnikov et V.M. Poliakov**. En 1933, ont été exclus **M.G. Golodetz**, [...], E.A. Préobrajensky (rétabli dans ses fonctions en janvier 1933) et V.A. Ter-Vaganian (rétabli dans ses fonctions en 1934).

Pratiquement chaque personne exclue du parti a fait des déclarations publiques sur sa renonciation à l'opposition, priait pour se faire réintégrer, écrivant tout noir sur blanc. Certains ont bénéficié d'avis positifs grâce à leur engagement dans les premières organisations du parti. Malgré cela, leurs demandes furent refusées ou restèrent sans réponse. Durant la vague des réhabilitations entre 1956 et 1988, certaines personnes, accusées en 1933 de l'appartenance criminelle au « *groupe contre-révolutionnaire trotskyste de N.I. Smirnov, V.A. Ter-Vaganian, E.A. Préobrajensky et autres* », ont été rétablies dans leurs droits civiques. Entre 1956 et 1988, le Collège pénal pour les peines capitales du Tribunal Suprême de l'URSS, le Collège militaire du Tribunal Suprême de l'URSS, la Présidence du Tribunal Suprême de la RSFSR, le Collège pénal pour les peines capitales du Tribunal Suprême de la RSFSR, la Présidence du Tribunal de la ville de Moscou, ont annulé, pour absence de preuve des dits délits, les résolutions du Collège de l'OGPU du 16 janvier, 4 février, 4 avril, 16 avril et 10 septembre 1933, relatives aux personnes suivantes [...].

Sur la base du Décret de la Présidence du Tribunal Suprême de l'URSS du 16 janvier 1989, relatif aux « *Mesures complémentaires pour rétablir la justice des victimes des répressions des années 30-40 et du début des années 50* » ont été réhabilitées les personnes suivantes [...]. La Commission centrale de contrôle du PCUS a réintégré au parti, à titre posthume, M.S. Iougov (le 28 avril 1960), I.N. Smirnov et V.A. Ter-Vaganian (le 5 novembre 1988). Le 4 novembre 1989, la commission de révision et de contrôle auprès du MGK de l'URSS a rétabli dans les rangs du parti, à titre posthume, B.M. Silberstein. Le 16 mai 1990, la Commission centrale de contrôle auprès du Comité central du PCUS a réhabilité les membres du parti suivants [...]. Seuls I.I. Altaev, D.V. Verjblovsky et I.C. Estermann (Vernikovsky) n'ont pas été réhabilités, pour avoir commis des délits contraires à l'éthique du parti.

Signé : Commission du contrôle du parti auprès du Comité central du PCUS, Prokuratura de l'URSS, Institut du marxisme-léninisme auprès du Comité central du PCUS, Comité pour la sécurité d'Etat de l'URSS : I. Donkov, N. Katkov, N. Martchenko, G. Nikolaev, Y. Sédov, N. Tentsov et B. Khazanov ont participé à l'élaboration du présent article.



## Le centre Rakovsky-Wolfson

Il fut question pendant des années dans les commentaires que les officiels et la presse consacraient aux activités trotskystes clandestines ou prétendues telles du « *centre trotskyste de l'Union* » qu'on appelait aussi le « *Centre Rakovsky-Wolfson* ». Mais il était difficile de savoir ce dont il s'agissait : provocation, fabulation ou autre fabrication.

La correspondance de Sedov avec les exilés de Russie dans les archives de Trotsky à Harvard nous a fourni les premiers éléments solides. Lipa Wolfson était un étudiant d'Ukraine responsable de l'Opposition, très bien connu de tous ses cadres : il semble avoir été, pendant les premières années de déportation de Rakovsky, son intermédiaire avec la colonie des déportés de la colonie de déportés Biisk, elle-même relais avec Moscou et... l'exil.

Puis une rencontre en Allemagne nous a apporté un témoignage comme on voudrait en rencontrer souvent, celui d'une ex-déportée russe, veuve d'un secrétaire de Trotsky qui avait résidé à Biisk, bien connu Lipa Wolfson et nous avait expliqué qu'il était l'organisateur et le responsable des contacts avec Rakovsky – lequel, contrairement à ce qu'on avait pensé, n'avait pas été coupé de tout contact mais en liaison avec ses camarades bien que très difficilement dans les années 30.

C'est, semble-t-il, d'avril 1934 que date l'inculpation officielle des gens accusés d'avoir appartenu à ce centre dont le rapport qui suit nie l'existence. Nous connaissons, à la suite des révélations faites à Pierre Broué par

Khersonskaia, l'existence du « chemin souterrain » Trotsky-Moscou-Biisk-Barnaoul dont elle fut un maillon dans la dernière partie du trajet, le rôle décisif joué, dans les liaisons avec Rakovsky, par le militant ukrainien Lipa Wolfson, principal accusé du procès de ce Centre, dans lequel Rakovsky ne figura pas !

A l'époque de la perestroïka, le Politburo du PC de l'URSS a créé une commission spéciale et l'a chargée d'enquêter sur les affaires de ce genre. C'est ainsi que nous avons eu le rapport ci-dessous qui a été publié. Qu'on ne se laisse pas abuser. Ce n'est pas la vérité historique qui est ici rétablie : les adversaires du stalinisme ne sont plus présentés comme des bandits ou des aventuriers mais comme des gens parfaitement inoffensifs dont les contacts se réduisaient à des souvenirs et des anecdotes, alors que ceux ou celles d'entre eux dont le point d'attache était Biisk assuraient une vraie liaison entre Léon Trotsky, Khristian Rakovsky et une bonne partie des cadres de l'Opposition alors en déportation.

Nous publions ici intégralement le texte dont des extraits avaient déjà paru dans *CLT* n° 52 de 1994.

## **A propos du « centre trotskyste de l'Union »<sup>1</sup>**

La XIème session de la Commission du Politburo du Comité central du PCUS s'est réunie pour réexaminer les documents relatifs aux répressions des années 30-40, début des années 50. Le compte rendu de cet examen a été publié en 1990 dans le N° 9 du présent bulletin. La Commission a examiné la question de la réhabilitation des personnes, mises en cause dans l'affaire du « *centre trotskyste de l'Union* ». Le présent N° 12 du bulletin rapporte les conclusions de la Commission centrale de contrôle du PCUS, de l'Institut du marxisme-

---

1. *Izvestia TsK KPSS*, N° 12, 1990.

léninisme auprès du Comité central du PCUS, de la Prokuratura de l'URSS et du Comité pour la sécurité d'Etat de l'URSS.

Au début des années trente, le pays a connu des méthodes de commandement administratif qui stimulaient des politiques répressives et rendaient plus cruelles les sanctions pénales. Pour sauvegarder et renforcer son pouvoir personnel, **I.V. Staline** et son entourage proche ont fait le pari de liquider par la terre tous ceux qui doutaient ou s'opposaient à la ligne politique en vigueur. Etaient ainsi visés non seulement les vieux cadres léninistes, mais tous les opposants potentiels. Des mesures politiques extraordinaires sont devenues monnaie courante. L'absence totale de démocratie politique ainsi que la concentration du pouvoir entre les mains d'une seule personne, ont ouvert le champ large à l'arbitraire et à la négation de la loi.

La théorie marxiste fut ainsi déformée et répandue sous sa forme la plus vulgaire. L'intervention de **L.M. Kaganovitch** du 4 novembre 1929 à l'Institut de la Constitution et du Droit soviétique en apporte un témoignage parfait. A cette époque un des collaborateurs les plus proches de Staline, Kaganovitch était également le Secrétaire du Comité central et candidat au *Politburo* du Comité central du *VKP(b)*<sup>1</sup>. Le 4 novembre 1929, Kaganovitch déclara ce qui suit : « *Nous refusons le concept de l'Etat de droit* » affirma-t-il en introduction de son rapport intitulé « *Douze ans de la construction de l'Etat soviétique et la lutte contre l'opportunisme* ». « *Si quiconque, qui se veut marxiste, évoque avec sérieux l'Etat de droit et applique ce concept d'Etat de droit à l'Etat soviétique, cela signifie que cet homme se réfère aux juristes bourgeois ; ce qui veut dire qu'il s'éloigne de la doctrine marxiste-léniniste sur l'Etat.* »<sup>2</sup>

Dans ces conditions de négation de toute norme de droit, le processus de la transformation de l'Etat soviétique en un Etat totalitaire a pris un cours accéléré. Cet Etat totalitaire émergent renforça la « *fatalité* » des répressions massives, qui sont devenues une réalité tragique, quotidienne. Ces répressions ont provoqué au sein de la société une tension permanente, qui donna naissance à une vague de protestations et de plaintes des travailleurs. Ceux-ci se plaignaient des arrestations illégales, des confiscations des biens personnels, des

---

1. Le *VKP(b)* = *Vserossiiskaia kommunisticheskaia partia bolchevikov* = le Parti communiste bolchevik de Russie (NdT).

2. « *Soviétskoe gossoudarstvo i revoloutsia prava* », 1930, N° 1, p. 9.

déménagements obligés et des exils forcés. Pour mettre fin à cette vague de mécontentement, le Comité central exécutif (le *TsIK*) et le *Sovnarkom*<sup>1</sup> de l'URSS ont voté le 25 juillet 1932 la directive sur « *La légitimité révolutionnaire* ». Le document dénombrait « *les atteintes à la légitimité révolutionnaire par des personnes nommées ainsi que les boycotts de la pratique de cette légitimité révolutionnaire notamment dans les campagnes* ». Dans la pratique, ce document n'apporta aucune amélioration. Il n'a fait que révéler une manœuvre supplémentaire de Staline et de subordonnés inférieurs dans la hiérarchie.

En 1934, on a continué à « fabriquer » les procès politiques, inaugurés par le régime stalinien dans les années 1932-1933. Il s'agissait des affaires de « *l'Union des marxistes-léninistes* », du « *Groupe contre-révolutionnaire anti-parti des droitiers autour de **Slepkov*** » (« *l'école boukharinienne* »), de « *la Fraction contre-révolutionnaire anti-parti d'Eissmont, Tolmatchev et autres* » (« *l'école de **Rykov*** »). On a volontairement donné à ces affaires une signification « nationale », en vue de mettre en cause la responsabilité du plus grand nombre de « coupables » et de « ceux qui sont en désaccord ». L'enjeu consistait à inclure dans « *l'orbite de la répression* » des hommes politiques connus, des communistes de rang, des travailleurs de nombreux secteurs de l'économie nationale, des représentants de toutes les couches sociales.

Tous ces procès fabriqués à la hâte découlaient logiquement de la décision prise par Staline et son entourage, qui avait pour but de liquider politiquement et physiquement non seulement les anciens opposants, qui ont soutenu dans les années vingt L.D. Trotsky et ses collaborateurs, mais également toutes les personnes qui hésitaient ou qui exprimaient leur désaccord. Au lieu de régler les désaccords par les moyens de la confrontation politique, les méthodes de répression massive ont été directement mises en place. Les organes de l'*OGPU*<sup>2</sup> ont entièrement fabriqué les « causes » contre-révolutionnaires sur les prétendues intentions terroristes des partisans de L.D. Trotsky et des anciens opposants. Les accusations portaient sur la volonté de consolider et de réunir des fractions secrètes de toute obédience, dont l'organisation fut assurée par les

---

1 Le *Sovnarkom* = littéralement le Comité national soviétique (équivalent d'une hiérarchie ministérielle) (NdT).

2. L'*OGPU* = la police d'Etat, le futur KGB (NdT).

anciens grands dirigeants de l'opposition. Le dénommé « *centre trotskyste de l'Union* » fit partie de ces organisations soi-disant fondées par des trotskystes et par leurs « *sympathisants* ». Le « *centre* » avait pour but de mener une lutte contre-révolutionnaire dirigée contre le parti, contre le gouvernement soviétique et contre la personne de I.V. Staline. D'après l'OGPU, la moelle épinière de ce « *centre trotskyste* » se composait des personnalités qui demeuraient à l'époque dans des régions différentes du pays, où elles purgeaient les peines diverses pour leurs « *activités oppositionnelles* ». Sur la base de l'accusation « *d'appartenance au trotskysme* », de nombreuses personnes furent alors exclues du parti durant la période entre 1927 et 1930.

Comme l'a démontré la révision historique effectuée à l'heure actuelle, aucune de ces personnes n'était liée aux autres, à travers une organisation oppositionnelle ou une activité « *fractionniste* ». Pourtant, dans la dite cause, 39 personnes ont été arrêtées, parmi lesquelles 13 étaient déjà en train de purger leur peine pour motif « *d'activité trotskyste* ». La Déclaration du collègue de l'OGPU en dates du 27 février et du 4 avril 1934, puis la Conclusion de l'OGPU du 2 avril 1934, ont prononcé la sentence relative au délit de ce groupe. D'après des documents de témoignage, les accusations dans la dite « *cause* » n'avaient aucun fondement ; aucune raison anti-parti ou anti-soviétique ne pouvait être invoquée.

Ainsi, un des participants du « *centre* », **V.P. Chagov**, a été exclu du parti par la section militaire du parti, pour « *entretenir un lien avec les trotskystes, pour avoir reçu pendant sept ou huit mois des lettres trotskystes sans en avoir averti personne et pour avoir essayé de cacher tout cela devant le parti et devant ses camarades* ». La réalité fut pourtant toute différente. Durant son service militaire, V. P. Chagov reçut quelques lettres d'un de ses camarades, qui lui faisait part de l'exil de Trotsky à Alma-Ata et qui échangeait son avis sur un article rédigé par Trotsky. Le reste de la lettre se rapportait à la vie quotidienne. La Commission pour les purges du parti a été informée que Chagov gardait ses lettres, ce qui servit de fondement à une punition impitoyable.

Dans le même sens, l'étudiant de l'Institut polytechnique de Kiev, **L.A. Wolfson**, a été exclu du parti par la décision de la Commission régionale de contrôle de Kiev en date du 14 décembre 1927. Le motif invoqué mentionna « *la participation au travail fractionniste actif, le recrutement des opposants, le*

*soutien des opposants exclus du parti, la signature de la “Déclaration des 83”, la volonté de cacher l’existence de la plate-forme oppositionnelle devant le parti ».*

Avant cela, le 10 décembre 1927, un autre étudiant du même Institut – **I.A. Azagarov (S.E. Grinblat)** – fut également exclu pour un motif analogue. Pareillement, jugé le 3 février 1928 dans la même cause par la Commission régionale de contrôle de Tomsk, l’étudiant à l’Institut technologique de Sibérie, **I.S. Parkhomov**, fut exclu du parti et « *exclu de l’Institut* », pour avoir soutenu des idées oppositionnelles. En révisant le dossier de I.S. Parkhomov en juillet 1929, le Collège du parti auprès de la Commission de contrôle de Sibérie a constaté que, dans son argument de défense, l’étudiant « *énumère les causes de son désaccord et termine en disant qu’il faudrait lutter contre l’opposition non pas au moyen des répressions, mais par un éclaircissement des idées* ». Finalement, I.S. Parkhomov avoua son erreur. Il appela les opposants au « *désarmement* » logistique et idéologique et promit d’accomplir à l’avenir les ordres du parti. Le Collège du parti accepta alors de ne pas s’opposer à sa réintégration dans le parti. Malgré cela, I.S. Parkhomov n’a pas été réintégré au parti, alors que les conclusions de son affaire confirmaient à l’époque qu’il n’avait pas conduit d’activités oppositionnelles et qu’il n’exprimait aucun avis contraire à la ligne générale décidée par le Comité central du parti.

De nombreux autres inculpés ont connu un destin similaire. L’étudiant à l’Institut technologique de Sibérie, **S.V. Kouznetsov**, a été exclu du parti en 1929 pour cause « *d’instabilité et de tolérance à l’égard des trotskystes* ». L’étudiante à l’Institut de l’économie nationale G.V. Plekhanov de Moscou, **L.I. Heifetz**, a été exclue du parti par la décision du Collège du parti auprès de la Commission centrale de contrôle en date du 13 mars 1930, pour « *appartenance au trotskysme et activités fractionnistes* ». Serrurier à l’usine « *Torpedo* » à Léninegrad, **G.B. Dzemianovitch** a été accusé le 23 novembre 1927 par le Collège du parti de la Commission régionale de contrôle de Vyborg dans « *la participation à des activités de fractionnisme et d’agitation menées à l’usine et dans la participation à la réunion illégale des fractionnistes chez Zinoviev.* » Par la suite, Dzemianovitch a refusé d’avouer de qui il avait reçu la déclaration de la plate-forme oppositionnelle, qu’il a signée de sa propre main. Il a été exclu du parti VKP(b) pour « *des activités fractionnistes et de rupture* ». Dans le même

sens, l'ouvrier **A.N. Fainberg** a été exclu le 29 juillet 1927 par le Collège du parti auprès de la Commission régionale de contrôle d'Odessa, pour « *ses interventions dirigées contre le parti et dépassant le cadre des Statuts du parti et pour sa volonté de discréditer le personnel de direction des organisations régionales du parti* ». Le directeur-adjoint du bureau « *Asiakhleb* » de Samarkand a été exclu du parti en 1928 par la décision de la Commission centrale de contrôle du parti communiste bolcheviks de l'Ouzbekistan, pour « *des activités fractionnistes* ».

Sur la base de ces accusations « *standardisées* », formulées comme « *l'appartenance à l'opposition trotskyste* », « *le trotskyste* », « *la personne qui n'a pas averti le parti des affirmations trotskystes* », le parti a exclu 13 communistes inculpés dans la cause du « *centre trotskyste de l'Union* ». Suite aux décisions extraordinaires du Collège de l'OGPU prononcées entre 1928 et 1930, ces personnes ont toutes été arrêtées et envoyées pour trois ans à des lieux d'exil différents. Durant leur deuxième arrestation, I.A. Azagarov (S.E. Grinblat) et **Alexandr P. Kazlas** se sont retrouvés en exil à Eniseïsk ; L.A. Wolfson – à Vologda ; **N.A. Kojevnikov**, **Y.V. Gofline**, **L.D. Mirotadze** et L.I. Heifetz – à Biisk ; A.N. Fainberg et **G.D. Ougrioumov** – à Oïrot-Tour<sup>1</sup> ; V.P. Chagov – à Tomsk ; **A.P. Livchitz** et I.S. Parkhomov – à Novossibirsk ; G.B. Dzemianovitch dans la région de Srednaïa Volga. Auparavant, tous les inculpés travaillaient à des postes économiques et n'avaient aucune activité politique. D'ailleurs, les documents relatifs à « *la cause* » ne disposent d'aucuns faits susceptibles de prouver la participation de ces personnes aux activités de l'opposition sur leurs lieux d'exil. Il n'existe pas non plus de témoignage confirmant la constitution, par des « *trotskystes* » exilés ou par leurs sympathisants, sur les lieux d'exil, de groupes quelconques, de fractions ou d'organisations, d'unions ou de la convocation des conférences illégales, des réunions, des assemblées. Les documents matériels ne mentionnent aucune donnée sur l'existence d'un programme, des statuts, des cartes de membres ou d'autres attributs propres à une organisation formellement établie et en fonctionnement.

---

1. Devenu Gorno-Altaiïsk (Réd. ).

En même temps, les documents relatifs à la « cause » contiennent des témoignages, parvenus à l'OGPU entre 1933 et 1934, comme quoi « *le centre trotskyste de l'Union d'une organisation contre-révolutionnaire trotskyste, existant en toute illégalité, se mobilise afin de rétablir l'organisation. Il tente de développer un réseau servant à étendre ses activités contre-révolutionnaires massives et s'apprête à mettre en place le moyen de libérer de leur exil de nombreux participants à l'organisation contre-révolutionnaire trotskyste. Ces derniers comptent œuvrer en toute illégalité, pour convoquer au printemps 1934 une conférence trotskyste illégale de toute l'Union. Celle-ci a pour but d'élaborer une nouvelle plate-forme nécessaire à l'organisation contre-révolutionnaire et d'établir un plan de l'activité contre-révolutionnaire future sur la base d'une nouvelle stratégie* ».

Dans ses documents internes, l'OGPU affirme que « *tant l'activité du centre trotskyste illégal de l'Union nouvellement formé, que les préparatifs de la conférence, se font sous la surveillance permanente du chef de l'organisation trotskyste, Kh.G. Rakovsky, qui vit actuellement en exil. Le centre avait réussi à fonder dans la région de la Sibérie Occidentale une organisation contre-révolutionnaire illégale, qui a commencé sa propagande contre-révolutionnaire parmi les ouvriers. Elle compte établir des liens similaires avec un nombre d'autres villes de l'URSS en poursuivant les mêmes buts contre-révolutionnaires* ».

En conséquence, de nombreuses arrestations eurent lieu entre le 9 décembre 1933 et le 7 mars 1934 à Moscou, Novossibirsk, Omsk, Tomsk, Ouralsk, Biisk, Enisseïsk, Oulianovsk, Vologdo, Tachkent, Rostov-sur-le-Don, Arkhangelsk et Oïrot-Tour. Une enquête préliminaire au sujet du dit « *centre trotskyste de l'Union* » a été menée conjointement à Moscou, à Novossibirsk, à Rostov-sur-le-Don et dans d'autres villes. Les personnes auxquelles l'enquête n'a pas réussi à arracher les informations attendues, ont été transférées à Moscou.

La première personne ainsi transférée dans la capitale a été l'ancienne économiste du trust de la Sibérie occidentale « *Glavmïaso* », A.P. Livchitz, arrêtée le 9 décembre 1933. A son interrogatoire du 16 décembre 1933, Livchits déclara n'avoir détenu aucun document illégal trotskyste. Elle avoua avoir recopié effectivement un article de Kh.G. Rakovsky (sur la situation économique

en URSS), qui a été trouvé chez elle lors de son arrestation, mais elle ne se souvenait pas quand ou pourquoi elle l'a fait. Durant les interrogatoires suivants, elle affirma de n'avoir rien su de l'existence d'un centre trotskyste à Novossibirsk ni de l'existence d'un « *centre trotskyste de l'Union* » dirigé par Kh.G. Rakovsky.

Néanmoins, après avoir modifié sa déposition précédente le 11 février 1934, A.P. Livchitz s'est reconnue coupable : « *De retour d'exil en mars 1931, souhaitant mener le travail trotskyste contre-révolutionnaire en illégalité, je me suis servie d'une manœuvre consistant à me déclarer en rupture avec le trotskysme. Mais je continuais à poursuivre jusqu'au bout mes travaux trotskystes contre-révolutionnaires et illégaux, dirigés contre le parti et contre le pouvoir soviétique. Ainsi, à la fin de 1932, j'ai mis en place et dirigé une organisation trotskyste illégale à Novossibirsk et établi des liens avec Kh.G. Rakovsky. D'après ses directives et ses ordres, j'ai commencé à préparer le futur tour du pays sur des lieux d'exil trotskystes, afin de réunir tous les groupes trotskystes de l'URSS. J'ai également entamé des préparatifs pour convoquer au printemps 1934 une conférence trotskyste illégale de toute l'Union, qui avait pour but de fonder une organisation trotskyste unique* ». A.P. Livchitz avoua également sa responsabilité dans « *la distribution des documents trotskystes contre-révolutionnaires, en particulier, la diffusion du bulletin sur la grève de la faim des trotskystes du centre d'isolation de Verkhneoural.* »

Pendant les interrogatoires suivants, A.P. Livchitz « *précisa* » ses « *informations* » et énuméra tous les « *participants* » connus de l'organisation trotskyste illégale. Une des « *participantes* » ainsi identifiée, **N.A. Stasy**, écrit au Collège du parti auprès de la Commission du contrôle du Comité central du VKP(b) et au Collège de l'OGPU le 22 mai 1934 : « *Lors de mon interrogatoire du 27 mars, je me refusai à signer le protocole mentionnant que je reconnaissais les accusations portées contre moi. D'après moi, ce protocole ne correspondait pas à la réalité. Car pas une seconde, je ne m'imaginai que le départ de Livchits était une manœuvre lui permettant de continuer à mener ses activités contre-révolutionnaires. Lorsqu'elle me parlait d'une dizaine de nos anciennes compagnes, je n'ai jamais pensé qu'elle comptait en ramener certaines à son organisation* ».

Le 18 décembre 1933 à Arkhangelsk fut arrêtée, puis transférée à Moscou, également **V.P. Kazlas**. Durant les interrogatoires, elle répétait n'avoir rien connu d'un travail illégal des trotskystes, ne s'être intéressée à aucune activité politique, n'avoir entretenu aucun lien avec l'organisation secrète trotskyste et d'avoir ignoré l'existence de cette dernière. V.P. Kazlas n'a pas reconnu sa culpabilité dans l'affaire dont elle fut accusée.

« *La cause* » commença à prendre un tournant décisif après la déclaration – obtenue par les enquêteurs de l'OGPU de la région de la Sibérie occidentale – auprès d'un résidant de Novossibirsk, l'ancien officier tsariste, **L.V. Ignatiev**. Ignatiev a « *avoué* » avoir activement lutté contre le pouvoir soviétique « *jusqu'au moment même de la présente déposition* ». Il confirma : « *Je ne voulais pas seulement mettre fin au combat dirigé contre le pouvoir soviétique, mais comptais empêcher de nuire ceux qui "erraient" et "faisaient des choses insensées". Je suis au courant de l'existence de l'organisation trotskyste illégale.* »

Durant l'interrogatoire, Ignatiev avoua avoir fait connaissance vers la fin de l'année 1932 d'A. P. Livchitz, qui lui a raconté en détail ses anciennes activités trotskystes. Elle lui fit part de l'attitude négative avec laquelle le mouvement trotskyste jugeait la politique menée par le pouvoir soviétique. Livchitz lui proposa d'intégrer l'organisation trotskyste illégale et Ignatiev lui donna son accord.

« *Par la suite* », ajouta encore Ignatiev, « *Livchitz avait fondé à Novossibirsk un groupe trotskyste illégal, auquel je participais avec Parkhomov et les autres. Lorsque, durant l'une de nos premières réunions, nous avons débattu de la possibilité de fonder un centre organisationnel pour mener nos activités à grande échelle, Livchitz avait déclaré que fonder un tel centre n'était pas nécessaire, car il en existait déjà un. Ce centre trotskyste réunissait paraît-il des opposants connus, comme Wolfson et autres, avec Kh.G. Rakovsky à la tête.* »

D'après ce témoignage, Livchitz avait fait formellement part de l'existence de cette organisation trotskyste au milieu de l'été 1933. **K.T. Fonasov**, **A.A. Bratoukhine**, **V.N. Schreiber**, **I.V. Vetchinnikov** et I.S. Parkhomov étaient également membres de la direction de cette organisation.

D'après Ignatiev, le « *centre* » qui disposait aussi de liens avec les organisations trotskystes à l'étranger, était dirigé principalement par Kh.G. Rakovsky et L.A. Wolfson. Leur plate-forme politique se référait aux documents de L.D. Trotsky et aux slogans de Kh.G. Rakovsky. Elle avait pour but de renverser le gouvernement de Staline, c'est-à-dire de « *procéder à des purges du socialisme stalinien qui entachait le léninisme originel* ». Ignatiev affirma également que l'organisation se réunissait régulièrement.

Ce sont ces « *informations* » fournies par A.P. Livchitz, puis par L.V. Ignatiev, qui ont servi à la falsification de la « *cause* » par les agents de l'OGPU. L'OGPU a inventé l'existence d'une organisation illégale trotskyste, en utilisant des soi-disant « *preuves* », arrachées aux inculpés au moyen des méthodes inadmissibles ou rapportées par ses propres « *indicateurs* ».

Toutefois, il existe un obstacle majeur qui tarit la démonstration de l'existence de cette cause. Malgré le fait d'avoir débattu des questions à caractère politique et organisationnel, malgré les moyens déployés par les enquêteurs, certaines personnes arrêtées [comme I.A. Azagarov (S.E. Grinblat), A.A. Babaiants, Y.V. Gofline, **V.E. Dmitrieva**, V.P. Kazlas, **V.B. Kaufmann**, L.D. Mirotadze, **A.S. Sankina**] n'ont jamais reconnu ni l'existence de cette organisation ni leur participation à des activités anti-parti et anti-soviétiques. N.A. Kojevnikov a même refusé de donner une quelconque information.

Par exemple, durant son interrogatoire du 28 mars 1934, I.A. Azagarov (S.E. Grinblat) déclara : « *Je ne considère pas nécessaire de répondre à Livchitz, je ne la connais pas. Je ne suis pas coupable. Je n'ai fait aucune préparation à la convocation d'une conférence illégale. Je n'en ai jamais entendu parler nulle part. Je n'ai diffusé aucun document contre-révolutionnaire.* » Interrogé le 3 mars 1934, Y.V. Gofline affirma : « *Je ne connais rien d'une quelconque organisation trotskyste de Biisk. La présence des trotskystes exilés à Biisk ne signifie pas la présence d'une organisation. Je n'ai mené aucune activité organisationnelle. Je n'ai pas eu de contacts avec Rakovsky. Je ne recevais pas de directives ni de lettres d'ordre.* » Sans nier sa correspondance avec A.N. Fainberg et L.A. Wolfson, Gofline démontrait que celle-ci avait uniquement un caractère « *de vie quotidienne* » et ne marquait « *aucun lien vis-à-vis d'une organisation* ».

L'ancien chef du groupe de trotskystes exilés, L.D. Mirotadze, fit une déclaration similaire. Tout en reconnaissant l'existence des visites réciproques, il refusa d'admettre l'existence de réunions quelconques. Quant au prétendu lien avec Kh.G. Rakovsky, Mirotadze répliqua : *« Ma liaison avec Rakovsky consistait en une seule chose : je lui ai envoyé du beurre. Je lui ai demandé de me confirmer sa réception. En absence de réponse de sa part, j'ai appris à la poste que Rakovsky m'avait envoyé une lettre et un télégramme que je n'ai jamais reçus. Je n'ai obtenu aucune directive de sa part. Je ne sais rien de l'existence d'un groupe (de trotskystes à Biisk) et ne peux donc donner aucune information à ce sujet. »*

Les fouilles chez les personnes arrêtées ont permis à l'OGPU de mettre la main sur des éléments suivants : la correspondance personnelle portant exclusivement un caractère quotidien ou mentionnant l'échange des vues sur quelques questions politiques ; les photographies des exilés ; un bulletin rédigé par les prisonniers du centre d'isolation de Verkhneouralsk et faisant appel à une grève générale pour protester contre les répressions renforcées de la part de l'OGPU ; enfin, des lettres et des articles de L.D. Trotsky. Ces objets servirent de preuves objectives suffisantes pour justifier la condamnation des inculpés. Le 25 février 1934, le chef de la section politico-secrète de l'OGPU, **G.A. Moltchanov**, confirma les conclusions falsifiées de l'enquête, mettant en cause V.P. Kazlas, **E.I. Tchervonobrodova** et V.B. Kaufmann. Puis, le 31 mars 1934, Moltchanov fit officiellement part des conclusions de l'accusation concernant G.D. Ougrioumov, L.A. Wolfson et autres, soit trente-trois personnes au total. Tous les accusés furent reconnus coupables de la participation à l'organisation contre-révolutionnaire trotskyste illégale. Six personnes [Y.V. Gofline, G.B. Dzemianovitch, N.A. Kojevnikov, L.D. Mirotadze, I.S. Parkhomov et A.N. Faïnberg] ont été condamnées à cinq ans de prison ferme ; sept personnes [I.A. Azagarov (S.E. Grinblat), **M.Y. Blokhine**, I.V. Vetchinnikov, L.A. Wolfson, Alexandr P. Kazlas, **Albert P. Kazlas** et G.D. Ougrioumov) ont été condamnées à trois ans de prison ferme ; dix-neuf personnes [A.A. Babaiants, **G.I. Benzievsky**, **M.E. Dioumine**, V.P. Kazlas, V.B. Kaufmann, **I.P. Klioutchnikov**, A.P. Livchitz, **A.E. Mikhaïlov**, **E.A. Popova-Baronovskaïa**, **O.I. Popova-Feldman**, **V.I. Romanov**, A.S. Sankina, **N.G. Sergiev**, N.A. Stasy, **K.T. Fonasov**, L.I. Heifetz, V.E. Dmitrieva. Tchervonobrodova, V.P. Chagov,

**Y.I. Steinbok**] ont été envoyées en exil pour trois ans. S.V. Kouznetsov a été déporté pour deux ans.

**A.A. Bratoukhine** et **N.V. Startsev** ont été libérées de la garde à vue après l'enquête préliminaire. Les résolutions relatives à L.V. Ignatiev, **S.M. Rastiger-Ronsk** et **V.N. Schreiber** ont été reportées, pour être traitées à part. Sur les 39 personnes arrêtées, 22 personnes étaient membres actuels ou anciens du parti, 17 personnes étaient des sans-parti. Parmi les membres du parti, 2 personnes sont entrées avant la révolution, 7 pendant la guerre civile, 13 dans les années 1921-1931. 8 communistes [A.A. Babaiants, M.Y. Blokhine, M.E. Dioumine, Albert P. Kazlas, A.E. Mikhaïlov, N.A. Stasy et K.T. Fonasov], mis en cause dans l'affaire du « *centre* » par des trotskystes exilés, ont été exclus du parti durant l'enquête.

Tous les accusés niaient leur participation à des activités dirigées contre le parti. Ainsi, dans une lettre adressée à la Commission du contrôle auprès du Comité central du VKP(b) le 26 mars 1934, M.E. Dioumine écrit, qu'en tant qu'inspecteur d'Etat auprès de l'Inspection ouvrière et paysanne et rédacteur du journal interne, il luttait avec K.T. Fonasov et M.Y. Blokhine contre « *les défauts et les abus existants dans l'usine "Troud" de Novossibirsk, notamment la "rapacité", l'alcoolisme, la tricherie administrative, le vandalisme à l'égard des équipements, le vol pratiqué par les dirigeants de l'usine avec le consentement du Comité du parti...* ». La réunion du parti avait pourtant refusé d'admettre l'apport positif de ce travail, qui a été qualifié – suite à l'initiative du secrétaire du Comité départemental du VKP(b) – « d'invention trotskyste ».

Refusant les accusations conclues par l'enquête au sujet de son activité trotskyste ennemie du parti, M.E. Dioumine affirmait : « *Je n'ai jamais eu l'idée de remplacer l'ensemble de la direction du parti de haut en bas, comme l'affirme l'accusation.* » Il demandait qu'on le débarrasse de « *cette tâche honteuse de trotskyste et de contre-révolutionnaire* ». Cette demande, adressée pour révision à l'attention du Collège du parti de la Commission du contrôle de la région de la Sibérie occidentale, a été rejetée le 9 mai 1934.

Par ailleurs, l'accusée N.A. Stasy a été exclue du parti par la décision du Collège du parti auprès de la Commission du contrôle du Comité central du VKP(b) en date du 23 avril 1934, pour motif de « *désaccord caché par rapport à la ligne générale du parti et de tolérance vis-à-vis des trotskystes* ». Bien qu'il

n'existât aucune preuve de sa liaison avec les trotskystes, on a accusé N.A. Stasy « d'avoir informé Livchitz, dans un esprit contre-révolutionnaire, sur le processus de collectivisation en Ukraine ». Le dit « esprit révolutionnaire » consistait dans le fait que N.A. Stasy, d'après ses propres paroles, se sentait très touchée par le malheur qui est arrivé aux paysans ukrainiens, c'est-à-dire la faim terrible subie par des millions de personnes, provoquée par la politique économique stalinienne. Elle témoigna de surcroît : « *Je pensais qu'il existait des solutions pour éviter la faim et les sacrifices qui ont accompagné le processus de la collectivisation* ».

L'exemple suivant prouve l'inconsistance et le manque de fondement des accusations. Tout en figurant dans les protocoles de l'enquête comme l'inspirateur principal et l'organisateur du « centre », Kh.G. Rakovsky n'a fait en 1934 l'objet d'aucune accusation. En plus, il a même été promu Chef des Instituts de formation du *Narkomat*<sup>1</sup> pour la protection de la santé de la RSFSR, puis rétabli dans les rangs du parti en 1935<sup>2</sup>.

En conséquence des procès, dix accusés [Y.A. Azagarov (S.E. GA. Grinblat, L.A. Wolfson, Y.V. Gofline, G.B. Dzemianovitch, N.A. Kojevnikov, L.D. Mirotadze, I.S. Parkhomov, G.D. Ougrioumov, V.P. Chagov et Y.I. Steinbok] ont été fusillés... par rangées de trois. Six personnes [...] sont mortes pendant leur détention entre 1935 et 1940. Les autres M.E. Dioumine, O.I. Popova-Feldman, V.I. Romanov, N.A. Stasy, A.N. Fainberg et K.T. Fonasov inculpés [M.Y. Blokhine, Alexandre P. Kazlas, Albert P. Kazlas, V.P. Kazlas, V.B. Kaufmann, A.P. Livchits et autres] ont subi par la suite de nouvelles répressions.

La révision, effectuée durant les années 1956-1978 par la Prokuratura de l'URSS et par le KGB auprès du Conseil des ministres de l'URSS, a révélé que

1. Le *Narkomat* = l'équivalent d'un ministère (NdT).

2. Rakovsky a toutefois été arrêté le 27 janvier 1937. Le 13 mars 1938, dans l'affaire dite du « bloc droitier trotskyste antisoviétique », il a été condamné à vingt ans de réclusion. Suite à la décision du Collège militaire du Tribunal suprême de l'URSS en date du 11 septembre 1941, Rakovsky a été fusillé. Le Plénum du Tribunal suprême de l'URSS réuni le 4 février 1988 a annulé les accusations portées à l'égard de Rakovsky, pour motif d'absence de preuve. Le 21 juillet 1988, le Comité du contrôle du parti auprès du Comité central du VKP(b) a réintégré Rakovsky au PCUS (*post mortem*) (Réd. ). La clé de l'affaire est là, dans le texte et dans cette note ! (CLT)

les enquêtes menées au sujet du « *centre trotskyste de l'Union* » dans les années 1933-1934 ont été effectuées avec préméditation et sans objectivité. Par conséquent, les accusations concernant A.A. Babaiants, G.I. Benzievsky, Albert P. Kazlas, V.P. Kazlas, V.B. Kaufmann, S.V. Kouznetsov, A.E. Mikhaïlov, A.S. Sankina, N.G. Sergiev, N.V. Startsev et E.I. Tchervonoborodova, ont été illégales et sans fondement.

Les protocoles des interrogatoires et les déclarations des personnes accusées dans la dite cause, donnent un aperçu des méthodes pratiquées lors de l'enquête. En particulier, A.E. Mikhaïlov, le directeur de la construction de conduits hydrauliques de la ville de Novossibirsk et l'ancien imprimeur, a pris connaissance de l'accusation le concernant à l'interrogatoire du 17 février 1934. Il a été accusé d'avoir discuté avec K.T. Fonasov de la future fondation d'un groupe trotsyste contre-révolutionnaire, d'avoir participé aux réunions ayant pour but de « *remplacer la direction prolétarienne centrale du parti bolchevik* » et d'avoir fourni son aide à « *l'acquisition d'une machine-outil pour imprimer des billets et dans l'installation d'une machine typographique pour les besoins de cette organisation contre-révolutionnaire* ». Pendant l'interrogatoire, A.E. Mikhaïlov a déclaré que « *non seulement il n'avait jamais eu une pareille idée, mais n'a jamais pu la fantasmer car il n'a jamais vu de ces yeux [la dite machine d'imprimerie]*<sup>1</sup> ». Pourtant, l'agent de l'OGPU de la région de la Sibérie occidentale a noté la conclusion suivante : « *Dès 1929, il [Mikhaïlov] ne croyait plus à la ligne politique générale décidée par le parti. En octobre 1933, il a intégré l'organisation trotskyste de Novossibirsk, y recrutait des cadres pour remplir des cellules trotskystes. D'après les ordres de l'organisation, il s'efforçait de mettre en place la logistique nécessaire à cette organisation. Il a avoué* ». En réalité, comme l'ont prouvé les travaux de révision, A.E. Mikhaïlov n'est arrivé à Novossibirsk qu'en novembre – et non pas en octobre – de l'année 1933.

Dans une déclaration adressée le 29 août 1956 à l'attention du Présidium du Soviet Suprême de l'URSS, N.G. Sergiev affirma : « *J'ai été arrêté par les organes de l'OGPU le 29 décembre 1933. On m'a transmis l'accusation comme quoi j'ai intégré les structures d'une organisation contre-révolutionnaire et*

---

1. Réd.

*faisais de la propagande anti-soviétique. Je n'ai jamais participé à aucune organisation anti-soviétique et je le refusais fermement. Longtemps je résistais à signer le protocole, jusqu'à ce que l'enquêteur me dise que si je ne signais pas, mon père et ma fiancée seraient arrêtés et tenus en prison tant que je ne signe pas le protocole en avouant ma culpabilité intégrale... J'ai signé alors tout ce qu'il voulait... ».*

Dans une déclaration du 8 janvier 1957 adressée au Procureur général de l'URSS, V.P. Kazlas écrit : *« Je vous demande de réviser mon dossier et de me rétablir dans mes droits civiques. J'ai été arrêtée en 1933 à Arkhangelsk, où je suis venue voir mon mari exilé, **Okoudjava Nikolai Stepanovitch**. Suite à mon arrestation, on m'a transférée à Moscou où j'ai attendu les interrogatoires.... Maintenant, je voudrais que vous sachiez que, à mon avis, derrière tout ça se trouve Anna Pavlovna Livchitz. Cette personne est une provocatrice, qui a déjà fait payer d'autres gens... ».*

Dans une lettre adressée au Tribunal Suprême de l'URSS le 28 mai 1957, A.S. Sankina affirma : *« J'ai été arrêtée le 15 janvier 1934 par les organes de sécurité de Novossibirsk. On m'a fait connaître l'accusation prononcée contre moi, comme quoi j'étais membre d'un groupe trotskyste contre-révolutionnaire dirigé par Livchitz. Les interrogateurs Filimonov et Dymov m'ont informée que Livchitz dirigeait un groupe contre-révolutionnaire et qu'en se référant à mon nom, elle m'avait incluse dans le groupe de Sergiev. Paraît-il que Serguëïev lui avait bien confirmé ces dires entre quatre yeux. Comme motif de mon inculpation au sujet du groupe contre-révolutionnaire, on a évoqué le fait que j'avais rendu visite une fois à Livchitz, chez qui j'ai vu deux personnes inconnues (un homme et une femme). Livchitz les avait présentés comme ses connaissances, venues passer des vacances chez elle. Durant tout l'interrogatoire, j'étais maintenue dans une chambre à côté. Devenue insomniaque, il ne me restait qu'à écouter l'enquêteur raconter les détails sur mon prétendu délit et pleurer... ».*

Interrogé en tant que témoin le 6 août 1958, N.A. Sergiev affirma : *« J'ai été arrêté le 29 décembre 1933 par les organes de l'OGPU de la région de la Sibérie occidentale, pour cause de participation à l'organisation trotskyste. Durant l'arrestation puis pendant les interrogatoires, on m'a accusé d'avoir mené, en tant qu'étudiant au Lycée technique de coopératives économiques à*

*Novossibirsk, un travail de propagande anti-soviétique parmi les étudiants... et que, travaillant dans le trust "Glavmiaso" à Novossibirsk, je me suis étroitement rapproché de l'organisation trotskyste anti-soviétique qui était dirigée par l'exilé Rakovsky... Je nie absolument d'avoir appartenu à une organisation trotskyste, dans la mesure où – en 1933 – je n'ai jamais connu ni même entendu parler d'une telle organisation et ne pouvais donc pas y être recruté par qui que ce soit. Les organes enquêteurs se sont référés au fait que, arrêtée dans la même affaire que moi, Livchitz avait donné des indications me concernant comme quoi j'étais membre d'une organisation. C'est pour cette raison que j'ai demandé à être confronté à Livchitz. Les enquêteurs ne l'ont jamais fait. J'en déduis que les agents de police m'ont calomnié pour m'inclure dans l'organisation trotskyste... ».*

Le 13 novembre 1962, convoqué en qualité de témoin, G.I. Benzievsky souligna qu'il n'a jamais commis de délits et qu'il a été poursuivi en 1934 injustement. Il déclara : *« Je niais l'accusation qui m'a été présentée lors de mon interrogatoire. Car je n'ai jamais participé à un groupe contre-révolutionnaire, je n'ai jamais mené de propagande contre le pouvoir soviétique et n'ai commis aucun délit. Je dois également dire que j'étais tenu longtemps dans une chambre séparée et que durant les interrogatoires, l'agent de l'OGPU dont je ne me souviens pas le nom, m'a menacé de mort. Je ne reconnais pas les données inscrites dans le protocole de mon interrogatoire du 20 janvier 1934, car celles-ci ne répondent pas à la réalité. Pire, je n'ai jamais donné de ces informations : ce sont toutes des inventions de celui qui m'a interrogé et qui a rédigé le protocole. Ce protocole est bien signé de ma main, mais je ne l'ai pas signé parce que tout ce qu'il contenait était juste, mais parce que j'ai été forcé de le signer par les agents de l'OGPU... ».*

Encore un autre témoin, N.V. Startsev, entendu le 6 décembre 1962, déclara : *« En janvier 1934, j'ai été arrêté à Novossibirsk par les organes de l'OGPU. Durant l'interrogatoire à l'OGPU, on m'a accusé d'être le membre de l'organisation contre-révolutionnaire, d'avoir diffusé des bulletins anti-soviétiques et d'avoir caché chez moi toute une typographie secrète. Tout cela était une pure invention des enquêteurs. J'ai été interrogé par Filimonov et Popov. Je n'ai jamais été un contre-révolutionnaire, je n'ai jamais poursuivi des activités nuisibles. Je refusais alors catégoriquement cette accusation.... A peu*

*près trois mois plus tard, ils m'ont libéré. Quand j'ai demandé à l'enquêteur Filimonov que devais-je faire ensuite et que penser de mon arrestation, il m'a répondu que tout était réglé et que j'avais intérêt à ne pas me mêler aux affaires criminelles. Le protocole du 16 janvier 1934 qui m'a été soumis, a bien été signé par moi-même. Mais son contenu ne répond pas à la réalité, comme j'ai dû le signer sous les menaces de Filimonov. Je n'ai jamais eu de débats avec Bratoukhine sur des thèmes politiques et encore moins je n'ai pu entendre de sa bouche des opinions ennemies à l'égard de la politique du parti et de sa direction. Je n'ai pas non plus distribué des tracts de l'opposition. Je n'ai été soumis à aucune manipulation illégale de la part de Bratoukhine. Je n'ai pas et je n'ai jamais eu d'idées sur l'existence d'un certain groupe trotskyste de Novossibirsk ou sur ses membres, par exemple Parkhonov... Je répète que le protocole de mon interrogatoire du 16 janvier 1934 ne correspond pas à la réalité et qu'il a été inventé par l'enquêteur, du début jusqu'à la fin, et que j'ai été forcé de signer... ».*

Les documents mentionnés démontrent que la « cause » du dit « centre trotskyste de l'Union » a été entièrement falsifiée par les organes de l'OGPU, comme bon nombre de procès politiques « montés ». Ces procès avaient pour but de liquider toute opinion divergente au sein du parti et de renforcer parallèlement le pouvoir du gouvernement stalinien.

Par les décisions des Tribunaux Suprêmes de l'URSS et de la RSFSR et des tribunaux régionaux, ont été réhabilitées au cours des années 1956-78 les personnes suivantes : A.A. Babaïants, G.I. Benzievsky, Albert P. Kazlas, V.P. Kazals, V.B. Kaufmann, S.V. Kouznetsov, A.E. Mikhaïlov, A.S. Sankina, N.G. Serguiev, N.V. Startsev et E.I. Tchervonoborodova. Les autres inculpés ont été également réhabilités sur la base des conclusions des tribunaux régionaux, réunis entre 1988 et 1989, et conformément au Décret du Présidium du Soviet Suprême de l'URSS en date du 16 janvier 1989. Confirmant l'absence de fondement des accusations et déclarant leur entière réhabilitation pénale, la Commission du contrôle du Comité central du PCUS a réintégré au parti, le 16 janvier 1990, les personnes suivantes : Y.A. Azagarov (S.E. Grinblat), A.A. Babaïants, M.Y. Blokhine, L.A. Wolfson, Y.V. Gofline, G.B. Dzémianovitch, M.E. Dioumine, V.P. Kazlas, Alexandre P. Kazlas, Albert P. Kazlas, S.V. Kouznetsov, N.A. Kojevnikov, A.E. Mikhaïlov, I.S. Parkhomov, N.A. Stasy, A.N. Fainberg, K.T.

Fonasov, L.I. Heifetz et V.P. Chagov. L.D. Mirotadze et G.D. Ougrioumov ont déjà été réhabilités auparavant. La question de la réhabilitation d'I.V. Vetchinnikov et d'**I.P. Klioutchnikov** n'a pas été soulevée. Ces derniers ont été en effet exclus du parti bien avant l'affaire en question et pour des raisons qui n'ont eu aucun lien avec les accusations inconsistantes prononcées à leur égard plus tard.

Signé : Commission du contrôle du parti auprès du Comité central du PCUS, Prokuratura de l'URSS, Institut du marxisme-léninisme auprès du Comité central du PCUS, Comité pour la sécurité d'Etat de l'URSS

I. Donkov, N. Katkov, L. Kosmarskaia, N. Martchenko, G. Nikolaiev, N. Tentsov et B. Khazanov ont participé à l'élaboration du présent article.



**Pierre Broué**

## **Nous avons eu Prague au cœur**

*Le 18 novembre 2001, à l'Université Masaryk de Prague, s'est tenu un colloque consacré au printemps de Prague à l'occasion du 80<sup>e</sup> anniversaire de la naissance d'Alexandre Dubcek. La communication de notre camarade Pierre Broué lui avait été demandée par les camarades de 1968, dont les organisateurs du Xe congrès du PCT, pour éclairer l'impact qu'ils avaient eu, par leur action, sans l'avoir su. Ils avaient insisté pour un récit personnel, que voici.*

J'avais milité au parti communiste pendant la guerre, j'étais militant trotskyste au POCI depuis 1944 et responsable syndical en 1948 quand s'est produit votre printemps de Prague. Je n'ai pas été surpris. Je ne dirai pas que je m'y attendais, je dirai que je l'attendais, que je l'ai attendu pendant des années.

J'avais orienté mes études vers les révolutions du XXe siècle et des partis communistes. J'étais connu par un travail sur la Guerre d'Espagne et un autre sur la Révolution allemande 18/23. J'étais convaincu que tôt ou tard, les peuples se soulèveraient contre le régime stalinien qui était à mes yeux la négation du socialisme et du communisme.

L'histoire a multiplié ses signes. En 1953, il y a eu la fameuse manifestation des ouvriers de Berlin, le soulèvement en RDA, l'intervention des

chars allemands. En 1956, il y a eu ces deux événements formidables : la révolution hongroise et l'éclosion partout des conseils ouvriers, une résistance dirigée par le conseil ouvrier du Grand Budapest avec des communistes qui avaient choisi les insurgés contre les bureaucrates accrochés à Moscou. Je me souviens d'avoir été éclairé par une dépêche dans une agence de presse où j'étais aller voir mon vieux camarade Raoul, de permanence. Elle disait : **Budapest : les soviets contre les soviétiques !** Pour l'auteur, ce n'était qu'un titre. Il alla loin dans ma tête.

Tout cela a beaucoup secoué le milieu politique et d'abord le Parti Communiste français. Mais pas encore ébranlé. Bien des vieux et des jeunes militants, sans toujours bien comprendre, voyaient une répression qui brouillait l'image des pays « socialistes » et s'en allaient, bruyamment ou en silence. Il y avait des refrains anti-hongrois qui prenaient encore : « *le cardinal Mindszenty* », « *les anciens horthystes* ». Mais le choc, pas décisif, était profond. Je n'oublierai jamais le congrès de la Fédération de l'Education nationale : j'avais préparé des dossiers dont mes camarades et d'abord **Robert Chéramy** présentaient les éléments à la tribune. Un jeune communiste est tombé dans mes bras en larmes. A la tribune, **Georges Fournial**, représentant des pro-staliniens, vieil agent, a essayé de prendre la parole. Il n'a pas pu. Mais il ne pleurait pas ! Homme de marbre, il défiait la jeunesse.

Peu après il y a eu le fameux débarquement anglo-français à Suez. Partout se constituaient des comités « *contre Suez et Budapest* ». Je suis devenu gérant d'un journal, *La Commune* qui était sur cette ligne, regroupait bien des syndicalistes, des ex-PC et des gens du PS.

Mais si je savais bien des choses sur la persécution des communistes en Tchécoslovaquie, le procès de **Slansky** après ceux de bien d'autres, mais aussi de l'ancien militant communiste puis trotskyste, poète et historien de **Jan Huss**, **Zavis Kalandra**, je savais seulement qu'il y avait eu une agitation ouvrière à Plzen. La Tchécoslovaquie, était-elle le dernier bastion du stalinisme en Europe centrale ?

C'est en 1966 que j'ai eu mes premiers contacts avec la Tchécoslovaquie. Je suis allé à un colloque de l'université de Belgrade où il y avait plusieurs enseignants de Prague. Je me suis fait un ami de l'un d'entre eux et par lui, j'ai appris la sourde résistance dans les milieux intellectuels et étudiants, la probable

résistance des ouvriers, mais aussi la peur de mon interlocuteur qui me dit un jour : « *Quand je suis entré en prison, j'étais un tigre, en sortant, j'étais un chat* ».

Au printemps 67, j'ai fait chez lui ma première visite à Prague, la visite de cette ville si belle... le tour des cafés. J'ai appris à connaître le nom du spirituel étudiant **Pithart**, aujourd'hui chenu et président du Sénat, qui avait fait une magnifique plaisanterie sur la censure et la liberté. J'ai entendu des dizaines d'histoires tchèques explosives. Dans un café pragois, j'ai rencontré **Zdenek Mlynar** qui m'a expliqué longuement sa philosophie du réformisme – une chose dont je n'avais pas eu encore la moindre idée, mais qu'il avait beaucoup travaillée et dont il s'était nourri à Moscou dans ses discussions avec ses camarades russes. Il ne me cita pas alors **Gorbatchev** qui en était ; je l'ai appris plus tard, dans un livre. En gros, il disait : d'abord les réformes économiques, et préparons-nous à des réformes politiques qui leur correspondent et qui vont permettre de tout changer.

Quand je suis revenu en France, j'ai annoncé qu'il y aurait des événements grandioses à Prague en 1968 et que je devrai y retourner. Mais je n'y suis pas retourné. Car c'était au tour de la France de connaître sa plus grande commotion, politique, sociale et intellectuelle en un siècle avec **Mai 68**.

A partir d'octobre/décembre 1967, on voyait approcher de grands événements : agitation des étudiants, répression contre les écrivains, Mais ce n'était pour moi que la surface des choses et je n'avais nul moyen de saisir le sens de ce qui se déroulait bien que je vîs où cela allait.

C'est en janvier 68 que j'ai pour la première fois entendu parler d'**Alexandre Dubcek**. Un apparatchik slovaque, disait-on en France, un homme peu connu, sans aucune physionomie politique ; théoriquement, rien dans notre presse n'annonçait ce que les journaux allaient présenter bientôt comme une tempête en mars avec l'affaire **Sejna**, je ne savais pas encore le complot militaire qu'elle recouvrait, les rapports sur les réhabilitations, la révocation de hauts fonctionnaires et de magistrats. La roue de l'histoire tournait à nouveau dans le bon sens.

Il me semble que je fus plus impressionné par la fameuse lettre ouverte envoyée aux dirigeants polonais en avril par les jeunes communistes d'alors, **Kuron** et **Modzelewski**, que par Prague. J'organisai une réunion publique sur ce

qui se passait à l'Est ; je demandai à mes étudiants de constituer des dossiers Je découvris que Mlynar jouait un rôle important. Mais qui était Dubcek ?

A partir de mai 1968, je perdis tout contact avec votre pays. J'étais responsable régional du syndicat des enseignants des universités (SNESup) constamment en réunions, meetings, rencontres avec d'autres directions syndicales, voyages à Paris. J'avais des bribes par des camarades dont la femme ou les enfants écoutaient les radios étrangères, mais j'étais vraiment largué. J'entendis seulement parler des 2000 Mots, mais qu'était-ce ?

Il y a eu l'occupation de la Tchécoslovaquie, et, à ce moment aussi, nous étions très occupés car la répression, après la fin du mouvement, s'occupait activement de ceux qui y avaient joué un rôle. Je m'établis pratiquement dans mon institut, sur le campus, comme les étudiants qui y trouvaient, le seul moyen de rester ensemble, coude à coude et être prêts à se défendre. Et c'est ainsi que c'est vers nous que se dirigèrent les touristes venant de Tchécoslovaquie d'abord, puis les Tchécoslovaques qui avaient décidé d'émigrer, parmi eux nombre d'étudiants.

Je me souviens d'un grand blond Français au visage poupin qui me rendit visite, bouleversé. *« Je voudrais parler dans votre Institut. Je voudrais que vous soyiez là. J'ai vu ; Monsieur, J'ai tout vu. J'étais un étudiant communiste ; vous connaissez mon père qui vous traite tous les jours de salaud, mais je dois dire la vérité sur ce que j'ai vu, et dans une réunion sur Prague il n'osera pas venir me dire que je suis un menteur »*. Pauvre garçon. Le père n'osa pas, mais lui, se suicida dans les mois qui venaient.

Alors arriva le mois de septembre. J'affichai que le thème de mon séminaire serait « **Le Printemps de Prague et l'intervention russe en août** ». Les étudiants Tchèques et Slovaques avaient priorité et formèrent le quart du groupe de travail – parmi eux, Karel, qui est présent. Bien avant le début de l'année universitaire, on commença à réunir les documents, on parla de ce qu'on pourrait traiter ; des témoignages qu'on provoquerait, des documents qu'il fallait traduire pour les Français. Ils m'ont tout appris. Et, de Prague, on m'apportait ou envoyait documents et journaux de la grande période.

Je commençai à comprendre ce qui était important, la création de l'Union des étudiants, la bataille de **Prchlik** avec le soutien de Dubcek pour enlever à

**Mamoula** les « dossiers des cadres », le combat décisif, bien qu'invisible que la réorganisation de la 9<sup>e</sup> section, l'alliance étudiants-ouvriers, la libération de l'expression dans les journaux, la radio, la télé, la mobilisation de **Novotny** contre « *les forces droitières* », les ouvriers partout qui prennent la parole, l'écho à l'étranger, les inquiétudes à Moscou, le Manifeste des 2000 mots, les manifestants de la Place rouge et puis ce formidable congrès du PCT tenu dans une usine sous protection ouvrière à la barbe de l'armée russe... et je salue ici avec respect et affection Slavik et Silhan.

Et puis il y a eu la longue et dure bataille de la « *normalisation* », grèves des métallos, suicide par le feu de **Jan Palach**, encore un beau texte de Ludvik Vaculik, et la lutte pour chasser **Josef Smrkovsky**. Nous, au PCI, fabriquions et diffusions **Listy** en tchèque.

Cette fois, le coup décisif était porté au stalinisme en France. L'édifice commençait à crouler. La haine que les réactions stalinienne avaient manifesté dans le même élan, contre les jeunes manifestants de mai et contre le peuple tchèque, la durée du « *printemps* » qui avait eu des milliers de témoins occidentaux, de témoignages dans la presse, de liens personnels, était une expérience qu'on ne balait pas avec des mots d'ordre. L'élan qui a suivi a porté toute une génération non plus vers le PC mais vers le PS, a détourné du stalinisme les meilleurs, ouvriers ou intellectuels.

Je dois maintenant vous dire quelque chose qui n'est pas agréable à dire pour moi et à entendre pour vous. Plusieurs historiens de gauche de France viennent d'essayer de répondre à l'ultra-réactionnaire **Stéphane Courtois**, ex-maoïste et à son *Livre noir* en écrivant *Le Siècle des communismes*.

Dans ce livre de 452 pages, il y a une seule référence à Dubcek, autant qu'à Rychta (sic), Hendrych, Mlinar (re-sic) et deux fois moins qu'à Ota Sik.

Mais cela montre combien les communistes du printemps avaient eu raison contre le stalinisme, car s'ils avaient eu tort, on les citerait longuement et sans faute grossière.

Mais dans quelle époque ai-je donc vécu ? Quand les yeux et les oreilles de ces hommes s'ouvriraient-ils, eux qui ne citent dans ce livre ni Kuron et

Modzelewski, ni Goldstuecker, ni les pendus, Rudolf Slansky, Laszlo Rajk, Traitcho Kostov, Imre Nagy ?

Je pense que le travail et le sérieux de cette rencontre devraient permettre de redresser une situation inacceptable.

En tout cas, il faut continuer. Défendre le printemps de Prague, en le faisant connaître, c'est lutter pour un avenir.

## Petites trouvailles de l'Histoire de la Comintern et de la Révolution russe

On se souvient que **Iakov Blumkine**, ancien tchékiste s.r. passé au parti bolchevique, devenu l'un des meilleurs agents de renseignements soviétiques à l'étranger, fut exécuté en 1929 après être revenu en URSS au lendemain d'une visite à Trotsky à Constantinople.

L'historien allemand **Bernard Bayerlein** a trouvé dans les archives du PC de l'URSS à Moscou une délibération du bureau politique portant le n° 30, qui indique que cet organisme du parti a condamné **Blumkine** à mort le 30 octobre 1929 en décidant qu'il serait fusillé.



Il y a eu pendant des années des versions contradictoires de l'assassinat d'Andreu Nin. Depuis le film *Operation Nikolai*, réalisé d'après les archives de Moscou, il ne nous manquait qu'un élément : qui était le responsable du GPU qui s'était distingué en URSS et ailleurs dans la chasse aux trotskystes, envoyé de Moscou pour continuer et fut l'un des organisateurs et des tueurs dans cette affaire. On connaissait de lui deux pseudonymes, car il était le Russe **Iousik**, et le Brésilien **Escoy**.

La réponse se trouve dans le dictionnaire biographique de **Lazar Heifetz** sur *L'Amérique Latine et la Comintern*, en russe. **Iousik** et **Escoy** étaient deux des nombreux pseudonymes du tueur **Iossif Romualdovitch Grigoulévitch**

(1913-1988) ; de son vrai nom **Grigoulevicius**, Lithuanien, connu aussi sous son nom de **I.R. Lavretsky** et sous les surnoms de **Max** et du « *Juif français Felipe* », d'**Arthur**, **José Ocampo**, **Dax**, **I. Grigoriev**, et **Miguel**. Il eut après ce meurtre une vie d'aventures : il réussit notamment à devenir... ambassadeur du Costa-Rica au Vatican, et prépara avec soin un assassinat de **Tito**, finalement décommandé. Il serait l'auteur de travaux érudits sous le pseudonyme de Lavretsky.



Rappelons enfin à un certain nombre de camarades qui écrivent sur la Guerre d'Espagne, qu'ils se trompent (comme je l'ai fait moi aussi dans le passé) quand ils continuent à citer « *le Russe Narvitch* », agent GPU dans les Brigades internationales. L'homme était Polonais et s'appelait **Leon** (et non Lev, s'il avait été russe) **Narwicz**. j'ai enquêté en Pologne parce que Leon est un prénom polonais et parce qu'il n'y avait pas de Soviétiques en tant que tels dans les BI. Avec sa véritable identité tout s'explique.

## *Les départs*

### **Charlie van Gelderen (1913-2001)**

Charlie est mort chez lui à Cambridge le 26 octobre 2001. Il était né à Wellington, à 40 miles du Cap en août 1913. Il avait donc 88 ans et était peut-être le doyen des trotskystes du monde.

D'abord infirmier psychiatrique qualifié puis employé de commerce, il fut secrétaire permanent de leur syndicat – phénomène qui acceptait Blancs et Noirs dans ses rangs. Très jeune, il fréquenta les réunions de la société fabienne mais n'avait encore que 18 ans quand il devint trotskyste et fonda, avec son frère jumeau **Herman**, l'International Marxist League d'Afrique du Sud. Il y connut sa première scission. En 1935 il suivit en Europe sa femme *Millie*, connu **Denzil D. Harber** et rejoignit le Marxist Group qui avait milité dans l'Independent Labour Party et discutait de l'entrée directe au Labour Party. Nouvelle scission ; il fut de ceux qui entrèrent et devint le dirigeant à Islington de la Labour League of Youth ; au cours des années suivantes, il rejoignit la Revolutionary Socialist League (Militant) et assista comme invité au congrès de fondation de la IVe. Pendant la guerre, militaire en Irak puis en Italie, il joua un rôle important dans la naissance de la section italienne.

A son retour il rejoignit la nouvelle organisation, le Revolutionary Communist Party, né d'une scission, et fut l'un de ses dirigeants, favorable à une nouvelle entrée dans le LP. Ce n'est qu'avec beaucoup d'hésitations qu'il suivit, pour l'entrisme, la scission de **Healy** et de la SLL, où il resta jusqu'en 1963. Peu après, il fut un des fondateurs de l'IMG (International Marxist Group) pour lequel il fut un temps permanent, avant son explosion. Il rejoignit ultérieurement l'International Socialist Group, collaborant à *Socialist Outlook* jusqu'à sa mort. Ami personnel de **Tony Cliff**, estimé de tous les militants britanniques, c'était un pilier qui semblait indestructible. Il continuait à militer et écrire. Sa mémoire mérite le plus grand respect et ceux qui l'ont connu ne sont pas près de l'oublier.

## OEUVRES DE LÉON TROTSKY

C'est en 1978 qu'est paru le premier volume de la publication de l'Institut Léon Trotsky, les *Œuvres*, de mars à juillet 1933, premier volume de la première série des œuvres d'exil du révolutionnaire russe, publiées sous la direction de Pierre Broué.

De 1978 à 1980, l'Institut Léon Trotsky a ainsi publié sept volumes qui reposaient sur les écrits publiés de Léon Trotsky, la partie « ouverte » des archives de Harvard et différentes archives à travers le monde.

Depuis 1980, à partir du volume 8, le travail qui a été épaulé par la R.C.P. 596 puis la Jeune Equipe « Histoire du Communisme » du C.N.R.S., repose désormais principalement sur la partie « fermée » des papiers d'exil de Trotsky, à la Houghton Library de l'Université de Harvard.

La première série de cette publication s'est terminée avec le volume 24 en septembre 1987.

La nouvelle série est commencée avec les volumes I, II et III : elle couvrira la période de 1928, l'exil de Trotsky à Alma-Ata, jusqu'en 1933, l'appel à la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale. On a également prévu des volumes de compléments, sur la base de la partie « fermée » pour 1933-1935.

On peut se procurer les volumes des Œuvres en s'adressant à l'administration des Cahiers Léon Trotsky ainsi qu'aux librairies de la Selio, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, Paris (10<sup>e</sup>), et de la Brèche, 27, rue de Taine, Paris (12<sup>e</sup>).

ISSN 0181 - 0790

Prix : 14 €

**Cahiers Léon Trotsky □ Institut Léon Trotsky**